

909.09822
P462
no. 43




LES URBANISTES DANS LE DOUTE



UNIVERSITY OF
ILLINOIS LIBRARY
AT URBANA-CHAMPAIGN
~~DO NOT TAKE~~





Digitized by the Internet Archive
in 2013 with funding from
University of Illinois Urbana-Champaign

1. p 10
462
. 43

508 610

LES URBANISTES DANS LE DOUTE

PEUPLES MEDITERRANEENS/MEDITERRANEAN PEOPLES N° 43
Revue trimestrielle - avril-juin 1988

Michel Peraldi : Les noms du social dans l'urbain en crise	5
Giovanni Laino : Naples à la fin des années quatre-vingt	23
Alfons Segura : Barcelone : décentralisation et participation citadine	41
Jean-Christophe Baudouin : Crise urbaine et aménagement du centre-ville. L'exemple du quartier Belsunce à Marseille	49
Djaffar Lesbet : La Casbah d'Alger entre réhabilitation et réanimation	59
Abdelatif Baltagi : Système d'habitat et ségrégation sociale dans l'agglomération de Tunis	79
Alain Tarrius : Identités en mouvements : sédentarités, nomadismes et recompositions urbaines	87
Liliana Padovani : Le public et le privé dans les grandes actions de transformation urbaine	105
Antida Gazzola : Nouveaux critères d'attribution des logements sociaux : la loi 6/83 de la région Ligurie	115
Michel Anselme : La formation des nouveaux territoires urbains et leur « crise » : les quartiers nord de Marseille	121
Bruno Gabrielli : Gênes exemplaire	131
Fabrizio Mangoni : Gérer la complexité urbaine. Le cas de Naples ..	137
Résumés/Abstracts	147

LES ORGANISMES DANS LE DOUTE

Le Centre national des lettres a financé la publication de ce livre.

Le Centre national des lettres a financé la publication de ce livre.

1. L'organisation des lettres en France.
2. L'organisation des lettres en France.
3. L'organisation des lettres en France.
4. L'organisation des lettres en France.
5. L'organisation des lettres en France.
6. L'organisation des lettres en France.
7. L'organisation des lettres en France.
8. L'organisation des lettres en France.
9. L'organisation des lettres en France.
10. L'organisation des lettres en France.
11. L'organisation des lettres en France.
12. L'organisation des lettres en France.
13. L'organisation des lettres en France.
14. L'organisation des lettres en France.
15. L'organisation des lettres en France.
16. L'organisation des lettres en France.
17. L'organisation des lettres en France.
18. L'organisation des lettres en France.
19. L'organisation des lettres en France.
20. L'organisation des lettres en France.

Il règne aujourd'hui, en matière de pensée urbanistique, une certaine confusion et, à leurs manières, qu'ils l'analysent ou qu'ils en dressent un constat lucide, ou plus simplement qu'ils la manifestent comme une crise du regard redoublant la crise des dispositifs économiques et sociaux qu'ils pointent, tous les textes réunis ici font état de cette confusion. Rien ne le manifeste mieux que de voir s'installer de l'indécision et des hésitations, des questions sans réponse sur des champs où pendant longtemps a régné l'assurance d'une pensée technocratique certaine de maîtriser les conditions de l'ajustement entre une forme urbanistique et un paradigme économique dominant.

Cette confusion et ces flottements soudains dans le discours des opérateurs ont donc aussi des effets positifs : celui de définir de nouveaux cadres expérimentaux, celui d'ouvrir des champs neufs de collaborations, celui plus général peut-être d'un rabaissement des prétentions à tenir la ville sur un modèle, et un seul, de technicité.

De ce retour à un pragmatisme expérimental, de ces doutes et de ces incertitudes ouvrant des champs d'expériences inusités, les textes réunis ici rendent compte aussi, à partir des terrains concrets où ces discours trouvent les conditions de leur mise à l'épreuve.

Car s'il y eut un temps bercé par les prétentions universalisantes d'une pensée technocratique qui voulait pour Naples, pour Alger ou Marseille les mêmes schémas d'urbanisation, c'est aujourd'hui dans un différencialisme, avec ses excès et ses amnésies propres, attentif aux modalités locales, que les opérateurs urbains tentent de repenser les cadres cognitifs et techniques de leurs interventions. Bien sûr, cet éclatement du lieu de référence utopique, de la forme urbaine générale sur laquelle se cale la pensée urbanistique, induit quelques décalages dans les approches et les problématiques. Ce ne sont jamais que des manières de rendre compte aussi du « poids du lieu », mais qui peuvent laisser l'impression que certains parfois réinventent à leur usage des modalités d'interventions que d'autres ailleurs critiquent ou déconsidèrent. Ce détour par le local est pourtant une des formes les plus contemporaines par laquelle l'aménagement urbain se réinvente un discours adapté aux réalités des mondes urbains qu'il tente de maîtriser.

Les textes ici réunis rendent compte d'interventions au colloque organisé à Marseille par le Cerfise en octobre 1987, sur le thème « Gérer les crises urbaines ? ». Outre les auteurs dont les contributions sont ici présentées, ce colloque réunissait différents opérateurs, chercheurs et acteurs des grandes métropoles du Bassin méditerranéen. Les actes exhaustifs de ce colloque feront l'objet d'une publication ultérieure.

M.P.

LES NOMS DU SOCIAL DANS L'URBAIN EN CRISE

Michel PERALDI

Toutes les villes dont on parlera ici sont des villes qui viennent de connaître une phase d'expansion métropolitaine. Ou plus exactement qui viennent à peine d'en sortir et voient maintenant se calmer la tempête qui les a secouées. Toutes sans exception ont connu dix, voire vingt années de croissance démographique exponentielle. Barcelone et Naples ont atteint puis dépassé les deux millions d'habitants, Alger et Tunis les rejoignent, Marseille et Gênes ont brutalement doublé ou presque la population qu'elles avaient à la fin de la guerre. Toutes ont un parc de logements où dominent des constructions datant de ces vingt dernières années. A Marseille en particulier, 70 % du parc de logements sociaux datent des années 1962-1975. La date est précise, justement parce que l'arrêt est subit et net, et en cela peut-être Marseille anticipe d'un temps sur les autres, au moins par la brutalité de l'arrêt.

Mais à Barcelone comme à Gênes et Naples, les centres anciens se vident et se dépeuplent, plus ou moins radicalement, à Tunis et Alger, dans la Médina et la Casbah, le mouvement de reflux est amorcé. Comme après le passage d'un cyclone, l'heure est aujourd'hui à dresser un état des lieux des dégâts, à en évaluer l'impact. Car cela encore semble un point commun que ces villes partagent : aussi contrastés que soient les contextes économiques, même si toutes ces villes sont des ports, ce qui signifie au minimum qu'elles partagent une manière commune d'articuler leurs structures industrielles à une captation des circulations commerciales, dans aucune d'entre elles, Barcelone peut-être exceptée, ce mouvement ne s'est accompagné d'une prospérité significative et marquante.

Ou du moins d'un déploiement économique tel qu'il puisse à la fois signifier une mobilisation massive des capitaux et des mains-d'œuvre,

un rayonnement puissant de ces villes hors de leur territoire immédiat, et simultanément une maîtrise locale, même relative, de ces mouvements. Aucune n'est au centre d'un monde et pas davantage au centre d'une « économie-monde ». Elles n'occupent, encore une fois à l'exception de Barcelone, que des positions périphériques, et les restructurations industrielles qu'elles ont toutes connu ces quarante dernières années arrivent des recompositions internes aux tissus économiques locaux sur les donneurs d'ordre lointains. Le cas de Fos est exemplaire, comme le cas d'Alfasud à Naples, ou de l'Italsider à Gênes.

De plus, redoublant la fragilité de ces économies largement périphériques, tout cet appareillage qui fut la cause centrale de l'éclatement métropolitain est aujourd'hui lui-même en crise. Marseille ou Gênes ont ceci de commun qu'elles sont aujourd'hui des villes largement dominées par le secteur tertiaire, mais un tertiaire d'administrations et de petits services, improductif. Tunis n'a pas encore réussi à capter les flux touristiques et les capitaux saoudiens ou libanais, Alger reste une capitale lourde à porter et Naples vit encore très largement d'une infra-économie sauvage, au moins dans ses modes d'exploitation des mains-d'œuvre. Barcelone, une fois encore, centre industriel de l'Espagne, fait tache.

Malgré les décalages et l'hétérogénéité des contextes, ces villes ont donc en commun d'avoir eu à passer le cap métropolitain. D'abord dans l'ampleur des mouvements économiques et démographiques, elles viennent sans doute de passer la phase de peuplement et des recompositions spatiales et abordent toutes, avec des temps de latence, la nécessité de recomposer du territoire et de l'identité sur cette complexité qui a de surcroît les allures d'une crise de croissance.

Il y est partout question de centre et de centralité à reconstituer à partir, au-delà ou en ignorant les vieux centres nécrosés. Partout encore il y est désormais question de repenser l'habitat comme urbanité, partout encore il est question de donner sens aux lieux composites que l'on découvre comme résultant de la marée antérieure. Sous la différence de contexte, la diversité des stratégies politiques, la multiplicité des procédures, il est bien question univoquement du sens de la ville, de la cité, au sens grec du terme, plus que de l'appareillage urbain. La question y est désormais très peu technique et largement politique, de la recomposition d'identités qui soient à la fois localement signifiantes et prises dans le présent des mouvements que la ville a accueillis sans forcément que les mondes localisés aient eu vraiment le temps de se les rendre intelligibles et de les digérer.

La crise n'est au fond qu'une lecture superficielle, immédiate, du présent de la ville. C'est un discours qui bricole hâtivement, dans la fausse évidence des urgences économiques, la tangibilité d'un territoire cohérent. Avant de décider si un centre doit être détruit ou conservé (mais c'est une hypothèse d'école, purement rhétorique ; dans les faits on n'en est jamais à se poser une telle alternative car l'action et le discours se coproduisent), il faut probablement se demander de quoi le centre

est centre, quelle commune citée il organise et hiérarchise, en étant prêt à accepter justement qu'il ne soit plus centre de rien, réduit à pure forme métaphorique et nostalgique d'un antérieur suffisamment présent pour organiser du lien social — la nostalgie partagée — et si peu nécessaire que la vie de la ville se fait pendant qu'il meurt.

Il est probable qu'au point où elles en sont de balkanisation et de radicalisation des divisions sociales et spatiales, chacune de ces villes peut se passer d'un centre univoque et commun, ou plus exactement que chaque fragment d'activité urbaine constitue son propre régime de centralité, dans la ville parfois, ailleurs aussi.

C'est à mon sens cette disponibilité des pratiques qui fait question aujourd'hui, c'est la nature des ajustements qu'elle implique qui constitue le fil à suivre pour comprendre les noms dont on affuble les processus sociaux dès lors que ceux qui nomment justement cherchent à les lire à travers les espaces qu'ils investissent.

Entre l'espace et les territoires il y a l'épaisseur des métaphores par lesquelles l'espace en vient à désigner du lien social. Le centre de la centralité et de la captation, la périphérie de la marginalité et de l'exclusion, par exemple. C'est probablement parce que les savoirs techniques sont à ce point performants à produire simultanément une lecture technique et métaphorique de l'espace urbain que l'on perd facilement de vue cette épaisseur. Par moment l'accélération des processus, la vitesse d'entraînement des changements ou les dérobades du regard et les fautes d'inattention de ceux qui ont charge de voir nous mettent en face de ces latences.

Je voudrais seulement suggérer ici que pour comprendre les politiques urbaines il est nécessaire de penser qu'elles ne sont pas seulement mises en œuvre de technologies, et pas seulement non plus tactiques de gestion et de régulation. Elles ont aussi, ponctuellement peut-être, la charge d'ajuster la cité à son espace économique et social de déploiement, à formuler les cadres du « principe commun » sur lequel elles entendent faire reposer la cité qu'elles bâtissent¹, fondant dans le même geste et le même moule l'extension spatiale des activités et les cadres d'une citoyenneté.

Que ce soit à travers la dialectique centre-périphérie, que ce soit dans le rapport mobilité-fixation, ou bien encore dans la sérialisation fonctionnelle des lieux, les politiques urbaines ne cessent jamais de produire des ordres hiérarchiques ou des systèmes d'appartenance, qui entrent en concurrence avec d'autres, principes communs eux aussi fondés en légitimité. Il est des territorialités urbaines qui fonctionnent sur la tension entre une appartenance au « village urbain » et l'ailleurs de la ville, d'autres encore qui recomposent la ville comme séquence d'un territoire de la circulation, connectent le lieu de vie à des aires de parcours. La complexité urbaine aujourd'hui tient d'abord au fait que la métropole juxtapose une collection de territoires qui y opèrent des sélections ou des totalisations partielles, la réduisent ou la contractent, l'éclatent ou la fragmentent par connexion à d'autres lieux urbains.

La ville est toujours en excès de sens par rapport à cette dynamique territoriale, en deçà ou au-delà de ses spatialités propres.

Plus l'extension urbaine est importante, c'est-à-dire plus sont étendus et diversifiés les espaces que fondent les pratiques des citoyens, plus le sens commun de la ville est improbable et flottant. Dans ce jeu d'ajustement permanent, la coïncidence d'un principe territorial avec l'aire d'extension des pratiques et des activités, l'ajustement exact, millimétré, de la « cité » à la métropole, constitue à mon sens ce qui précisément est politique dans ce travail d'ajustement, et ce qui fait, par différence aux lieux strictement techniques de l'aménagement urbain, mais par différence aussi aux tactiques qui n'ont que de la régulation sociale pour enjeu, l'identité des politiques urbaines.

L'aporie métropolitaine

C'est en parcourant ces différentes villes, en les mettant en perspective avec ce que nous cherchions à comprendre du Marseille contemporain, que nous avons compris cette nécessité d'en revenir à une interrogation sur les principes de totalité qui régissent l'organisation de la ville. Pour voir qu'il règne ici, en cette matière, une grande confusion. Toutes ces villes, comme la plupart des métropoles de taille équivalente, ont donné corps et texture administrative à leur extension métropolitaine. Gênes, Naples, Tunis ou Alger ont annexé les communes périphériques sur lesquelles s'est porté leur développement, Barcelone constitue une communauté métropolitaine groupant vingt-sept communes dont celle de Barcelone. Partout la métropole forme un territoire identifié au travers d'instances spécifiques, sauf à Marseille où règne en cette matière la plus grande confusion.

Imaginons que si Marseille voulait véritablement ressembler à « ses sœurs », il faudrait qu'elle s'annexe ou fasse alliance communautaire avec toutes les communes de l'aire qui a vu ces dernières années le développement métropolitain. Quelque chose, pensons aux vingt-sept communes de l'aire barcelonaise, comme un cercle allant de Vitrolles à Aubagne, englobant tout l'étang de Berre et le bassin aixois. Car c'est après tout sur cette zone que se sont redéployées les entreprises et les industries marseillaises qui ont résisté à la crise, c'est là encore principalement que s'installent les 10 000 habitants que Marseille perd chaque année depuis une dizaine d'années.

Pour une grande part la métropole est faite de pratiques et de lieux qui redéployaient Marseille. Et entendons le terme de métropolitain en un sens dynamique : ce qui installe de la continuité et du trouble entre des agencements urbains antérieurs, qui les connecte et y installe des continuités, non seulement d'un point de vue spatial mais aussi du point de vue d'adhérences et de tissus sociaux.

En ce sens la métropole ce n'est pas seulement le développement soudain des communes de l'étang de Berre ou celui de la

région aixoise, ce sont aussi les hinterlands pavillonnaires, les zones industrielles, les aires de loisirs, qui entre les frontières communales brouillent les cartes des territoires administratifs. Et ce sont aussi les liens que les pratiques constituent sur le substrat des territoires familiaux, des pratiques de travail et de consommation, des aires de parcours. Les familles des HLM de la ZUP fréquentent autant les centres commerciaux installés en bord d'autoroute à mi-chemin d'Aix et Marseille que le « centre » de Marseille ; ils ont souvent de la famille à Vitrolles et Port-de-Bouc, et vont se baigner sur les bords de l'étang comme sur les plages du Prado. L'Office HLM qui les loge a lui aussi près de la moitié de son parc construit hors Marseille, c'est le cas de l'OPAC, mais pas au hasard sur tout le département qui est pourtant le territoire officiel d'activité de cet Office : plus volontiers sur l'étang de Berre que dans l'est pavillonnaire et la région aixoise, comme si la métropole redéployait aussi cette segmentation sociale et les clivages qui sont ceux de Marseille.

Ce qui bien sûr ne veut pas dire que la métropole est exclusivement un redéploiement de Marseille. Elle est aussi produite par des mouvements de peuplement plus amples qui à leur tour strient les territoires urbains de « territoires circulants », pour reprendre une expression de A. Tarrius, qui ont souvent le monde européen pour échelle d'extension².

Elle emprunte assez à Marseille et aux cultures urbaines des Marseillais pour être une extension territoriale de cette urbanité, mais capte aussi assez de mouvements délocalisés pour n'être pas qu'une simple reproduction à l'identique, un clone de Marseille, ni même une simple extension spatiale des autres communes de l'aire.

Tous ces mouvements n'ont pas de nom, entendons de désignation par une transcription métaphorique de leur espace de référence, et pas plus sur la scène politique que sur une autre. Ou bien, ce qui revient au même, le nom de « métropolitain » n'a pas de lieu totémique.

Généralement la dimension métropolitaine est par excellence le lieu de la technocratie : des programmes et de la planification, du présent construit en référence à une projection dans le futur. Lorsque se créent des dispositifs qui se donnent la dimension métropolitaine pour territoire, c'est ce type de tâches qu'ils organisent, bien sûr, pas forcément de manière exclusive. C'est le cas à Naples, Barcelone, ce fut le cas aussi dans l'aire métropolitaine marseillaise lors des grands schémas d'aménagement des années soixante-dix qui sont à l'origine des importantes recompositions urbaines et économiques qu'a connues la zone à cette époque³. Leur effacement, ou pour certains des appareils inclus dans ce dispositif leur réagencement, tient sans doute à une multiplicité de processus complexes : la crise bien sûr, au sens économique du terme, et la sanction donnée aux planificateurs par l'échec de leurs hypothèses économiques. Mais ce n'est assurément que la plus visible et la plus superficielle des raisons, celle du moins qu'évoquent le plus fréquemment les acteurs.

Une autre raison plus fondamentale tient à la nature et à l'évolution des rapports entre appareils d'Etat et appareils notabiliaires locaux, où le vide d'instance métropolitaine apparaît comme une des conséquences du lent reflux de l'étatisme en matière de politique urbaine⁴, dans la mesure où c'est l'Etat qui traditionnellement en France avait monopolisé les tâches de planification urbaine sans pour autant que puisse s'imposer au niveau métropolitain une suzeraineté notabiliaire.

Ce n'est là que brièvement suggéré un état des rapports de force qui ont failli faire puis ont défaili, sur Marseille, une instanciation politique de la métropole. On peut sans grande peine imaginer ce que la présentation succincte de ces processus cache de négociations, de jeux d'appareils et d'acteurs, toute la scène du politique en arrière-fond d'un paysage marqué par son aspect tout à la fois lacunaire et parsemé de grandes infrastructures urbaines.

Mais il reste dès lors un certain nombre de questions en suspend, qui dans la mesure où elles ont perdu le lieu politico-technique de leur émergence, en quelque sorte leur support épistémique pour dire ainsi un certain ordre culturel et politique agencé sur un savoir urbanistique et planificateur et un pouvoir tenu par la dialectique Etat-notables locaux, ont également perdu toute possibilité de trouver un terrain de problématisation et de traitement. La principale étant la question de la centralité.

Dans les années soixante-dix, avec le développement de la zone industrielle de Fos, Marseille pose sa candidature pour constituer le « centre directionnel » de la nouvelle métropole qui ne peut manquer de naître comme « une retombée de Fos ». Ce sont les termes de l'époque, empreints d'une vision très économiste du développement urbain. La municipalité lance un grand programme de restructuration urbaine du centre de Marseille, lequel est en jachère et en réserve de projet depuis la destruction des quartiers dits de « derrière la Bourse » depuis 1920. Comme on le sait⁴, Fos ne sera pas le moteur économique que l'on supposait, en tout cas pas sur le mode qu'on attendait. La ville pendant ce temps se développe sur un double front, au nord les logements sociaux, dans la ZUP N° 1, au sud des ensembles résidentiels. Soit un développement qui renforce et radicalise une segmentation sociale de la ville déjà amorcée lors de son industrialisation au XIX^e siècle. Deux zones de densité urbaine plus importantes se constituent alors, Bonneveine au sud, Le Merlan au nord, qui accueilleront chacune des centres urbains concentrant des commerces, des aires de loisirs et des appareils institutionnels décentralisés.

On assiste en somme à un double éclatement de la centralité : de ce qui était pensé comme centralité directionnelle, soit une manière de localiser sur la ville une captation des flux économiques traversant l'aire métropolitaine, et qui se répartit sur l'intégralité de la zone métropolitaine, sans toucher Marseille de ses retombées. D'une centralité que l'on pourrait dire « urbaine » par différence, qui suit le mouvement de segmentation sociale des aires d'habitat. Marseille donc ne manque pas de centres mais elle manque, diront les politiques à partir des années 1975,

d'un « centre pour tous les Marseillais ». Soit un clivage qui s'installe alors entre une centralité métropolitaine introuvable dès lors qu'en est introuvable le centre politique et le principe de suzeraineté, et une ou plutôt des centralités urbaines renvoyant à une configuration de l'ordre urbain qui fonctionne à la radicalisation des segmentations sociales.

Où tout se passe au fond comme si l'organisation de l'espace entérinait le moyen terme politique autour duquel s'organise la gestion de cette situation : une métropole acentrée, et du coup toujours négociable, toujours susceptible d'être manœuvrée dans le champ des réseaux notabiliaires, et non pas confisquée par une culture et une rationalité technocratique. Mais d'un autre côté une ville, défaite de sa suzeraineté potentielle, qui s'enfonce lentement dans un statut de périphérie urbaine en voie d'éclatement. Avec au milieu, comme un reste, en excès de sens, la question du centre commun, prise entre l'acentralité de la métropole et la polycentralité de la ville.

Voilà des processus décrits comme des phénomènes spatiaux et des agencements scéniques. Qu'en est-il des ordres de citoyenneté qu'ils métaphorisent ? On pourrait dire d'une manière générale que les processus de désignation de « l'être urbain » flottent entre des noms communs qui ne trouvent pas d'espaces communs de référence, et des espaces conçus pour une communauté, qui ne trouvent d'usage, symbolique compris, qu'à la condition d'être particularisés.

Au fond le politique ne conçoit une citoyenneté métropolitaine qu'à la condition d'en faire précéder la matérialité par un agencement de pouvoir et de savoir centralisateur. Elle n'est pas forcément nommée parce que l'espace métropolitain est pratiqué comme tel, mais à la condition d'avoir un centre décisionnel et politique. Dès lors que la production de ce centre est politiquement impossible ou indésirable, la métropole existe comme espace de pratique, mais elle n'a pas de sens comme territoire. Voilà en somme une affirmation dont il faut aller vérifier la pertinence dans l'ordinaire des procédures : les politiques urbaines ne se contentent pas d'organiser le social dans un agencement de l'espace. Elles produisent aussi une version métaphorique des codes de citoyenneté, elles travaillent à l'intérieur de cet espace culturel que constitue l'ajustement de la cidadinité à la citoyenneté.

Ville du droit et ville de l'expérience

Depuis une dizaine d'années, et de manière peut-être plus radicale qu'ailleurs, l'intervention publique sur la ville de Marseille est presque exclusivement centrée sur des tâches de réhabilitation. Qu'il s'agisse de réhabilitation ou de rénovation au sens le plus strictement technique du terme — ravalement de façades et remise aux normes d'ensembles bâtis, privés et publics — ou qu'il s'agisse d'opérations plus complexes par la nature des technicités qu'elles mobilisent et qui ne sont nommées « réhabilitation » que parce qu'elles sont perçues comme entreprises de

requalification de certains lieux urbains. Il en est ainsi des périmètres DSQ, soit les deux îlots du très vieux centre au nord de la Canebière, Panier et Belsunce⁵, et les grandes densités d'habitat social des 13^e et 14^e arrondissements.

Sans revenir sur le détail des procédures mises en place dans ces opérations dans la mesure où elles ont été largement développées ici-même, il me semble nécessaire d'insister sur deux de leurs particularités :

1. L'essentielle de l'intervention technique, qui peut être de par sa nature aussi diversifiée que dans une opération d'urbanisme « classique », est soumise à un impératif de requalification des usages auxquels étaient affectés les espaces sur lesquels portent les interventions. En soi la réhabilitation ne constitue pas une « invention » technique, et pas non plus la mise-en-œuvre de nouveaux savoir-faire urbanistiques ou architecturaux, mais plutôt une manière inusitée de mobilisation de ces technologies, soumises dès lors à une négociation préalable des changements institutionnels que conditionne ou nécessite la désaffectation-réaffectation des espaces investis.

Jusqu'à présent c'était la rationalité du plan qui ordonnait le déploiement des technologies et la normalisation technique y trouvait son espace d'extension et de régulation. Avec la réhabilitation c'est un impératif tactique qui domine, celui de la requalification, et le préalable de la négociation institutionnelle renvoyant paradoxalement l'impératif technologique à une logique du coup-par-coup. La valse hésitation des projets qui ont fleuri sur le centre-ville marseillais n'est bien sûr pas univoquement produite par ces modalités de mise en œuvre politique de l'instrument technique ; jouent aussi des phénomènes plus complexes d'ajustement du politique à l'impossible recomposition de la centralité métropolitaine. Mais il est néanmoins manifeste que l'aménagement de cet espace est tributaire des opportunités qui se présentent au gré de négociations politiques préalables.

Ainsi l'avancement des travaux de rénovation des immeubles qui est donné comme un point clef de ce « programme » dépend dans une large mesure des acquisitions réalisées par des acteurs publics, ville de Marseille ou Offices HLM, et non de l'imposition normative d'un périmètre d'intervention autoritairement investi et soumis à un contrôle unique. De la même manière, l'aménagement d'équipements urbains et des espaces publics est moins déterminé par la rationalité d'un programme préétabli qu'en fonction d'opportunités où prime d'abord le choix d'un partenaire et d'un promoteur disposé à participer au travail de requalification entrepris. C'est donc y compris la mobilisation de la puissance publique qui change puisque la création des équipements est étroitement fonction de la disponibilité des institutions s'y impliquant ; ce qui en pratique et en matière d'équipements a eu souvent pour conséquence une surdétermination des normes de programmation par des impératifs de gestion.

Il est en ce sens probable que l'installation, par exemple, d'une annexe universitaire dans le quartier Belsunce correspond moins à un

programme global, incluant la fonction enseignement dans un ensemble rationalisé de fonctions, qu'à une opportunité singulière issue de négociations sur les nécessités « privées » d'une institution universitaire. Charge ensuite aux promoteurs de l'opération, Ville et Etat, d'expliquer ce que les étudiants viendront faire là... On trouve un cas quasiment identique dans la cité HLM des Flamants dont nous avons en charge la Maîtrise d'Œuvre Sociale. Un consensus interpartenarial se réalisait pour envisager le déclassement d'une fraction des logements disponibles, à usage d'activités économiques, dans une perspective de développement social ; qu'une partie de ces logements déclassés soient donnés en location à une école de service social n'est pas la conséquence d'un choix rationnel arrêté par les opérateurs en fonction de logiques techniques, mais la conséquence d'une opportunité — une école de service social expulsée de ses anciens locaux — et de négociations relationnelles. Charge ensuite aux acteurs gestionnaires de l'opération d'explicitier et justifier l'impact symbolique sur la cité d'une telle implantation...

Parler de réhabilitation, ou plus exactement nommer réhabilitation des opérations d'aménagement urbain, ce n'est donc pas seulement nommer un registre technique particulier — ce n'est même qu'accessoirement cela — ce n'est pas même une manière nouvelle d'investir l'espace urbain. C'est plus fondamentalement, mais plus discrètement, un nouvel espace d'articulation du technique au politique, ponctué de place en place d'espaces diffus de négociation.

2. Il faut être aussi attentif au fait qu'une part non négligeable de l'activité institutionnelle dans les opérations de réhabilitation est constituée paradoxalement (on est toujours dans le cadre, même s'il est élargi, d'un urbanisme) de productions immatérielles : on « fabrique » du dispositif para ou néo-institutionnel : les Maîtrises d'Œuvre Sociale en sont un bon exemple, il en existe d'autres, comme au centre-ville les différentes « missions sociales » émanant de la Société mixte chargée de l'aménagement (SOMICA). Mais, de manière encore plus informelle, on fabrique des cadres relationnels voire des registres de rôles pour des acteurs sociaux, au travers des différents publics convoqués au titre de consultation, concertation, discussion, et participation. Dans les cas d'expérimentations centrées sur la participation des habitants, qui représentent des cas-limites d'implication d'acteurs non opérateurs, cette créativité relationnelle constitue un cadre radicalement inusité de relations institutionnelles ; au travers d'associations créées pour la circonstance, d'entreprises⁶ mais aussi de groupes informels « fidélisés » par leur participation au dispositif d'action, elle va jusqu'à l'innervation de ce qui constitue un tissu social neuf.

D'une manière générale, cette production immatérielle est parlée et perçue sous la rubrique générale d'un « travail social », en ce qu'il y est bien question de socialisation (des productions de la technologie urbanistique), de régulation de microsociétés urbaines (la vie du quartier, de la cité, etc.) et d'intégration des exclus ou désignés comme tels, mais souvent aussi, des dispositifs institutionnels dans la vie de la

microsociété visée. Un glissement qui se concrétise alors par un rapprochement entre des corps professionnels jusqu'ici disjoints ou distants en pratique : celui des métiers de l'aménagement et celui des métiers du travail social⁷.

Cette porosité instituée, plus ou moins clairement définie et sans doute encore plus confusément institutionnalisée, constitue un espace d'intervention dont l'enjeu central, cohésif et commun, concerne moins la production architecturale ou urbanistique, autrement dit les formes urbaines, que le « contrat social », ou la clause d'urbanité autour desquels ce petit monde prend forme de corps social charpenté. Enjeu central qui se manifeste par l'importance que revêtent les questions de légitimité des acteurs (une association, un leader, une personne de bonne volonté participante sont-ils représentatifs et de quoi, de quel corps communautaire ? De quoi est formée « l'identité » du périmètre sur lequel on intervient, quel est le sens de cet objet local, étant entendu qu'il ne saurait être autre chose qu'un objet local ?), des emblèmes et objets totémiques dans la production des formes, ou enfin de la question des instruments de communication. Toutes choses qui ont fait l'ordinaire des débats et projets, aussi bien sur le terrain des opérations concrètes qu'à l'intérieur des dispositifs institutionnels locaux ou nationaux chargés de leur « couverture » ; et principalement bien sûr la Commission pour le Développement Social des Quartiers.

D'une manière générale, on peut avancer que ce qui change avec la réhabilitation ce sont les conditions de socialisation de la technologie urbanistique. Dans le cadre de certaines opérations en habitat social où ce glissement a fait l'objet autant d'une élaboration technique que d'une réflexion théorique et éthique, on serait tenté de croire que ce mouvement est le produit d'une intention et d'une stratégie de changement, porté par ce qui aurait l'air d'un courant « démocratique » à l'intérieur des dispositifs d'acteurs chargés des politiques urbaines. Les manifestes de Banlieue 89, le soutien ou les prises de position des acteurs institutionnels en faveur des minorités urbaines, l'importance de ce que P.T. Taguieff appelle « l'antiracisme différentialiste »⁸ dans ces dispositifs, tendraient à confirmer le caractère d'utopie politique de ces mouvements. Pourtant, l'existence indéniable d'un « radicalisme utopique » dans cette évolution des politiques urbaines ne suffit pas à en comprendre l'émergence et le statut contemporain ; plus encore, elle constitue une manière d'entériner une balkanisation du dispositif institutionnel, telle que justement tous les radicalismes peuvent au même moment coïncider dans les procédures d'aménagement ; ce sont bien cette confusion et cette effervescence qui caractérisent les politiques urbaines contemporaines.

Que puissent aujourd'hui et parfois à l'intérieur d'une même institution cohabiter des expériences et des courants contraires jusqu'à l'antagonisme, que sur fond commun de « différentialisme » puissent se juxtaposer des positions de radicale éradication des différences ou au contraire une éthique de l'intégration respectueuse des antériorités

culturelles, que le technicisme le plus technocratique puisse voisiner avec une idéologie de la concertation et de la participation, ne constituent ni une habitude ni une fatalité interne au fonctionnement institutionnel.

Dans le cas marseillais, on peut voir voisiner une position aussi radicale que celle manifestée par des mots d'ordre du type « il faut raser la ZUP », avancés autant par certains hommes politiques que par certains techniciens, avec une position que l'on pourrait qualifier de « territorialiste », dans la mesure où elle privilégie des interventions urbanistiques fondées, comme dans le cas des réhabilitations, sur la reconnaissance des cités HLM et des « quartiers » de la dite ZUP comme territoires sociaux à part entière. Deux positions simultanément et conjointement avancées au nom d'un urbanisme progressiste. Mais le fait que l'on puisse entendre dire dans le même lieu institutionnel qu'il est indigne de laisser vivre les gens dans de telles conditions urbaines, ou qu'il est au contraire indigne de penser les arracher de ces lieux où ils ont fait leurs territoires, signifie d'une part que c'est bien la question du contrat social territorial qui est au centre de l'intention urbanistique, mais d'autre part aussi que l'imposition d'un cadre d'action politique et technologique ne procède plus d'un centre unique de pouvoir et de décision. Cette confusion ou cette effervescence dont nous n'avons donné ici qu'un infime exemple, qui se manifeste aussi par la multiplication des dispositifs d'acteurs sur ces terrains connexes aux domaines de l'aménagement et du travail social, par l'exacerbation des concurrences et des tensions professionnelles, la multiplication des doubles binds et des injonctions paradoxales, n'est en effet qu'une manière d'occuper le champ laissé libre par le retrait de l'Etat central dont les appareils occupaient jusqu'aux années soixante-quinze une position hégémonique dans la mise en œuvre et la mobilisation des technologies et des savoir-faire de l'aménagement urbain.

En renonçant à intervenir directement dans le financement de grands programmes de construction⁹, en critiquant le « modèle planificateur » qui associait l'aménagement urbain aux grands programmes d'infrastructures économiques, au nom ou sur le prétexte, de l'échec de ce type de procédure, le cas de la sidérurgie à Fos faisant figure alors de cas emblématique, enfin procédant à une décentralisation administrative qui a fait passer aux communes l'essentiel des tâches de programmation et d'aménagement urbain, l'Etat a produit là, sans doute pour quelques années encore, les conditions d'une renégociation globale du statut institutionnel des politiques urbaines.

La présence de courants utopistes ou expérimentalistes, une logique technique dominée par un empirisme du « coup par coup », des situations de négociation généralisée plutôt qu'une normalisation bureaucratique : toutes ces données de l'instrumentation des politiques urbaines que constitue la réhabilitation en font un cadre qui par-delà la spécificité des situations, encore que cette diversité fasse partie inhérente du paradigme, se définit essentiellement par son caractère expérimental.

Mais pour bien en comprendre l'opérationnalité, il faut définir l'expérimental non pas en référence au vocabulaire de ces nouveaux urbanistes que sont les agents de développement, les maîtrises d'œuvres sociales ou ces *go between* entre travail social et urbanisme, mais en référence au vocabulaire des sciences et de l'anthropologie des sciences. Pour reprendre les termes de J. Law, l'expérimental c'est d'abord ce qui dans le champ d'une pratique est défini par son intransportabilité, parce qu'elle dépend de conditions locales¹⁰. Si l'on transpose cette définition au domaine qui nous intéresse, on peut penser que la réhabilitation expérimentale en ce que précisément elle fonctionne sur des modalités qui en rendent les codes, les valeurs, les normes ou les pratiques intransportables, non pas d'un lieu à un autre, mais d'une situation institutionnelle à une autre. La réhabilitation se caractérise en effet, à Marseille ou ailleurs, comme un ensemble d'expériences disjointes, ponctuelles et localisées, dont le seul point commun tient à l'affirmation de leur caractère singulier et expérimental ; où l'on dit que ce qui vaut pour les Flamants ne vaut pas pour Belsunce, et que ce qui vaut pour Roubaix ou à Meaux ne vaut pas à Marseille.

Dans la mesure où s'affirme ainsi l'impossibilité de passer du stade de l'expérience à celui de la normalisation, on flotte alors dans une sorte de « non-lieu » institutionnel, le seul cadre de référence global donné aux opérations ayant été la Commission nationale pour le développement social des quartiers qui affirmait justement son caractère de non-institution, non seulement dans sa définition administrative, mais aussi dans ses modes d'intervention (recours peu ordinaire dans ce type de domaine aux techniques de la communication médiatique, pratique de la mission de consultation sans pouvoir, faible mobilisation de moyens financiers propres).

C'est en fait un dispositif politique qui joue de l'ambiguïté d'une éthique de l'objet local, où la reconnaissance de la différencialité produit *ipso facto* un code implicite de l'incommutabilité des expériences, sinon sur des circuits ou des réseaux toujours périphériques aux appareils institutionnels.

A Marseille cette manière d'éclater le champ des politiques urbaines entre un lieu de l'expérimentation, où se traite précisément d'une requalification d'enjeux aussi peu techniques et matériels que le droit au logement¹¹, l'expression de cultures identitaires ou l'espace public au sens habermassien du terme, et des lieux de conformisme patrimonial, prend un caractère d'autant plus radical que c'est en quelque sorte tout le champ des politiques urbaines qui tient dans cette division. En dehors de la réhabilitation expérimentale ou de la réhabilitation patrimoniale, il n'y a pas à Marseille de politiques identifiables comme politiques urbaines.

D'une façon très générale, on peut dire que ces conditions ont rendu possible l'émergence de l'aménagement comme « objet local », à la convergence d'une pragmatique de la crise — gérer l'urgence dans ses modalités concrètes d'apparition — et d'une éthique critique du « tota-

litarisme planificateur ». Mais dans le contexte marseillais elles constituent deux modalités radicalement étanches de réguler le rapport cité-citoyenneté, ayant des filières et des sas d'entrée autonomes, une citoyenneté à deux vitesses en somme qui n'aurait d'équivalent que dans la situation des villes coloniales¹². A cette différence radicale près que justement tous les citadins et toutes les territorialités urbaines ne tiennent pas dans cet ordre à deux vitesses.

D'un bord donc, ce qui est une ville du droit en ce que le passage du « citadin » au citoyen s'effectue par une confirmation politique des statuts et des positions entérinés par un régime de droit, celui de la propriété en particulier, mais il en est d'autres qui constituent des sphères de droit coutumier régissant des modes d'occupation de l'espace. C'est ainsi que la réhabilitation du Panier est par exemple tributaire de la bonne volonté ou des possibilités financières des propriétaires d'immeubles, que l'aménagement des quais du vieux-port est tributaire des groupes de pression que constituent les clubs de plaisanciers qui se sont appropriés les quais, ou bien encore des restaurateurs ayant abusivement « conquis » des terrasses sur les trottoirs du port¹³. Mais tout aussi bien le droit du locataire dès lors qu'il est défendu par un syndic ou une association, le droit de patrimonialisation implicitement reconnu dans la fraction la plus ancienne du parc de logement social, lorsque, dans certaines cités du centre-ville, les appartements s'échangent de père en fils sans intervention de l'Office qui entérine la situation *a posteriori*, mais qui dès lors constitue un des freins essentiels à la péréquation des loyers sur l'ensemble du parc que la logique gestionnaire impliquerait.

Soit une série de rentes de situation, légalisées ou pas, contre lesquelles bute la volonté de normalisation ou d'intervention des politiques urbaines, et que, y butant, elles confirment dans leur statut de citoyenneté coutumière. Une ville du droit, bâtie sur cette trilogie fondée en histoire du droit de propriété, de la famille et de la corporation.

De l'autre bord une ville de l'expérience, où le passage de la cité-citoyenneté se fait à partir de rôles et de positions de médiations assumés par les acteurs sociaux dans des dispositifs du type de ceux décrits plus haut à propos de la réhabilitation. Que l'on songe par exemple à tous les leaders d'opinion que le thème du développement social a fait émerger, dans les « cités interdites »¹⁴, ou plus globalement de cette porte étroite d'accès à l'infra marché du travail constitué par le travail social, l'animation socio-culturelle, les « entreprises intermédiaires » qui ont fleuri à cette occasion, par laquelle ont pu passer quelques jeunes Maghrébins. Un infra-marché qui, dans son ensemble, fonctionne bien comme lieu d'attribution de citoyenneté, mais toujours pris dans l'équivoque reconduction de situations institutionnellement fragiles et étroitement localisées. Mais peut-être plus globalement encore ce que ces dispositifs expérimentaux ont pu produire, sur leurs lieux propres d'activités, de légitimation politique de positions identitaires, une sorte de légitimité sans transcription légale ou institutionnelle d'un « droit » contractualisé à l'expression de la différence.

On pourrait assurément avancer plus avant la description de ce partage, en pointer minutieusement la tangibilité, ou bien encore en tenter une généalogie, dans la mesure où il évoque des continuités historiques avec d'autres modèles de citoyenneté urbaine¹⁵. Ce travail assurément est à faire.

Mais pour en revenir à la question métropolitaine, il faut aussi se demander ce qu'il contient et ce qui lui échappe dans la multiplicité des ordres d'urbanité que la ville juxtapose, aujourd'hui. En effet même si ce partage renvoie à des clivages et des segmentations sociales effectives, il serait abusif de penser qu'il renvoie par exemple à une partition entre quartiers bourgeois du Sud qui seraient univoquement « ville de droit » et les quartiers populaires du Nord qui seraient univoquement en expérience, une ville se divisant comme la rumeur l'annonce souvent de part et d'autre de la Canebière. C'est justement parce qu'il transversalise les ordres sociaux que ce partage est bien un ordre urbain, mais inversement c'est bien parce qu'il est politique, et en cela relativement affranchi de l'ordre économique, qu'il ne contient pas tous les mondes sociaux que la ville contemporaine juxtapose.

Ce sont par exemple des mondes sociaux qui s'arrangent très mal de la mobilité, parce que l'un et l'autre fondés sur des territorialités sédentaires, même si elles procèdent de modalités différentes : dans un cas parce que c'est un monde où le patrimoine distingue ceux qui durent. Dans l'autre parce qu'on est là dans des situations où ce qui définit précisément le caractère expérimental des situations tient à la prise en compte par les acteurs institutionnels des « territorialités sociales », au sens où la régulation de rapports de proximité résidentielle constitue à la fois le champ et l'objet des rapports institutionnels qui s'y structurent et à la fois l'horizon de valeurs sur lequel s'adossent les traitements envisagés. C'est avant tout parce qu'on voulait en faire des « quartiers », les humaniser en réinstaurant de la « communication », des échanges, des « solidarités », mais aussi pour y régler des problèmes de « cohabitation interethnique ou intergénérationnelle », que l'on a défini les zones d'habitat social comme des zones d'expérimentation. On pourrait ainsi constituer une esquisse de typologie des « situations d'alarme », pour reprendre l'expression de Goffman¹⁶, qui ne rentre pas dans ces deux conceptions, et qui, peu ou prou, engloberait toutes les situations de « nomadisme » ou d'occupation transitaire de l'espace que la modernité produit, des Gitans tziganes aux « Lorrains » de Fos.

La centralité, pensée comme l'adéquation d'un lieu symbolique « centre » de pouvoir et d'un lieu de captation des flux économiques est, on l'a vu, une autre forme métropolitaine que ces ordres urbains cadrent mal. Mais on pourrait aussi s'interroger avec cette approche de la citoyenneté sur le cas de ces « nouvelles classes moyennes », agents des services publics, travailleurs sociaux, cadres ou techniciens des entreprises, qui constituent un acteur local paradoxalement sans nom, constitué en un jeu d'équivoque présence-absence : reconnus « par les chiffres » comme dominant le peuplement de Marseille ces dix dernières

années, ils ne sont paradoxalement nommés par la rumeur institutionnelle et le discours politique que comme acteur absent, celui par lequel on attend, dans le futur, la « rédemption de la ville », associé partout, mais au conditionnel, en utopie, à la requalification des quartiers en crise¹⁷. Le peuple étrange en somme de ceux qui n'y sont pas et qui devraient venir, mais qui pourtant y habitent et qui du coup, dans le présent, n'ont pas de lieu désigné comme leur lieu propre, imaginaiement ou pas.

Il m'a été donné récemment l'occasion d'assister à une réunion d'experts, convoqués par une instance politique locale pour dire leur mot sur l'avenir de la ville, les impasses économiques et les moyens d'en sortir. Il y avait là des urbanistes et des économistes, des sociologues et des « animateurs », personnages un peu difficiles à définir, mais qui font aujourd'hui partie du paysage techno-politique, du moins là où se pensent et se produisent les politiques urbaines. Comme beaucoup de réunions de ce type, celle-ci a commencé par le rituel classique de présentation où chacun est prié de décliner son identité institutionnelle et personnelle. Dans cette réunion chacun s'est senti obligé de rajouter à cette identité ce qui faisait ou pas de lui un « Marseillais ». Il y eut donc des Marseillais de souche mais qui n'y habitent plus, des « Marseillais par leurs enfants », et d'autres par leurs épouses, des Marseillais d'adoption ou des « fils d'émigrés » qui ne sauraient plus où aller si on les chassait de Marseille, etc., quelques-unes parmi les formules qui furent verbalisées lors de cette réunion. Tout s'est passé en somme comme s'il ne suffisait plus d'asseoir la légitimité de son discours sur la seule compétence technique ou politique, mais qu'il soit en plus nécessaire de donner des clefs existentielles pour rendre le discours intelligible et faire aussi un accord possible. C'est une manière comme une autre de résumer ce qui est abordé plus haut si l'on veut bien comprendre cette anecdote comme un écho et une incidence sur la conscience des acteurs du flottement autour d'un principe identitaire commun.

Jamais la question de l'identité, au sens le plus polyphonique du terme, n'a été aussi présente, ni aussi pesante, dans le débat des politiques urbaines. Et si le shaman est bien, comme le dit M. Augé, ce

» personnage qui réalise entre des systèmes symboliques des synthèses irréalisables sur le plan collectif et auquel sa société reconnaît l'aptitude légitime et légale à le faire »¹⁸,

jamais nous n'avons été confrontés, en ce domaine, à une telle vague de shamanisme. La ville aujourd'hui s'interprète par tous les bouts, précisément comme une synthèse d'univers symboliques. L'écart que l'on peut percevoir entre citadinité et citoyenneté laisse place non pas au silence mais à un chœur de voix, dans lequel celle de l'anthropologue prend place. La question n'est en tout cas probablement pas de fonder l'anthropologue en « expert des experts », mais plus simplement de réinterroger de l'intérieur la totalité de référence où la ville prend sens, si étendue et si polymorphe soit-elle.

On a probablement perdu de vue et effacé de nos cartes mentales le rapport de la ville à la cité. Du moins il semble sorti très obscurci des amples transformations que les villes viennent de connaître. Mais si l'horizon de la ruralité n'a aujourd'hui plus de sens pour construire la distance d'où s'inventent les cultures et les modes de vie urbains, c'est peut-être de ce rapport entre ville et cité qu'il nous faut aujourd'hui les relire.

CERFISE, Marseille, mai 1988

NOTES

1. C'est à un travail de L. Boltanski et L. Thévenot, « Les économies de la grandeur », *Cahiers du centre d'études de l'emploi*, Paris, PUF, 1987, que j'ai emprunté ces termes, et plus fondamentalement la nécessité de repenser la production des cadres sociaux à la lumière de la « cité ».

2. Voir en particulier le travail de A. Tarrus dans ce même numéro, ainsi que son récent article dans la *Revue européenne des migrations internationales*, n° 1-2, 3^e trim. 1987.

3. Voir à ce propos M. Peraldi, « Marseille, couleur de crise », in *Villes tourmentées, Peuples Méditerranéens*, n° 37, oct.-déc. 1986.

4. On trouvera sur ce thème différents articles in « Villes européennes : la crise en capitales », *Politique aujourd'hui*, n° 2, nov. 1987. Notamment les articles de C. Topalov, « La question du pouvoir urbain » et E. Preteceille, « La décentralisation : pour qui et pour quoi ? ».

5. Voir dans ce numéro l'article de J.C. Baudoin.

6. Parmi ces dispositifs, les Régies de quartier, entreprises ou associations assurant des services de proximités dans lesquels travaillent des habitants, en constituent une des formes les plus élaborées. Voir à ce propos M. Anselme, D. Behar, « Régies de quartier et habitants », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 31, juillet 1986.

7. Voir à propos de ce rapprochement J. Ion, « Cohabitation résidentielle en France : la règle et le conflit », *Politiques aujourd'hui*, op. cit. Ainsi que l'intervention de A. Micoud, Montchovet ou la question de l'exemplarité au colloque « Les Cités en question » de juin 1986. Actes parus aux éditions du Plan construction, Paris, 1987.

8. P.A. Tagueiff, *La force du préjugé*, Paris, La Découverte, 1988.

9. Arrêt survenu comme conséquence de la loi Barre, promulguée en 1975, qui modifiait le système d'aide consenti par l'Etat en matière de logement. Après vingt ans « d'aide à la pierre », c'est-à-dire de financements directs aux constructeurs publics, on a substitué à ce système une batterie d'aide à la personne, soit aux « consommateurs » de logements, à une période où les goûts du public le portait massivement vers l'habitat pavillonnaire. C'est une loi qui en pratique a permis d'orienter les fonds publics vers les producteurs privés de logements avec en contrepartie un arrêt brutal de la construction sur le secteur public.

10. J. Law, « Les textes et leurs alliés », *Culture technique*, n° 14, juin 1985.

11. A ce propos voir l'étude de C. Dourlens et P. Vidal-Naquet, L'attribution des logements sociaux dans le champ de l'expérimentation sociale, CERPE-Plan construction, qui parle dans ce type d'opérations de « dérégulation » du socle législatif régissant le logement social.

12. J'emprunte cette analogie possible à partir de l'analyse que font G. Massiah et J.F. Trebillon, *Villes en développement*, Paris, La Découverte, 1988, de l'urbanisme colonial et de son travail sur les codes de citoyenneté.

13. Ces exemples sont en partie empruntés à P. Rastouin, *Marseille, quai d'avenir*, Paris, J.C. Lattes, 1986. L'auteur, conseiller municipal et président de l'Office HLM municipal, y déplore, comme un des blocages que rencontre une rationalité aménageuse, le rôle et la puissance des *lobby* du type de celui des plaisanciers.

14. Le terme appartient à M. Lemoine, *Les cités interdites*, Paris, Encres, 1987. Où il apparaît qu'en tout cas ces cités ne sont sûrement pas interdites à nombre de journalistes.

15. On peut notamment avancer que dans les années 1918-1935, qui constituent une autre grande phase de « poussée métropolitaine » à Marseille, la même distance existe entre une ville « légitime » et la « ville du transit ». Voir à ce propos M. Peraldi, « Marseille, mouvements migratoires et peuplement », in A. Tarrius, G. Marotel, M. Peraldi, *L'aménagement à contre-temps*, Paris, L'Harmattan, 1988.

16. E. Goffman, *Les rites d'interaction*, Paris, Ed. de Minuit, 1974.

17. Voir à ce propos l'article de M. Anselme dans ce même numéro.

18. M. Augé, *La traversée du Luxembourg*, Paris, Hachette, 1985.

NAPLES A LA FIN DES ANNEES QUATRE-VINGT :

Connaissance et action

GIOVANNI LAINO

C'est en tant que membre de l'Association des quartiers espagnols, travaillant dans le centre historique de Naples à des activités d'animation sociale, que je m'intéresse au développement urbain. Les résultats de nos recherches ont sans doute une portée scientifique, mais nos méthodes d'enquête sont indissociablement liées à une pratique militante, ce qui a au moins l'avantage d'éviter certaines formes d'académisme, et de nous permettre de nous interroger constamment sur les orientations pratiques de notre travail. Je n'ai pas les compétences d'un sociologue, d'un urbaniste, d'un anthropologue ou d'un géographe au sens strict du terme, mais, analysant la ville dans laquelle je vis depuis ma naissance, je ressens souvent ce sentiment qu'a bien exprimé un écrivain local, Domenico Rea, dans une récente interview :

« Depuis des dizaines d'années je m'occupe de ma ville, j'ai lu des centaines de livres et j'en ai écrit une vingtaine, mais je n'ai encore rien compris. Sans doute les choses sont ainsi, Naples est une ville fuyante, il est impossible de l'enfermer dans une image, un discours. C'est pour cela qu'elle est belle et vive¹. »

Observant Naples d'un point de vue « intégré » et en évitant de raisonner comme les journalistes qui sacrifient tout au sensationnel, à l'événementialité et à l'utilitarisme de l'information, on peut aborder les problèmes par trois questions fondamentales :

1) Lorsqu'on a à parler, à réfléchir sur Naples, mais aussi lorsqu'on doit y intervenir, on rencontre une série de stéréotypes, plus ou moins puissants et utiles, plus ou moins classiques et sophistiqués, et il est illusoire de croire pouvoir construire un rapport profond à cette ville sans en passer par une intégration de ce matériel discursif et iconique, par les passions et les intérêts qui l'animent.

2) En étudiant quelques-uns des graves problèmes que connaît la ville de Naples, on se rend compte que le choix des catégories sur lesquelles axer la réflexion, le débat et les politiques est déjà, en soi, un problème.

3) Dans cette position d'intellectuel/agent de développement, il est urgent d'accepter la nécessité de transformer la ville « avant de la comprendre à fond », et d'admettre que l'observateur fait partie de l'univers qu'il observe, de sorte que la légitimité de la recherche (les constructivistes diraient « l'invention ») de représentations crédibles et cohérentes ne peut être évaluée seulement en référence aux critères de la scientificité.

A ce propos, s'il est nécessaire de réfléchir en utilisant les ressources de différentes disciplines pour révéler la conflictualité qui anime les formations sociales urbaines, et se concrétise dans des transformations territoriales (grâce à des enquêtes qui dénoncent les causes profondes de la ségrégation spatiale, démystifient les stratégies spéculatives, etc.), il est encore plus urgent de se faire opérateur et de proposer des projets qui tendent à une transformation radicale des conditions de vie des couches sociales les plus désavantagées et opprimées. Il est alors nécessaire de proposer, en tant qu'agent de développement, des projets pilotes, de mettre en place des stratégies de réhabilitation urbaine de type « intégré », c'est-à-dire pas seulement technique ou urbanistique, et d'être capable de peser positivement sur les politiques d'aménagement au niveau local.

Ces problèmes seront abordés à travers :

1) Les représentations et les discours que l'on tient sur Naples.

2) Un état des lieux schématique de la ville à la fin des années quatre-vingt.

3) Les perspectives actuelles en matière de réhabilitation dans le centre historique.

1. Des représentations, modèles et métaphores les plus couramment utilisés dans le discours sur l'espace urbain

Lorsqu'une étude, une recherche ou un essai ont Naples pour objet ou terrain, affluent immédiatement des images, sur le devant de la scène ou dans les coulisses du discours, sans même que référence explicite y soit faite. Il s'agit surtout d'images, de schémas logiques ou de métaphores produites par l'interaction d'opérateurs, de langages ou d'occasions divers.

Dans certains cas, on peut faire l'hypothèse que l'image ou le cadre logique de la métaphore a son origine dans un courant de réflexion structuré constituant une approche particulière de la question napolitaine. Dans ce cas, on peut supposer que des continuités structurelles existent entre type d'approche, métaphore utilisée, type de littérature, parfois même, certaines photographies, spécialement lorsqu'elles servent à illustrer des textes qui traitent de la cité parthénopéenne.

Pour traiter de cette chaîne « métaphores-corpus de textes-photographies », on peut utiliser un concept de « l'anthropologie visuelle », le photoschème, soit « un système intégré d'images, dans lequel les photos entrent en relation les unes avec les autres, (...) pour produire des formes plus ou moins complexes d'interprétation ou de conceptualisation². »

Une image très fréquente dans les textes sur Naples est celle de la ville considérée comme « cosmos » : Naples, « puissance assoupie », « volcan inactif », « tremblement de terre quotidien », « ville qui brûle », « sereine sur l'abîme ». Ce type de métaphore qui désigne une ville « particulière jusqu'à l'extrême », chaotique, « énergique et énergétique », tend à confondre le particulier et le général. Elle se sert de la charge émotionnelle et de la puissance d'évocation de termes tels que « volcanique et méditerranéenne » pour représenter l'ensemble de la scène à partir de quelques-uns de ses aspects. C'est là une représentation que l'on retrouve dans beaucoup de tableaux et photographies, qui ont été un puissant moyen de divulgation de ce type d'image.

Qu'on songe aux panoramas du bassin portuaire dont le Vésuve occupe toujours le fond. Ce sont des panoramas où l'on regarde — et ce n'est peut-être pas fortuit — d'un point de vue situé dans la partie occidentale de la ville : ces quartiers résidentiels et protégés où vivent les classes riches de la société locale.

Une autre métaphore, puissante et répandue dans plus d'un genre de discours est celle qui construit Naples comme ville double, ambivalente. En analysant les textes des années cinquante aux années quatre-vingt, on peut faire l'hypothèse que cette image prend sa source dans les recherches sur l'infrastructure industrielle et l'économie locale. Le dualisme industriel et économique est un concept proposé à propos de Naples par des économistes qui se réfèrent aux travaux de Vera Lutz, P.N. Rosenstein Rodan et R.S. Eckhaus. Le modèle de la fracture bipolaire (qui est en fait une structure cognitive très ancienne) a été adopté également dans diverses enquêtes sociologiques sur la société locale. On le trouve aussi utilisé dans des études plus ponctuelles avec des oppositions du type : « société légale/société illégale », « Naples misérable (et non « pauvre », la nuance est importante)/Naples opulente (et non « riche ») ».

Des clichés panoramiques traditionnels peuvent être mis eux aussi en relation avec cette métaphore : ainsi le Vésuve présenté comme ressource paysagère et en même temps possible producteur de désastres. Et d'autres images encore qui participent de ce type de conceptualisation :

l'Italsider, emblème du dualisme industriel, installé à Bagnoli, qui est un élément constitutif du paysage phlégréen.

Une autre métaphore encore est enracinée dans l'imaginaire collectif des acteurs locaux, surtout ceux qui s'occupent de culture vernaculaire ou de traditions historiques. L'écrivain Raffaele La Capria a le mérite de l'avoir ainsi définie : « l'harmonie perdue ». Où Naples serait « l'unique capitale à l'exception de Paris » qui aurait existé en Europe.

La magnificence paysagère et culturelle de cette grande capitale est dépeinte, notamment dans *Gouaches e Tele*, comme

« représentant une apparente harmonie entre nature et histoire, nature et culture, génie du lieu et esprit du monde. Une harmonie solaire et méditerranéenne, proche de celle que connurent les Grecs... Une harmonie dans laquelle tout s'accordait, Vico et Pulcinella, Naples et l'Europe, les grandes idées et la dernière chansonnette ³. »

Cette métaphore existe explicitement ou implicitement dans certains discours et diagnostics qui ont pour but de dénoncer quelque traumatisme endémique, quelque rupture d'équilibre, tout particulièrement dans les textes de ce qu'on pourrait appeler un « maniérisme napolitain ». Et dans ce cas aussi, l'image du golfe typique, tel que le représente les cartes postales, est une bonne illustration de cet imaginaire. Et mieux encore si elle la double d'une association à d'autres métaphores : le même paysage envahi du nuage toxique produit par l'incendie des dépôts Agip, la colline du Posillipo et celle du Vomero « envahies » par les constructions du XIX^e siècle.

Dans beaucoup de textes apparaît aussi l'image de Naples « ville monstrueuse », théâtre de misère profonde et massive autant qu'anecdotique. La ville de la misère a peut-être été une image abusive, reproduite et vulgarisée par la littérature journalistique. Il est certain cependant que la force de cette métaphore tient à des conditions objectives de misère dans une capitale difficilement intelligible dans les cartes mentales des intellectuels européens. Les récits de voyage et les enquêtes journalistiques, politiques, et de statistiques médicales, ont fabriqué et diffusé la métaphore de « la ville des germes ⁴ », des bouges malsains, très évidente pour la sensibilité culturelle des disciples de Le Play.

Dès la fin du XIX^e siècle émerge des textes un acteur collectif, un sujet central de l'histoire locale : le prolétariat marginal qui puise dans son occupation du centre ancien et dans son insertion à l'économie de reproduction locale la force de se reproduire et la capacité de s'adapter pour survivre dans une ville où la richesse des classes dominantes a connu de rares moments de dynamisme.

Dans ce cas, le registre iconique est vraiment considérable. Depuis les représentations de la peste du Caravaggio, aux tableaux des frères D'Ambra sur le choléra, et jusqu'aux milliers de photographies focalisées sur la figure du matriarcat, la mère obèse et les enfants à demi-nus et sales, vivant entassés dans des rez-de-chaussée malsains ⁵. Cette méta-

phore est si puissante et si répandue qu'elle a produit des dérivés, même sur le plan iconique : la Naples du *lumpen-proletariat*, celle des enfants contrebandiers de cigarettes, celle frappée de choléra et vaccinée par des marins américains, celle qui fut secouée par le tremblement de terre et soutenue de mauvais étais de bois ou par des édifices de tubes métalliques disproportionnés. Même les images présentées sur les quartiers d'habitat social public en périphéries, Soccavo et surtout Secondigliano, sont une variante de cette métaphore.

Associée à cette métaphore de la ville misérable, les années soixante-dix en ont vu apparaître une autre, celle de la ville en conflit : « le tremblement de terre quotidien », terme employé dans le sens d'antagonisme, où la ville devient explicitement scène, instrument et lieu du conflit social.

Dans les années soixante-dix on mène des enquêtes et des recherches, en relation avec l'agitation politique et la montée des luttes urbaines, et on développe des analyses qui ont quelques points communs avec l'empirisme des premiers travaux de sociologie urbaine en Europe. Dans ce cas, au contraire des précédents, les producteurs de textes sont des militants, ou des acteurs solidaires des groupes militants, et leurs discours naissent à partir des expériences de lutte (pour le logement, l'hygiène, le droit au travail).

Dans ce courant de recherche s'est approfondie une réflexion sur le marché du travail, à l'origine d'inspiration nationale, mais qui, au niveau local, s'est concentrée, poussée par les faits et les termes du débat politique, sur la question du chômage.

De nombreuses images montrent les luttes des « chômeurs organisés » et constituent une illustration parfaite de cette interprétation, et notamment les reportages réalisés par L. Ferrara qui ont connu une certaine notoriété. D'autres travaux ont participé à la lutte culturelle et politique menée contre le pouvoir local jusqu'en 1975. Les recherches sur la politique locale, sur le « Laurismo » et le « Gavismo » ont alimenté une autre métaphore récurrente : Naples ville corrompue. En fait, outre sa diffusion au niveau international, et malgré de possibles distinctions entre classe politique, classe dirigeante et société civile, c'est la banalisation du clientélisme et de la débrouillardise qui ont légitimé l'image d'une société corrompue : la ville assistée, improductive : « Naples, ville de rapines ».

Les images du plan régulateur de 1939, manipulé par les petits chefs de l'administration Lauro, ou les photos prises sur les zones d'intense spéculation foncière, font partie de ce type de représentations de la ville, qui ont bien sûr des rapports avec d'autres métaphores, celle de « l'harmonie perdue », ou celle qu'on va examiner de « la ville camorriste⁶. »

« Naples : un mort par jour », « ville-ruelles-héroïne ». Deux titres parus dans la presse qui ont dominé la représentation de la ville dans les années de l'après tremblement de terre comme à d'autres périodes, ce qui suppose une recondiction cyclique de ces campagnes journalistiques. Là encore c'est une métaphore qui dispose de sérieuses références empiriques, mais invalide les recherches sociologiques qui auraient

considéré la formation sociale urbaine dans son ensemble. Tant d'images de cadavres couchés par terre ou encore assis dans les automobiles, dans la position où les *killers* les ont achevés, ont régulièrement nourri l'imaginaire collectif.

Le recours à cette métaphore a aussi galvanisé la production de films de télévision, qui, ponctuellement, ont provoqué dans l'opinion de brèves et fugaces polémiques. Je pense notamment à un feuilleton intitulé *A l'ombre du Vésuve*. Le cinéma d'auteurs lui aussi a succombé à cette image, profitant d'une grave lacune en matière d'études sociologiques : la richesse privée, les processus de reproduction et l'organisation des groupes dominants, leur rôle particulier dans la modernisation de la ville restent largement dans l'ombre. Jusqu'au jour d'aujourd'hui il est encore bien difficile de se représenter la partie est de la région vésuvienne, y compris parce que peu de monde s'y est intéressé, et les zones collinaires de résidence bourgeoise sont restées bien abritées, hors de portée de la curiosité des enquêteurs, et pas seulement sociologues...

De récentes études ont tenté de dépasser cette optique trop monographique en abordant le thème de « Naples ville complexe », où ses caractères propres de « Babel des signes », la variété des formes de congestion/combinaisons fonctionnelles, peuvent être considérés comme des ressources autres que des réseaux.

Dans cette optique, l'organisation du territoire et la formation sociale localisée ont certains traits de caractère qui participent d'une dynamique de reproduction identifiable comme « moderne ».

« Aux pieds du Vésuve c'est plus New York que Calcutta » (*Indovina*, 1983) est une expression qui résume ce point de vue, même si par ailleurs on trouve peu de texte et surtout peu de matériel iconique à lui associer. Sans doute parce qu'il faut aussi considérer Naples comme un laboratoire actif de production immatérielle et d'initiatives culturelles, politiques ou entrepreneuriales.

Associé à cette lecture du caractère moderne et complexe de la ville, on trouve un autre courant d'analyse, à l'initiative de chercheurs qui étudient la communication sociale de masse. Leur principal objet d'intérêt et d'étude est ce qu'on peut appeler le caractère « multimédia » de la ville, la multiplicité des langages en interaction et en contamination réciproque qui l'habite et la vivifie.

« Naples, occasion de happening multisensoriel », telle est la métaphore que ce type d'approche représente, et qui souvent crée un certain malaise chez les opérateurs urbains, sceptiques à l'égard des thématiques de « l'éphémère » ou de langages qui dans la télévision trouvent un instrument privilégié de narration.

Dans ce catalogue, certainement susceptible d'être enrichi, critiqué, il reste à présenter deux métaphores qui ont un rapport plus direct avec la planification urbaine.

« Naples, Jérusalem réédifiée », est une expression sans doute un peu excessive mais qui rend bien compte, métaphoriquement, du climat militant dans lequel ont été mis en chantier les programmes de recons-

truction de ces dernières années. Ces programmes, réalisés dans le centre historique de Naples tant par le Commissariat extraordinaire que par le Bureau de la protection civile qui opère à Pozzuoli, l'un et l'autre financés par l'Etat (Ordonnance N° 80), ont légitimé cette image de Naples ville en chantier. Elle a surtout été légitimée par la quantité d'interventions, leur utilité sociale indéniable et le dynamisme professionnel et militant de ceux qui y ont travaillé et ont généralement obtenu des résultats.

Cette remarque est nécessaire parce qu'il est évident que Naples vit une époque d'initiatives venant de ces opérateurs de la planification. Le thème de la reconstruction a créé un climat de forte mobilisation où nombre d'acteurs, et pas seulement ceux qui sont officiellement chargés de l'action, sont actifs non seulement pour faire la propagande du plan, mais aussi pour des tâches directement gestionnaires, dans la mise en place de groupes et d'entreprises, ou d'activités associant les entreprises privées, publiques et le Commissariat extraordinaire.

En ce sens, une métaphore réapparaît à la fin des années quatre-vingt, qui peut également servir à réinterpréter rétrospectivement l'histoire de la ville : « Naples, table de jeu », où les partenaires, institutionnels ou pas, sont divers et jouent de multiples rôles, développent différentes stratégies, faites aussi de « performances occasionnelles », dans un réseau de structures associatives. Par cette métaphore on peut dire que l'organisation de l'espace et toutes les zones de la conurbation sont remises en jeu.

Il est certainement difficile de trouver une expression iconique de cette métaphore, le meilleur exemple étant peut-être la carte de la ville sur laquelle le Commissariat a cartographié les lieux de ses interventions projetées et réalisées. Ce qui fait la pertinence de cette représentation c'est d'abord son caractère incomplet ; dans la mesure où les interventions font l'objet de tractations, elles ne peuvent être cartographiées qu'après réalisation, sans doute pour ne pas être un frein à la dynamique de mobilisation des acteurs.

2. Naples dans les années quatre-vingt, approche générale

Le territoire communal de Naples (11 714 km²) est divisé en 29 quartiers administratifs, regroupés en une douzaine de Conseils de circonscription. En 1984, la population résidente était de 1 206 955 habitants, soit environ 300 000 familles réparties dans 311 800 logements constituant un patrimoine résidentiel comprenant de nombreux taudis mais aussi une grande part d'immeubles de luxe, répartis dans la ville de manière très inégale. Depuis 1978 la population urbaine est en baisse, diminution qui atteint le seuil des 30 % dans certains quartiers centraux.

Jusqu'aux années cinquante-soixante, Naples est entourée d'une couronne de centres ou de zones infra-urbaines distincts de la ville, mais en relation d'échanges commerciaux et démographiques avec elle. C'est

sur ces zones, hors de son périmètre communal, que Naples s'est agrandie depuis les années soixante, pour constituer aujourd'hui une agglomération de près de trois millions d'habitants, étendue sur une large bande côtière et incluant de rares zones vertes agricoles. Même si par ailleurs il est difficile de reconnaître les limites d'un espace métropolitain (le concept « d'aire métropolitaine » est tenu pour obsolète par certains analystes) dans l'ensemble complexe de sous-systèmes, de zones géographiques distinctes, que la Naples des années quatre-vingt agrège.

a) Les conditions d'habitat

D'une façon générale, le parc de logements se caractérise par sa vétusté, combinant différents facteurs de dégradation. Selon une enquête ministérielle réalisée en 1981, 68 % des logements de Naples et 47 % de ceux de l'aire métropolitaine étaient en location. Comparée à d'autres villes semblables, cette situation fait bien de Naples « la capitale du loyer ». Toujours selon cette enquête, le marché du logement est fondamentalement « rigide » et « bloqué ». Exemple de ce blocage : depuis qu'a été mise en place une loi sur la péréquation des loyers⁷, 36 % seulement des logements en location ont fait l'objet de contrats. Voilà aussi, appliqué au secteur du logement, un trait caractéristique de la société napolitaine : la distance entre données officielles et dynamique réelle des faits.

La rigidité est déterminée par la combinaison de trois séries de facteurs :

- les conditions physiques du patrimoine résidentiel (date de construction, taille des logements, niveau d'entretien) ;
- les conditions de la demande (typologie des familles, niveau de revenu, cohabitation) ;
- les conditions d'organisation du rapport offre-demande (faible intérêt des acteurs économiques ou des institutions ; demande économiquement faible et peu organisée).

L'ensemble des logements en location est de loin le plus dégradé : vétuste, mal entretenu, suroccupé ; 18 000 familles vivent en cohabitation pour des logements de 1, 2, 3 ou 4 pièces ; au total 14 % de ce parc est en sur-occupation.

Par contre, sur l'ensemble du parc de logements, Naples, à l'inverse d'autres villes italiennes, ne présente pas un taux d'occupation (nombre de personnes par pièce) particulièrement élevé. Entre 1961 et 1981 la typologie de la taille des familles napolitaines a rejoint la moyenne italienne. Selon les données de l'ISTAT, la taille moyenne des familles est passée de 4,3 personnes en 1961 à 3,9 en 1971, puis 3,4 en 1981.

Dans l'ensemble, 19 038 logements étaient inoccupés au dernier recensement, tandis que 9,08 % des ménages vivaient en cohabitation.

Il est certain que la sur-occupation des logements s'est renforcée ces dix dernières années, même si les conditions d'habitat ont évolué d'une manière différente selon les couches sociales.

Dans les zones périphériques, où l'on a pourtant construit un nombre important de logements assez grands, l'augmentation de population est telle que les familles ont dû revenir au point de sur-occupation qui était le leur lorsqu'elles habitaient au centre ville.

C'est ainsi dans le quartier périphérique de San Pietro a Patierno que se vérifient les conditions de précarité les plus importantes de toute la ville avec un taux d'occupation qui atteint les 2,1 personnes par pièce et une dimension moyenne des logements qui ne dépasse pas 2 pièces par logement occupé.

Certains opérateurs font l'hypothèse qu'entre les années soixante et le tremblement de terre (1980) « Naples a connu une assez grande immobilité des modes d'occupation du parc de logements, neuf ou ancien⁸ », ce qui ne semble guère crédible.

Avant le tremblement de terre, la redistribution de la population sur l'aire communale s'est organisée selon trois modalités générales :

- une mobilité en masse vers les zones d'intense urbanisation, soit en logements sociaux — les zones dites « 167 » de Secondigliano et Ponticelli⁹ —, soit plus généralement dans de l'habitat construit illégalement, à Quarto et Pianura ;

- une mobilité de classes moyennes qui ont acquis des logements décents dans le centre urbain ou dans les parcs résidentiels de la première couronne (par exemple à Villaricca) ;

- une mobilité des classes supérieures, qui n'apparaît pas de façon évidente dans les données officielles mais qui est pourtant manifeste au travers des demandes d'agrément déposées en mairie, témoignant d'une intense activité de transformation du patrimoine bâti dans les zones de résidence bourgeoise.

Ces quelques données témoignent donc d'un mouvement important de radicalisation de l'offre, auquel les familles ont répondu, avec des stratégies d'adaptation propres, variant selon les types de ressources mobilisables.

La mise en pratique partielle et sans contrôle de la loi sur les loyers, les expropriations, les « petits abus », a touché des dizaines de milliers de familles qui, d'une manière ou d'une autre, ont dû trouver des solutions : les plus pauvres dans la cohabitation, l'occupation d'écoles, d'hôtels, ou d'immeubles inachevés, les plus aisées par l'acquisition après expulsion des anciens locataires ou la construction neuve.

La segmentation sociale du parc de logements, sa géographie, les stratégies qui la produisent, sont encore trop peu étudiées à Naples. Reste que l'étude de la crise du logement permet d'aborder cette segmentation sociale, et conduit à l'hypothèse que, tandis que d'un côté elle reproduit et renforce la crise en la localisant sur quelques « ghettos » géographiques et sociaux, de l'autre elle constitue l'effet pervers de politiques, stratégies de groupes privés et pratiques familiales fondamentalement individualistes.

b) *Le centre historique*

Les historiens distinguent la partie antique de la ville, correspondant plus ou moins à ce qu'était la ville grecque et romaine, et le centre historique au sens large du terme, qui correspond *grosso modo* au plan de la ville du XIX^e siècle. Ce centre peut se diviser en plusieurs zones aux caractéristiques propres : la ville antique, les quartiers espagnols, et les zones de faubourgs créés au-delà des remparts. Dans certains cas une « centralité spatiale et historiquement signifiante » est si évidente que les opérateurs considèrent qu'une réhabilitation de stricte conservation n'est pas négociable.

Dans le centre antique, on doit tenir compte du patrimoine archéologique dont une carte spécifique a été dressée. Dans les autres zones, les monuments du patrimoine historico-artistique sont plus dispersés et plus rarement, mais le cas est possible, c'est tout un îlot qui constitue un monument à sauvegarder comme patrimoine collectif. Dans d'autres zones enfin, la dégradation architecturale est telle qu'une réhabilitation sans destruction/reconstruction est difficilement envisageable. Dans une grande partie du centre historique, à la différence d'autres villes européennes, les zones n'ont pas un caractère de monofonctionnalité résidentielle mais localisent une grande variété d'activités, faisant dire à certains urbanistes que la complexité est un trait caractéristique de la centralité napolitaine.

Un centre où malgré une baisse sensible de population, les usagers-résidents sont toujours nombreux (12,4 %), où la densité résidentielle est importante, 325 habitants/ha, sans pour autant constituer un phénomène pathologique, eu égard au modèle d'organisation sociale dominant : une ville « compacte », pleine de bruit mais s'autorégulant en partie, attachée à une concentration des fonctions centrales pour une aire géographique vaste et dense, enfin compte tenu de la variété des situations. Alternent en effet des zones de très haute dégradation avec des zones où la dégradation est plus diffuse, sans oublier des zones, comme à Paris et Berlin, congestionnées par le seul fait qu'elles attirent des populations qui n'ont pas la cité-jardin pour modèle d'habitat idéal.

Dans les dernières décennies, la fonction résidentielle a cependant nettement diminué, et l'habitat aussi a changé, s'adaptant à de nouvelles situations. Ces changements sont difficilement repérables au travers des statistiques. On sait seulement que le centre-ville se distingue du reste de la commune par la présence de familles de taille plus réduite, 3,25 personnes par ménages. L'âge moyen de la population y est aussi plus élevé (présence d'un fort taux de personnes âgées, accentué par une relative absence de familles nombreuses). On note enfin une faible représentation des classes ouvrières (au sens de salariés du secteur industriel).

Selon les résultats du dernier recensement, le centre historique compte 1 111 hectares pour 238 501 habitants, 73 167 familles réparties dans 76 339 logements comptant 226 948 pièces¹⁰. Mais compte tenu

de la rareté des études sur les conditions d'habitat et le marché du logement, il est difficile d'en dire plus sur l'organisation de ce système à Naples. On peut dire par contre que l'apparente immobilité du parc ne doit pas nous abuser. Une ville aussi conflictuelle que Naples est toujours en ébullition, en transformation. On peut le démontrer non seulement à travers les grandes opérations de reconstruction, celles dont parle M. Vergiani ou E. Camerlingo, mais par un ensemble de facteurs (illégalisme, expulsions, détournement de l'usage auquel sont destinés les logements, pratiques de groupes spécifiques comme les étudiants provinciaux, les migrations alternantes, les immigrés étrangers), qui constituent un ensemble de pratiques d'appropriation montrant à quel point le patrimoine résidentiel d'une ville est adaptable et transformable, au-delà des grandes opérations d'aménagements qui, dans ces dix dernières années ont peu concerné le centre de Naples, exception faite bien sûr des effets du tremblement de terre de 1980.

c) L'économie

Il n'existe pas à Naples d'activité économique dominante. *La mer ne baigne pas Naples*, dit le titre d'un livre de A.M. Ortese. En effet Naples n'est pas vraiment une ville maritime parce que ni le tourisme, ni l'activité portuaire ou la pêche ne constituent des activités importantes ou dominantes.

Il existe bien sûr une tradition industrielle mais elle a connu une crise importante avec les restructurations des années soixante-dix/quatre-vingt. Entre 1971 et 1981 la proportion des salariés de l'industrie a quasiment diminué de moitié, sa part dans l'ensemble des actifs passant de 40 % à 23,12 %.

Le secteur tertiaire est en croissance, mais le niveau de qualification et d'intégration des services est en baisse. Au centre-ville domine un tertiaire peu dynamique et peu innovant. Dans un contexte où les industries ferment, plutôt que de se délocaliser dans des zones mieux adaptées, ou se font une spécialité de stratégies de survie et d'adaptation par la spéculation, le poids de l'administration publique — plus de 10 000 salariés — et du commerce émerge par contraste.

Les financements publics constituent la principale source de revenus sur laquelle comptent les entrepreneurs privés ; ils sont l'occasion de nombreuses alliances politico-sociales.

L'économie immergée, qui concerne de nombreux secteurs de la vie urbaine, semble être un trait constitutif de la formation sociale locale. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour justifier l'usage abusif d'une conceptualisation selon laquelle la ville tout entière serait « parasitaire et assistée », consommant des richesses sans être dynamique.

Pour comprendre les caractéristiques de Naples, son fonctionnement, il faut délaïsser ces itinéraires qui permettent de voir son extraordinaire patrimoine historique, artistique et monumental. Il faut suivre d'autres routes, et adopter une manière de penser les rapports sociaux qui rende

compte des conflits et des systèmes de liens. C'est pour cela que je tiens Naples pour une cité moderne, dans la mesure où elle fonctionne comme tant d'autres villes italiennes, où pour en comprendre les processus d'évolution — la planification urbaine au sens large du terme —, il est nécessaire d'analyser les acteurs et leurs actions en référence aux réseaux de rapports sociaux dans lesquels ils opèrent, au-delà de leurs rôles et identités déclarés.

Par différence, entre autres, avec les analyses classiques de géographie électorale, il est aujourd'hui plus important d'essayer de connaître quels sont et comment fonctionnent les mille « officines » les plus influentes de la ville qui constituent parfois de véritables lobbies, et grâce à quels entrepreneurs, quels financiers, politiciens, notables, journalistes et autres médiateurs, elles participent très activement au gouvernement de la ville ¹¹.

La question du chômage recouvre différentes réalités. Depuis les jeunes scolarisés qui attendent longtemps un premier emploi régulier, à la sous-occupation, toujours plus répandue, et jusqu'au travail noir, florissant, toléré et même reproduit par certaines stratégies industrielles. Il est certain que les secteurs sociaux sur lesquels pèse le plus le manque de travail sont ceux aussi où se développe le plus des pratiques de consommation illégales, clientélistes, et où s'exprime aussi un faible intérêt pour la productivité. Avant de répéter les termes acritiques d'une analyse simplificatrice et partielle sur « l'assistencialisme », il convient d'examiner plus attentivement les flux de richesses, les rôles effectifs joués par chaque groupe social, et découvrir que certaines complicités, certaines alliances politiques finissent au bout du compte par favoriser les groupes au pouvoir et les nantis plus que les chômeurs.

La question du chômage à Naples révèle des tensions et des contradictions très radicales parce que, même si c'est de manière confuse, elle constitue une occasion de redéfinir des modèles de vie, des rôles sociaux, et la division sociale du travail et de la richesse.

Même la question de la criminalité organisée, qui est sûrement un problème gravissime pour l'ensemble de la ville, tisse des rapports et des liens plus complexes de connivence dans toutes les strates de la société, qui, jouant de médiations, y récupère des bénéfices en se déchargeant sur la collectivité de son coût énorme.

d) Quelques problèmes théoriques

Qui voudrait se documenter sur Naples et ses grands problèmes rencontrerait avant tout une difficulté liée au statut des sciences sociales. Si on parle de la ville en général il est d'abord difficile de tracer les contours de l'espace physique, social, géographique. Si on traite du problème du logement, il est difficile de repérer les limites et les articulations de la demande sociale. Rien n'est plus malaisé que d'avoir à définir un « sans abri ».

C'est la même chose pour le chômage. Enfin les études les plus sérieuses contestent le terme même de « Camorra », parce que la criminalité organisée est un phénomène ramifié, qui a aussi profondément changé au fil des temps. Avant d'approfondir les problèmes, il est déjà difficile d'en définir les termes et les concepts généraux.

Ce qui explique que la tentation est forte de recourir à la littérature :

« Si riche et si variée est la vue de la surface, qu'elle suffit à saturer l'esprit d'informations et de sens (...) Ce n'est qu'après avoir parcouru la surface des choses que l'on peut se forcer à rechercher ce qu'il y a en dessous. Mais la surface des choses est inépuisable ¹². »

En réfléchissant sur cette ville, et lorsqu'on a réussi à s'écarter des slogans journalistiques et de la rhétorique politique, on est amené à reconsidérer la question générale de toute ville, de toute formation sociale, en relation avec les grandes villes occidentales. Mais c'est aussi pour cette raison qu'il semble possible de dire que Naples, malgré ses inerties spécifiques, sa pauvreté, son archaïsme et sa misère, est un laboratoire de la modernité.

Je n'associe certes pas le terme de modernité à celui de progrès ou de développement. A cause de cela aussi Naples est européenne. J'ai conservé le souvenir d'une photo prise aux Halles à Paris. A côté de tant de façades vitrées, on trouve une petite palissade en bois sur laquelle est posée une affiche annonçant une exposition sur Roland Barthes. La modernité de Paris est pour moi tout entière exprimée par cette image, même si un clochard est caché derrière la palissade, dont le reflet apparaît sur les vitres de l'œuvre architecturale.

Pour approfondir l'analyse il est nécessaire d'utiliser les cadres théoriques avec maîtrise, dans la cohérence mais sans rigidité. Comprendre la ville, sa mutation, c'est essayer d'en interpréter la complexité. C'est à l'intérieur de la formation sociale urbaine que se forme la variété des modes d'organisation. Et la tentative que l'on peut faire pour donner une image crédible des formes d'évolution et de reproduction de la formation sociale est d'autant plus fondée que l'on cherchera à comprendre les modalités des interactions en suivant plusieurs registres de conceptualisation des systèmes d'action, et en admettant la possibilité qu'il n'existe pas de principe dominant de structuration. Dans cette optique, c'est la formation sociale qui est l'objet principal d'une analyse de la complexité urbaine, et non, par exemple, l'architecture considérée comme archive de la mémoire collective.

L'appel à la pluralité des recours théoriques implique aussi un effort pour revaloriser, dans un cadre plus large, y compris l'analyse de l'espace physique. En tant qu'agent de développement, intégré aux processus d'aménagement, nous avons acquis une expérience en matière de relation entre la connaissance, la décision et l'action ¹³. Ce type d'articulation est rarement linéaire, et ne se présente jamais comme un processus

de type inductif. Spécialement face à des questions particulières, les actions alimentent la connaissance des opérateurs, et les acteurs les plus compétents considèrent la flexibilité comme une ressource fondamentale dans des situations où les stratégies ne peuvent être pré-définies, où il faut faire avec l'inertie, les effets inattendus et l'imprévisible à coût acceptable, situation type dès lors qu'inter-agissent les différents segments de la formation sociale. Parfois, dans le cadre d'une prospective stratégique qui vise l'adaptation, l'incertitude — qui s'impose de fait à tous les opérateurs — est une ressource possible pour ceux des acteurs qui travaillent selon les méthodes du jeu. Il paraît alors assez pauvre de souhaiter un processus d'aménagement qui soit entièrement tenu par un système d'informations adéquates, et constitué avant même que ne commence le déroulement de l'action. Cependant, pour dépasser une approche monographique, trop dominée par l'objet physique, il est fondamental de constituer des observatoires de zones, décentralisés, dans lesquels il est possible d'engranger de l'information localisée, à l'échelle du quartier, là où les diverses activités peuvent s'approcher de près, offrant alors la possibilité de tenter des actions de réhabilitation intégrée et formuler des propositions de politique urbaine pertinentes.

3. Les perspectives de la réhabilitation dans le centre historique

De Bologne à Naples, dans un large éventail d'expériences, de cadres culturels et de contextes professionnels, la conviction s'est renforcée auprès des opérateurs les plus sensibles à la question de la réhabilitation urbaine que « le centre historique c'est d'abord les gens qui y vivent ¹⁴. » Ce slogan atteste que quelque chose d'un changement important est en train de se produire dans la mentalité des opérateurs, mais qui, à Naples, n'est pas encore parvenu à maturité.

Les opérations de réhabilitation menées dans les centres urbains de la périphérie napolitaine, impulsées par le Programme extraordinaire, ont démontré la pertinence de la thèse selon laquelle la réhabilitation est en soi plus coûteuse que la destruction-rénovation, et donc, selon de Lucia, que les unes ne peuvent se substituer aux autres.

Le problème des coûts est encore une source de polémiques, mais il est nécessaire de se rendre compte qu'il exprime d'autres divergences. Pour les entreprises, hormis le problème du temps, un chantier de réhabilitation peut être rentable même s'il pose des problèmes techniques pas toujours simples, mais solubles.

Chez certains architectes, la polémique est essentiellement instrumentale. Eu égard à leurs exigences stylistiques, une normativité orientée vers la réhabilitation limite les opportunités d'expression et rend difficile la réalisation d'une « œuvre d'architecture ».

Toutefois l'opposition porte plus profondément sur deux questions d'ordre général :

1) Quelles procédures instrumentées par quel processus décisionnel ?

2) L'objet de la réhabilitation est pour l'instant essentiellement l'espace physique, même s'il est désigné comme espace urbanistique et pas seulement bâti. Mais alors quel sens précis donne-t-on à la complexité urbaine, comment interprète-t-on la proposition selon laquelle « le centre historique c'est les gens qui y vivent », comment mettre en pratique et concrétiser cette idée ?

Ce sont là, à mon sens, les nœuds du problème, au cœur duquel se pose la question de savoir quel rôle pourront et devront jouer les habitants dans la transformation de la ville où ils vivent.

C'est aussitôt après le tremblement de terre de 1980 que le gouvernement, alors dominé par une coalition de gauche, a lancé un plan de reconstruction pour Naples et de requalification pour ses périphéries, dont la réalisation fut confiée à de jeunes architectes. Le plan et le bureau furent l'épine dorsale du Programme extraordinaire. Le centre historique fut traité comme une question insoluble, du moins par des interventions directes.

L'expérience de la reconstruction a galvanisé l'activité économique locale et profité aux entrepreneurs locaux. Agissant corporativement d'une manière plus intelligente que ne le font les traditionnels spéculateurs napolitains, ils ont su utiliser la publicité, les relations publiques, construire des rapports avec les opérateurs « culturels » et les leaders d'opinion, tout en pensant à l'expansion de leur entreprise, au-delà des grands chantiers de la reconstruction et sans cesser de considérer la ville comme une occasion de faire des affaires.

De fait, le grand nombre d'interventions prévu par les deux commissariats extraordinaires, et notamment celui qui fut présidé jusqu'en 1987 par le président de la Région, a engendré un flux permanent de commandes et une occasion de donner du travail (ou mieux des affaires) aux entreprises. Un groupe de patrons urbains, expression d'un réseau dominant dont les personnages les plus en vue sont les représentants du Banco di Napoli, de la Mededil, le vice-président de la Confindustria et quelques académiciens, a lancé en 1987 une grande campagne pour mettre à l'ordre du jour des politiques publiques, une intervention sur le centre historique. Pour l'instant l'activité s'est bornée à des actions de type promotionnel/consensuel : études, recherches et propagande, pour la constitution d'une image forte, légitime et propre du réseau lui-même, avec l'assentiment plus ou moins immédiat d'intellectuels et autres acteurs de la scène parthénopéenne.

Mis à part le fait plein de dangers que cette proposition peut n'être qu'une plate reproduction d'une opération de rénovation brutale, menée par une société analogue de la fin du XIX^e siècle, le problème essentiel réside en ceci que cette redynamisation de l'initiative privée (qui convoque à sa table le Gouvernement local, et au travers des alliances politiques et sociales lui impose le cadre et les termes du débat) n'a d'autre finalité que d'optimiser les conditions d'interventions des entreprises et des banques.

« On prépare des stratégies de redéfinition de la ville et de son aire d'influence, qui postulent une intervention massive de l'Etat — surtout en termes de financement et d'affinement des procédures. De plus, il s'agit de stratégies qui ont à voir avec le foncier, l'orientation des infrastructures, avec la valeur de la rente, mais pas avec les fonctions économiques de l'activité diffuse, éclatée dans l'ensemble urbain ¹⁵. »

L'activité promotionnelle d'étude et de communication menée, grâce à des financements considérables, par la Société d'études sur le centre historique de Naples est spécifiquement orientée vers la préfiguration de solutions prenant en compte les instruments financiers, les formes de financements publics, les modalités de contrat entre grosses entreprises et pouvoir local. Pour ces opérateurs le plan est un danger contre lequel il faut défendre des opportunités concrètes de travail, et une source de lenteurs, de polémiques, et d'immobilisme. Dans un récent congrès l'un de ces managers les plus actifs déclarait : « Pas de planimétrie mais un document d'orientation et de choix de secteurs, un document synthétique, schématique et élastique ». Et un responsable du PCI lui a fait écho : « Pas de nouveau plan régulateur, mais une délibération communale ».

Sans doute, comme dans d'autres villes, un retour à la rationalité planificatrice (scénario-objectifs-plan-action) est bien improbable à Naples. Mais il est néanmoins certain que le sort du centre urbain ne peut être confié aux gouvernants de fait.

Il semble que le contrôle de la transformation de l'espace, dans ce système de règles de fait (imposé par les gros entrepreneurs et quelques patrons des entreprises d'Etat), ne soit possible que comme somme d'interventions, ponctuelles ou élargies.

Pour ces nouveaux entrepreneurs urbains, qui conçoivent la ville comme un archipel d'arènes où tout peut être continuellement réorganisé, où la seule urgence est celle de la demande de fonds publics, l'unique instrument de planification utile et acceptable ne peut être qu'un préliminaire de plan, avec des objectifs progressifs et généraux. « Un plan entre les plans » en somme, qui autorise une liberté d'initiative pour ces nouveaux promoteurs immobiliers.

Enfin, encore un point des plus problématiques : le problème complexe de la réorganisation des réseaux d'activité économique, surtout celui de l'artisanat, des petites industries et des services, est un facteur central qui doit faire l'objet de soins particuliers dans le processus d'élaboration du plan. Même si la complexité du problème doit retarder ou compliquer l'intervention des entrepreneurs privés. Car c'est seulement par une requalification des activités économiques et une récupération d'une grande partie du travail noir que les habitants pourront participer à l'aménagement et y compter pour quelque chose.

Cela nécessite une ample mobilisation d'agents de développement, qui, levain dans la pâte, tenteront d'insinuer le doute dans l'esprit de

ces fonctionnaires des « partis progressistes » qui pensent que tout est en ordre si eux, délégués du peuple, participent à la party en cours, où la ville, comme un grand casino, est scène, enjeu et instrument.

Et pour finir la tentation est grande de revenir à la littérature :

« Voilà la recette, pour qui n'a rien d'autre sous la main : chaque soir avant de se coucher, et surtout s'il y a du vent, si vous avez froid et si la ville s'en est allée, chaque soir, dans deux doigts d'eau, deux grosses gouttes de pleurs ¹⁶. »

NOTES

1. Interviewé à l'émission télévisée « Moda », le 28-2-1988.
2. Voir à ce propos les études de L. Mazzacane, et en particulier, *Strutture di festa*, Milano, F. Angeli, 1985 d'où est extraite cette définition.
3. Raffaele La Capria, *Gouaches e tele*, 1987.
4. C'est le titre d'un roman de F. Mastriani, très inspiré des *Misérables* de V. Hugo.
5. Voir par exemple les photos de M. Riboud dans le n° 5, mai 1982, de *GEO*, édition allemande.
6. La Camorra est à Naples ce que la Mafia est à la Sicile, au plan politico-économique, comme au plan des métaphores... (note des traducteurs).
7. Loi dite de l'*equocacone*, à certains égards comparable à la loi Méhaignerie (note des traducteurs).
8. Hypothèse formulée dans le cadre d'une recherche commandée par le Commissariat extraordinaire, « I caratteri del disagio abitativo a Napoli e nell'area metropolitana », Napoli, 1983.
9. Portant le numéro de la loi de financement qui en a permis l'édification, ces zones sont un peu comparables, du point de vue des procédures, à nos ZUP (note des traducteurs).
10. Voir A. Belli, *Complessità e recupero del centro storico di Napoli*, 1986.
11. Pour la définition des lobbies et des « réseaux » voir G. Pasquino, « Rappresentanza degli interessi, attività di lobby e processi decisionali : il caso italiano di istituzioni permeabili », *Stato e Mercato*, n° 21, déc. 1987.
12. Italo Calvino, Palomar, 1983.
13. Pour la critique de l'action traditionnelle en matière d'aménagement, voir P.L. Crosta, « Il piano urbanistico fra intenzione e azione », *Stato e Mercato*, n° 17, août 1986.
14. L'expression est empruntée à V. de Lucia, « Recupero e riqualificazione urbana nel programma straordinario per Napoli », *Volumi*, CRESME, 1983.
15. A. Becchi Collida, *Note sulle questioni poste dalla legge 219 et dal suo titolo VII*, 1988.
16. M.A. Ortese, *In sonno e In veglia*, Adelphi, Milano, 1987.

BARCELONE : DECENTRALISATION ET PARTICIPATION CITADINE

Alfons SEGURA

Les notes qui suivent ont pour objet la présentation d'une partie de la réalité urbaine de Barcelone et de son environnement métropolitain, ainsi que les perspectives ouvertes par le processus de décentralisation de la ville, perspectives suffisamment contrastées et expérimentées dans de nombreux cas par quatre années de gestion municipale dans les districts. La décentralisation n'est pas la seule voie pour résoudre les déséquilibres urbains mais c'est l'élément-clef incontournable pour mettre en pratique la nécessaire politique de rééquilibrage des moyens et des potentialités qu'exigent les grandes villes *.

1. L'aire de Barcelone

Quand on parle de Barcelone, on a l'habitude de faire référence à une concentration de 500 km² et de 3 millions d'habitants. Ceci représente en fait le territoire de Barcelone selon une perspective à la fois historique et tournée vers le futur. La Barcelone à laquelle s'identifient les habitants des 26 communes qui, avec celle de Barcelone, forment l'agglomération de l'aire métropolitaine (Corporation métropolitaine de Barcelone, CMB). Le territoire municipal de Barcelone, proprement dit, comprend une superficie de 97 km² et 1 600 000 habitants dont l'histoire se lit à la fois dans son unité et sa diversité.

* L'auteur, pour la rédaction de ce texte, s'est appuyé spécialement sur les travaux et les projets de Jordi Borja, conseiller délégué aux relations territoriales de la ville de Barcelone.

a) *Le cadre métropolitain*

Pour mieux comprendre l'ossature actuelle du territoire métropolitain, il faut se reporter au XIII^e siècle, quand la juridiction de Barcelone s'étendait sur un vaste territoire, depuis El Mongat et Coll de Finestres jusqu'à Molins de Rei et Castelldefels, de la mer à Callcerola. C'est la Barcelone du « Consell de Cent » qui comprend la ville située à l'intérieur des remparts (l'actuelle vieille ville), une zone déserte et un ensemble de noyaux villageois et de paroisses « étrangères ». Avec la chute de la ville le 11 septembre 1714 (Guerre de succession) le « Consell de Cent » est dissout et son territoire réduit à l'espace *intra-muros* et à la zone inoccupée (décret de Nueva Planta, 1716). La forte croissance que va connaître Barcelone du milieu du XVIII^e siècle à la fin du XIX^e siècle provoque la démolition des murailles et de la citadelle qui entoure la vieille ville, et le développement du noyau central qui va s'étendre par l'Eixample (l'Ensanche). Cette fusion avec la périphérie est consolidée juridiquement par la réintégration au sein de la ville de Barcelone en 1897 de St Marti de Provençal, Sants, Garcia, St Andreu del Palomar, St Gervasi et les Corts. La réintégration de Horta (1914), Sarria (1921) et des petites communes limitrophes de St Adria (1929), de l'Hospitalet (1933) et de St Coloma (1943) achève de dessiner le territoire municipal actuel.

Au XX^e siècle, le plan Comarcal de 1953 et le plan général métropolitain de 1974 définiront le territoire de la corporation métropolitaine (1976) qui comprend Barcelone et 26 communes des environs. C'est le territoire de l'ancien « Consell de Cent » auquel s'ajoutent 4 communes du Vallès, sur l'autre versant de la colline et Collcerola (Tibidabo). A l'intérieur de l'aire de Barcelone, la population se concentre dans la capitale jusqu'à la fin des années cinquante. Le reste du territoire de la corporation métropolitaine (CMB) croît lentement jusqu'à 1950 et augmente notablement sa population à partir de cette date. Cette première couronne présente un grand dynamisme démographique et économique jusqu'en 1975. Mais la crise qui affecte très durement cette zone fait que le centre et sa périphérie immédiate cessent de croître au bénéfice de ce que l'on appelle la seconde couronne autour puis à l'intérieur de la CMB.

La conséquence logique du premier type de croissance et des effets de la crise ensuite est un accroissement des inégalités territoriales dans l'aire barcelonaise, accroissement qui se manifeste également à l'intérieur du noyau central.

b) *Le cadre communal*

Barcelone est une ville qui reflète une histoire, une ville où peuvent s'observer plusieurs villes. A cette réalité diversifiée correspondent les actuels districts municipaux. La première division date de 1878, quand

s'établissent 10 districts et 53 quartiers. En 1949, la municipalité crée 2 nouveaux districts, les anciens 11^e et 12^e. Ces divisions fonctionnent comme des entités administratives, sans prétendre à aucun moment renforcer leur personnalité historico-culturelle et politique. Ainsi, à partir de 1897, on supprime les noms et on attribue un numéro à chaque quartier. Cette division territoriale en vigueur depuis 1949 était une entrave, à cause de ses dysfonctionnements, au projet de décentralisation et de participation.

La première constitution démocratique (1979) réalise une première modification provisoire, nommant un conseiller unique pour les 1^{er} et 5^e districts (la Ciutat vella) et pour le 4^e et le 6^e (l'Eixample). Il divise le 9^e en une partie nord (nou Barris-Turo de la Peira) et une partie sud (St Andreu).

La nouvelle équipe de gestion municipale élue en 1983, se trouve en présence d'une division territoriale anachronique et de conseil de districts sans politique cohérente. Il apparaît donc nécessaire tout d'abord de rationaliser les cadres territoriaux de la décentralisation, c'est-à-dire les districts municipaux, en reprenant ainsi le travail commencé en 1979. Le résultat de ce découpage, approuvé à l'unanimité par une assemblée plénière de la municipalité en 1983, c'est que Barcelone s'articule maintenant autour de 10 districts correspondant à des réalités historiques et urbanistiques. Des zones à la personnalité singulière, des quartiers aguerris par la lutte pour l'existence citadine, des communautés ayant une conscience vive de leur identité et de leurs différences.

D'un côté, la Ciutat Vella et l'Eixample, de l'autre les huit autres districts correspondant aux communes historiques, dont celui de Nou Barris, district le plus caractéristique de l'accroissement du XX^e siècle.

Cette division ne prétend rien inventer mais tient à reconnaître ce qu'ont créé l'histoire, la géographie, le développement urbain et la culture citadine.

D'autre part, les districts de Barcelone sont parfaitement comparables aux communes des alentours, tant par leur étendue que par le nombre de leurs habitants. La majorité d'entre eux ont même une population supérieure à celle des communes limitrophes de l'Hospitalet, Badalona et St Colonna de Gramenet.

De grandes disparités sociales et économiques existent entre les districts municipaux. « L'enquête métropolitaine », réalisée par une équipe de l'Université Autonome de Barcelone, met en lumière les déséquilibres entre catégories socio-économiques : 59 % des classes supérieures résident dans le district de Sarria et San Gervasi (5^e arrond.), 54,9 % des classes populaires à la Ciutat Vella (1^{er} district) et à Nou Barris. Une récente étude des services sociaux de la mairie de Barcelone présente un indice statistique général qui montre la hiérarchisation territoriale de la ville en rapport avec la situation sociale des districts. Cet index a été élaboré à partir d'indicateurs démographiques (indice de dépendance), de formation (taux d'analphabétisme), économiques (taux de chômage) et de structure sociale (proportion de catégories socio-profes-

sionnelles défavorisées). Il en ressort que la Ciutat Vella occupe la situation la plus défavorable et par conséquent la plus problématique.

c) La Ciutat Vella et la croissance de Barcelone

L'aire barcelonaise a connu un développement inégal pendant les années cinquante. Jusqu'alors c'est la commune de Barcelone qui augmente sa population. La ville passe de 183 000 habitants en 1857 à 1 526 000 en 1960. Cette croissance tout au long de cette époque s'opère autour des noyaux villageois, près du centre et de la zone inoccupée, actuellement constituée par l'Eixample. C'est-à-dire qu'elle se produit dans les anciennes communes qui peu à peu s'intègrent à celle de Barcelone. La ville est occupée en totalité, sauf quelques secteurs périphériques. La bourgeoisie catalane, au tournant du siècle, s'installe dans l'Eixample. La Ciutat Vella se transforme en centre de commerce et de loisirs, elle est progressivement abandonnée par la bourgeoisie et investie par les couches intellectuelles et progressistes. Le processus s'accroît à partir de 1960.

Entre 1960 et 1975, la périphérie du territoire communal connaît un développement vertigineux. Les 26 communes qui avec Barcelone forment l'aire métropolitaine (la corporation métropolitaine) passent de 443 000 habitants en 1960 à 1 228 000 en 1975. Il s'agit là de l'expansion typique du Centre (Barcelone) vers des zones non encore urbanisées, caractérisées par la construction de grands ensembles, en général préfabriqués et la dissolution de la personnalité propre des communes les plus proches de Barcelone.

Pour sa part, la croissance économique s'est appuyée essentiellement sur le développement des secteurs de l'industrie traditionnelle de transformation intermédiaire, avec une forte augmentation de la main-d'œuvre bien plus que sur les secteurs industriels à technologie de pointe ou sur une productivité accrue.

Le secteur tertiaire, avec un taux d'activité inférieur à celui d'autres aires métropolitaines comparables, se développe surtout à l'intérieur de la ville. Ce type de croissance accuse les effets d'une crise qui a été et reste, essentiellement, industrielle.

En 1984, le nombre de chômeurs au sein de l'aire métropolitaine (CMB) qui atteint 251 878 personnes, est supérieur au nombre total de chômeurs de certaines régions espagnoles considérées traditionnellement comme sous-développées. Le taux de chômage représente 7 % de la population de la CMB et à peu près 14,7 % du total de chômeurs espagnols, alors que la population de la CMB ne représente pas 10 % de la population espagnole totale. Pour cette même année, le taux de chômeurs à Barcelone équivaut à 6 % de la population totale et à 17 % de la population active.

A la fin de cette période, le centre directionnel amorce un déplacement vers l'ouest de la ville (Sarria, St Gervasi), tandis que le centre commercial et de loisirs se consolide dans l'Eixample en incluant même

certaines secteurs du Centre directionnel. La Ciutat Vella est progressivement abandonnée par les couches intellectuelles et progressistes, jusqu'à être occupée par une population marginale. Cette transformation est favorisée par une série de facteurs comme la morphologie urbaine caractéristique de l'habitat ancien, la typologie de certains établissements publics (prolifération de pensions illégales), l'existence de logements inoccupés sans contrôle de leur propriétaire ou de l'administration, l'arrivée d'une immigration souvent en situation irrégulière venant d'Afrique du Nord, un taux élevé de personnes âgées dans la population stable. Néanmoins, les mêmes statistiques qui mettent en évidence ces caractéristiques relatives du centre par rapport au reste de la ville, indiquent également que ces mêmes caractéristiques se retrouvent à la périphérie métropolitaine.

Ce qui conduit à penser que la Ciutat Vella connaît bien des problèmes spécifiques mais qu'à ceux-ci viennent s'ajouter de manière convergente d'autres problèmes générés par le territoire métropolitain, et que les secteurs les plus marginaux trouvent des avantages dans les « facilités » offertes par un tel centre.

Pour toutes ces raisons, il faut se demander si une politique de réhabilitation de la Ciutat Vella ne doit pas aller forcément de pair avec une politique plus globale, tendant à rééquilibrer le territoire barcelonais et à lui rendre son identité et son tissu social propre, pratiquement disparus pendant les années de croissance accélérée, en favorisant la relance économique des secteurs (territoriaux et sociaux) qui ont le plus souffert de la crise.

En résumé, l'aire barcelonaise est une totalité urbaine structurée autour d'un noyau central avec une première ceinture fortement dégradée qui a subi une phase de régression économique et démographique liée aux caractéristiques propres de sa croissance et une seconde ceinture dynamique capable de faire front à la crise de la fin des années soixante-dix. De la même manière, à l'intérieur de la commune de Barcelone, s'observent de forts déséquilibres, actuellement très aigus, entre les différents districts qui la composent.

2. Politique municipale et qualité de la vie

Cette situation de crise, commune à la majorité des grandes villes, engendre au début des années quatre-vingt une méfiance partagée par le monde développé et les pays en voie de développement. Aujourd'hui cependant, Barcelone redevient un centre d'attraction politique, intellectuel, économique et culturel. Les Jeux Olympiques de 1992 sont une référence obligatoire mais ce n'est pas la seule. Il y a également d'autres indices :

— la ville et ses alentours redeviennent un centre d'activités productives basées sur les secteurs les plus dynamiques de l'économie ;

— une nouvelle conception des mécanismes de gestion des services collectifs voit le jour, axée sur la modernisation de la gestion des services publics, dotée d'une organisation administrative plus souple et plus efficace ;

— le statut de capitale de la Catalogne est revendiqué parallèlement à celui de capitale de l'Espagne, conjointement avec Madrid. Cette revendication implique d'assumer la gestion d'intérêts collectifs qui dépassent le cadre local traditionnel, en développant la compétitivité nationale et internationale. Les conditions d'une relance de la ville existent. Il est maintenant nécessaire d'appliquer, au sein de la politique municipale, les mécanismes qui la rendent possible.

a) *L'offre de services collectifs*

La crise des années soixante-dix a ainsi conduit à la stagnation du développement urbain et, parallèlement, à une accentuation des inégalités sociales, le changement politique et la crise augmentant la demande de services sociaux et, en même temps, diminuant les moyens pour y répondre. Face à cette demande existent deux attitudes : celle qui critique l'excès d'investissement public en matière de qualité de la vie, et celle qui défend la priorité d'un investissement global assurant une ample gamme de services sociaux propices à l'intégration et non à l'exclusion.

Il nous semble nécessaire de faire référence aux carences tant qualitatives que quantitatives des services offerts, pour justifier le besoin d'un développement de l'offre de service public et d'une priorité donnée à certains services destinés à des groupes spécifiques (discrimination positive). Mais la combinaison de l'une et de l'autre est d'un coût très élevé, financièrement insupportable si elle est menée indéfiniment. Une politique innovante est donc nécessaire qui combine les deux types d'actions : programmes spéciaux pour les groupes à problèmes, qui exigent un traitement particulier ; soutien des initiatives sociales ou individuelles qui offrent un service que l'administration juge nécessaire mais qu'elle ne peut réaliser elle-même.

Il faut de même doter l'administration municipale d'une organisation adéquate pour développer ces services. Une gestion politiquement centralisée, de caractère sectoriel ou spécialisé, incapable de s'articuler à d'autres services, à d'autres programmes publics, ne favorise pas les critères d'efficacité sociale et économique de flexibilité et de contrôle démocratique. La décentralisation devient, dans ces conditions, un élément politico-administratif-clef. Elle n'est pas un objectif en soi, mais un moyen d'intégrer les projets au quotidien et ainsi de développer les participations à la gestion, et la solidarité des citoyens.

b) *Décentralisation municipale et participation des habitants*

A travers la décentralisation de Barcelone, est en jeu, en premier lieu, la reconnaissance de collectivités plus réelles et de leur possibilité

d'expression politique. Mais la décentralisation a un autre objectif : administrer la ville au plus près des habitants, rendre les services plus accessibles, les améliorer, faciliter la participation et le contrôle public.

Les districts doivent servir à la réorganisation et à la rationalisation de l'administration ; ils doivent avoir leurs caractères propres mais aussi être fonctionnels, suffisamment importants et cohérents afin de ne pas multiplier vaineement les dépenses, et pour rendre possible un transfert significatif de fonctions et de moyens.

La décentralisation est un objectif politique de démocratie et de participation mais sa mise en place et son démarrage supposent un processus technique et administratif complexe. Il s'agit de doter les districts de la possibilité d'une gestion des services, certains de création récente, comme les centres civiques. Les autres, la plupart déjà existants comme les services sociaux, les équipements sportifs, l'entretien des collèges, l'organisation de manifestations culturelles, le soutien à des organisations civiques, etc.

Sont attribués également aux districts. l'exercice des compétences municipales qu'il faut rendre plus accessibles aux habitants : concessions de licences et de permis, exonérations fiscales, inspection de la voie publique, actions immédiates de travaux publics et d'hygiène, élaboration et examen préliminaire de plans ou de projets d'urbanisme et de travaux publics propres au district. Les districts promeuvent de nouvelles activités ou permettent d'expérimenter de nouvelles initiatives comme les animateurs économiques, les conseils de sécurité citadine, le soutien à des propositions des habitants, la réalisation de travaux à la prestation de services répondant à des demandes urgentes et spécifiques.

Au district correspondent : un niveau de décisions, des fonctions spécifiques, la gestion de services vers les habitants et l'attribution de moyens matériels, techniques, humains et financiers adéquats.

Pour gérer ces nouveaux services, les districts ont été dotés d'une organisation basée sur un directeur des Services, sous la dépendance du Conseiller-Président du district, avec des fonctions coordonnant trois divisions :

— La division des services généraux avec une double fonction interne et publique. Cette division est chargée de la gestion du personnel et du contrôle des dépenses, mais également des services appelés « finalistes », exonérations, certificats, recensement, etc.

— La division des services techniques, responsable des projets urbains du district, de la délivrance des permis de construire aux particuliers et de l'inspection des travaux.

— La division des services collectifs, chargée de gérer les services de la jeunesse, des sports, de la culture, sociaux, etc., propres à chaque district. D'autre part, l'existence de cet organe territorial de prestation de services pour la qualité de la vie permet de coordonner non seulement les différents secteurs de l'administration municipale, mais aussi les différents champs de l'administration publique (Etat, Communauté autonome, Députation) et d'autres activités de caractère privé. Il convient

de signaler que c'est dans ce secteur des services collectifs que le plus grand effort pour la décentralisation des fonctions a été fait, vu leur incidence particulière sur la qualité de la vie urbaine.

Les départements ou les secteurs de la municipalité changent progressivement de caractère : ils assurent les activités ou les services de caractère général (par exemple : grands travaux, musées) et ils élaborent les programmes généraux, les réglementations de base et la coordination des activités des districts quand il le faut. Une démarche de ce type peut instaurer dans de bonnes conditions la participation des habitants au sens large, participation qui nécessite un certain niveau d'institutionnalisation, de réglementation juridique. Dans le cas de Barcelone, le règlement de la participation des habitants offre divers cas tant du point de vue de la procédure que de l'organisation :

— Du point de vue de la procédure : audiences publiques, initiatives des citoyens et information publique individualisée comme la communication entre la mairie et les habitants. D'autre part, la mairie centrale et les districts se gardent la possibilité de consulter directement les habitants à travers le référendum et la consultation des habitants, dans le domaine de leur compétence.

— Du point de vue de l'organisation : des conseils regroupant associations, comités de quartier et de districts ainsi que des conseils par secteurs ont été créés pour que les différentes composantes de la population puissent exprimer leurs projets et leurs besoins au sein de la municipalité. Le conseil de ville s'organise aussi comme organe assesseur des organes de gestion municipaux.

Mais la participation ne peut se réduire à cette institutionnalisation. Sans une « citoyenneté » active et une forte vie associative, elle ne serait pas possible. Les organisations de base, sans renoncer à la critique et à la revendication, doivent établir des relations de coopération et de dialogue avec l'administration. A cette condition, seulement, peuvent se développer des pratiques innovantes et intéressantes comme :

— appui à des organisations ou des collectifs qui rendent des services d'intérêt collectif ;

— attribution totale ou partielle d'équipements de quartier à des organisations d'habitants, création de centres polyvalents où les organisations et les associations interviennent dans la gestion ;

— constitution d'organismes mixtes dans divers secteurs de l'activité municipale, traditionnels (sports, urbanisme, culture...) ou novateurs (femmes, économie sociale, sécurité).

Cette organisation qu'envisage le règlement, n'est pas un programme d'intentions nées d'un volontarisme politique, mais la consolidation des expériences déjà poursuivies dans les districts où la gestion participative, quotidienne, a prouvé son efficacité.

Barcelone, octobre 1987.

CRISE URBAINE ET AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE

L'exemple du quartier Belsunce à Marseille

Jean-Christophe BAUDOUIN

La crise urbaine prend à Marseille une signification particulière dans la mesure où elle tend à poser au premier plan des préoccupations des politiques l'aménagement du centre-ville, en lui conférant un caractère d'urgence. Il n'est pas étonnant alors de remarquer que les graves problèmes que connaissent les grands ensembles des banlieues nord de la ville occupent nettement moins l'espace médiatique marseillais que le thème de la « reconquête du centre », finalement admis par consensus sous les formes les plus diverses.

Aussi est-ce dans cette perspective que s'établit communément l'appréhension du quartier Belsunce avec toutes les passions qu'elle véhicule. Centre parmi le centre qu'il est urgent de réinvestir, cette partie du cœur historique de Marseille est devenue le symbole de la crise urbaine. Ironie du sort pour cette entité quadrilatère, aujourd'hui coincée entre la porte d'Aix et la Canebière d'un côté, entre la gare Saint-Charles et le centre commercial Bourse de l'autre, né de la volonté de Colbert d'en finir avec une autre crise urbaine qui touchait alors la vieille ville repliée entre ses murs depuis seize siècles. Belsunce est en effet le premier grand programme d'urbanisme lancé à Marseille, qui a notamment permis aux catégories bourgeoises de disposer d'un espace urbain d'ordonnancement très simple conçu à partir d'un cours de parade.

Mais la prospérité de la ville, accrue par le négoce avec les colonies, a conduit à de nouveaux agrandissements à partir du XIX^e siècle, entraînant une répartition géographique plus affirmée des catégories sociales.

Peu à peu, le quartier s'est vidé de ses habitants traditionnels, son patrimoine immobilier mal entretenu et sans confort ne devant attirer finalement qu'une population toujours plus démunie, dominée par une forte proportion d'étrangers. Ce long processus de paupérisation forme donc actuellement le premier trait caractéristique de Belsunce : une fonction de toit pour une population parmi les plus pauvres de Marseille. Pourtant, outre ce phénomène observable dans beaucoup d'autres villes, la singularité du quartier est ailleurs. Elle réside dans sa fonction commerciale qui fait coexister en son sein deux types d'activités : l'une, traditionnelle, bien que méconnue, liée au commerce de gros essentiellement vestimentaire ; l'autre, plus voyante, qui s'est développée depuis la fin des années soixante-dix, fondée sur une forme spécifique de commerce de détail tourné vers le Maghreb et principalement l'Algérie dont les ressortissants viennent s'approvisionner dans ce secteur en biens de consommation courante qui leur font défaut dans leur pays d'origine. Remarquons que Belsunce, par l'émergence de ce « marché maghrébin », ne fait en somme que perpétuer une tradition d'échanges axée sur l'Orient, qui jadis fit les beaux jours de Marseille ville-comptoir.

Or, c'est cette superposition des deux fonctions caractéristiques du quartier ainsi définies — l'une fonction résidente, l'autre fonction commerciale, dont la spécificité est originale en plein centre-ville — qui rend la tâche aussi complexe aux décideurs municipaux. En effet ceux-ci, dans le cadre d'un vaste programme d'aménagement urbain de l'entrée nord de la ville engagé depuis près de vingt ans, ont finalement voulu lier le sort de Belsunce aux projets des secteurs voisins : porte d'Aix, Saint-Barbe et Carmes.

Ayant aujourd'hui pris le parti de ne pas livrer son patrimoine aux démolisseurs, comme cela avait été le cas dans les quartiers voisins, le pouvoir local souhaite dès lors le conserver afin de constituer un réservoir de logements disponibles pour accueillir de nouveaux arrivants.

Pour y parvenir, l'aménageur est donc conduit tout d'abord à gérer une situation conflictuelle au plan de la diversité d'intérêts des acteurs en présence en imposant, par les sélections qu'il entend opérer parmi eux, ses choix structurels à plus long terme.

1. La gestion d'une situation conflictuelle

Pendant plusieurs années, l'important succès du marché maghrébin a provoqué la mise en exergue des intérêts d'une catégorie de commerçants, jusqu'à identifier l'image de Belsunce à cette seule activité. Or, la réalité est tout autre, et la maîtrise de l'ensemble des intérêts qui s'expriment dans le quartier passe par la prise en compte de la diversité des acteurs en présence, est un préalable nécessaire à toute étude sur la stratégie de l'aménageur. Dans ce cadre, le premier constat qui s'impose est l'existence de deux grandes catégories d'acteurs qui recoupent schématiquement les fonctions du quartier décrites plus haut.

On trouve ainsi d'une part les résidents et d'autre part les commerçants. Cette distinction est essentielle car elle signifie que le conflit interne majeur au sein de la population du quartier n'est pas forcément ethnique mais prend plutôt la forme d'un conflit d'intérêts selon qu'on habite ou non dans les logements qu'il contient.

En effet, malgré son aspect composite en raison notamment des origines diverses des entités qui la constituent, la population résidente ne développe aucun lien durable avec les commerçants résidents hors Belsunce, comme en témoigne sa non-intégration à la fonction économique du quartier.

a) Une population résidente composite

En 1982, la population de Belsunce s'élevait à 13 000 personnes environ. Il est notable que, si au cours de la période 1975-1982 le nombre d'habitants s'est accru de 13 %, la période précédente 1968-1975 fait apparaître au contraire une baisse de — 20 %. Cette évolution est très significative de la population actuelle du quartier car elle traduit en réalité deux mouvements opposés : le départ massif de la population « française » originelle d'une part et l'arrivée continue d'une population immigrée d'origine maghrébine de l'autre. En effet si, pour la première période, 4 000 personnes — essentiellement des familles avec enfants — sont parties, on relève l'arrivée de 600 étrangers puis de 2 800 supplémentaires au cours de la période suivante qui malgré les 1 500 nouveaux départs sont venus enrayer l'hémorragie des habitants, d'ailleurs à total contre-courant des tendances observées dans le reste du 1^{er} arrondissement.

De fait, aujourd'hui, les étrangers à Belsunce doivent représenter environ 8 000 personnes soit 60 % de la population contre 33 % en 1973. Ces étrangers, maghrébins pour la plupart, forment le premier sous-groupe des résidents du quartier. Essentiellement distinct du second sous-groupe par sa structure démographique, il n'en rejoint pas moins celui-ci dans la précarité des conditions du logement, qui solidarise de fait l'ensemble des habitants de Belsunce.

Un déséquilibre ethno-démographique

Selon l'expression de J. Carreno et A. Hayot¹, empruntant la terminologie de P. Bourdieu, depuis longtemps déjà Belsunce remplit une « fonction de sas » pour les populations immigrées. Ainsi n'est-il pas étonnant de relever que les 40 % de « Français » restant encore dans le quartier sont souvent d'origines italienne, espagnole ou arménienne. Ce sont les derniers représentants des premières générations des vagues d'immigration antérieures que Marseille a accueillies au gré de l'histoire et de ses besoins économiques. Trop attachés à leur quartier pour pouvoir en partir, 60 % d'entre eux, soit un tiers du total des ménages recensés, ont plus de 65 ans², contre 15 % du total des étrangers pour cette tranche d'âge.

Le rajeunissement observé chez les habitants est donc à chercher dans l'afflux de populations immigrées d'origine maghrébine, comme le montre l'analyse de la période 1975-1982 qui marque les derniers feux des besoins importants en main-d'œuvre étrangère, et les voisins des Carmes qui a entraîné un transfert de populations vers Belsunce trouvant là des structures d'hébergement similaire.

Aussi les étrangers à Belsunce, Algériens et Tunisiens pour la plupart (respectivement 65 % et 22 %), sont-ils avant tout des « travailleurs isolés » c'est-à-dire des hommes (71 %) sans famille en France, en âge de travailler et gonflant donc le volume de la tranche 20-45 ans.

Notons toutefois que ce rapport jeunesse-immigration a aujourd'hui tendance à s'infléchir du fait de l'arrêt porté à l'immigration depuis le début des années quatre-vingt, mais aussi en raison de la forte proportion de ceux des travailleurs isolés qui, à leur retraite, ne rentrent pas dans leur pays d'origine.

Quoi qu'il en soit, ces derniers comme leurs jeunes compatriotes partagent avec les personnes âgées la même perception de Belsunce, considéré en premier lieu comme un toit, souvent le dernier, que leur offre la ville à des conditions intéressantes quoique précaires.

La précarité des conditions de logements

Le fait de voir en Belsunce un lieu de résidence n'est pas le moindre paradoxe pour un secteur qui rassemble des immeubles parmi les plus délabrés de Marseille, construits à 90 % avant 1914, et dont 60 % sont dépourvus de salle d'eau, et w.-c. Bien sûr cette situation recouvre des différences notables selon les deux catégories de logements occupés par les deux groupes de résidents. Aussi, tout d'abord, le quartier dispose encore au moins d'une centaine d'hôtels qui, à proximité de la gare, convenaient jadis à une clientèle de passage, et qui sont occupés actuellement à l'année par les travailleurs isolés. Les chambres ainsi louées sont particulièrement dénuées de tout confort mais grâce à leur faible coût (700 F par mois environ, en moyenne) demeurent très attractives pour cette population aux faibles revenus disponibles. Un peu moins bas dans l'échelle de l'inconfort se trouvent les logements ordinaires dans lesquels vivent le plus souvent les personnes âgées dans un plus large espace³ dont elles sont majoritairement propriétaires.

Pour les autres, comme c'est le cas pour les chambres d'hôtels, la modicité des loyers demandés (20 % d'entre eux seulement excèdent 1 000 F par mois) est la raison de leur succès. Cela explique aisément pourquoi une troisième composante s'est agrégée progressivement aux deux autres, celle des « familles lourdes », souvent étrangères, défavorisées au point d'être exclues du parc locatif social des banlieues nord et pour lesquelles Belsunce est vraiment l'ultime recours pour trouver un abri.

Dans ce cas la pauvreté, encore plus évidente que pour les groupes précédents, illustre combien la fonction résidente et la fonction commerciale sont aujourd'hui distantes.

b) La non intégration des résidents à la fonction économique de Belsunce

Belsunce fait vivre en son sein deux mondes qui, au sens propre comme au figuré, sont superposés. L'enrichissement des commerçants n'a pas profité aux habitants contrairement à ce que la même appartenance ethnique, pour certains d'entre eux, laisserait supposer.

La pauvreté de la population résidente

L'indicateur du logement a déjà contribué à en cerner les contours. De fait, en 1980, 60 % des habitants du quartier percevaient moins de 3 000 F par mois (valeur du SMIC de l'époque), 15 % seulement gagnant plus de 5 000 F⁴. L'étude ASPA⁵ confirme cette tendance pour 1987, faisant apparaître que 57 % des ménages âgés de plus de 65 ans ne déclareraient percevoir que 9 000 francs ou moins par trimestre, et même 6 000 F ou moins pour 11 % d'entre eux.

Le chômage énorme qui touche les travailleurs isolés (près de 50 %) vient sans doute aggraver encore cette constatation que l'existence d'un travail parallèle ne saurait remettre en cause. On n'est donc pas surpris de relever que 40 % des ménages bénéficient à l'heure actuelle d'une aide au logement, contre 25 % en 1980.

Les habitants hors du circuit commercial

Même si les beaux jours du commerce maghrébin semblent révolus, la prospérité de leurs propriétaires ou gérants et plus encore celle des grossistes établit un contraste saisissant avec la situation que connaissent les habitants surtout lorsque l'on sait que le chiffre d'affaires de cette zone commerciale doit encore avoisiner 2,5 milliards de francs. Les raisons de ce constat sont simples : d'une part la population résidente ne travaille pas dans le quartier et, d'autre part, les commerçants quant à eux n'y habitent pas.

La population ne travaille pas dans le quartier

Pour l'essentiel, 85 % de la population active travaille hors du 1^{er} arrondissement ; 60 % des travailleurs isolés étant employés dans le BTP, secteur dont la majeure partie des activités est nécessairement implantée hors du centre, ce chiffre ne doit pas surprendre. Certes, l'augmentation du chômage a pu inciter nombre d'habitants à tirer profit de leur lieu d'existence. Il n'est pas exclu que des commerçants emploient ainsi à temps partiel certains résidents qu'ils connaissent sans les déclarer. De même la fonction commerciale de Belsunce a pu développer des activités d'intermédiaires remplies par certains habitants s'approvisionnant à Belsunce pour le compte de parents restés en Algérie et qualifiés par A. Sayad de « clientèle par procuration ».

Mais en aucun cas cette situation ne peut se comparer à celle de l'avant-guerre où le quartier avait su développer des activités d'artisanat et de commerce qui occupaient bon nombre de ses habitants.

Le seul lien économique qui peut être observé à l'heure actuelle est celui que noue la population résidente avec les commerces alimentaires à proximité ; encore faudrait-il distinguer, dans ce cas, le comportement des habitants français qui semblent s'approvisionner à l'extérieur du quartier.

Les commerçants ne vivent pas dans le quartier

La fonction résidentielle et la fonction commerciale sont d'autant moins solidaires que les commerçants ne vivent pas dans le quartier. Seuls 10 %, d'entre eux doivent effectivement y résider ; les apprentis attendant aux commerces ne servent donc plus que d'entrepôts pour les stocks. Une visite effectuée le soir lors de la fermeture montre d'ailleurs que la plupart des commerçants ferment leurs magasins du dehors sans même passer par le couloir central des immeubles dans lesquels ils sont situés.

2. L'aménagement de Belsunce : choix structurels et sélection des acteurs

Depuis les quelques vingt années où les premiers programmes d'urbanisme ont été lancés dans le secteur de la porte d'Aix, le sort de Belsunce a été soumis à de nombreuses variations, tour à tour destiné à être rasé ou amputé, voire tout simplement ignoré par le vaste projet avorté du centre directionnel Marseille-Métropole, et ses remaniements successifs.

Aujourd'hui, il semble que la politique de la ville de Marseille, via son bras aménageur la SOMICA ⁶, soit définitivement arrêtée : le quartier fait partie intégrante de l'ensemble des réaménagements de grande ampleur réalisés autour de la porte d'Aix, ayant pour fonction spécifique de constituer un réservoir de logements destinés à recevoir à terme de nouvelles populations qui seront attirées par les importants équipements collectifs en cours de réalisation dans les secteurs voisins ⁷. Ces nouvelles composantes sont d'ailleurs ciblées : étudiants et jeunes employés ou cadres sans enfant par qui le frémissement d'un regain pour le centre-ville a déjà pu être perçu et dont il s'agit de profiter. Ne pouvant pas encore les accueillir dans les meilleures conditions, une réhabilitation de Belsunce s'impose concernant non seulement son patrimoine immobilier mais aussi ses habitants qu'il va s'agir de sélectionner à la fois pour libérer de la place disponible et constituer une bonne base d'accueil aux nouveaux arrivants. Dans le cadre de cette sélection, l'aménageur qui nécessairement a pris conscience de l'ensemble des intérêts en présence va tenter de combiner certains d'entre eux, quitte à ce que l'opposition fonction résidente/fonction commerciale tende à s'estomper.

Suivant cette tentative, il convient donc d'examiner tout d'abord rapidement ceux des acteurs qui sont soumis à la sélection, avant d'étudier ensuite les mécanismes mis en œuvre pour essayer d'y parvenir.

a) La sélection des acteurs

Le rééquilibrage de la structure sociale recherchée suppose que les sources les plus importantes des déséquilibres observés disparaissent. Pour y parvenir il semblerait que la tendance actuelle de la ville n'est pas de poser le problème en terme de conflit entre les deux fonctions mais plutôt d'essayer d'écarter les acteurs qui présentent des signes d'une plus grande fragilité considérant l'objectif poursuivi, en conférant à ceux que l'on souhaite garder une mission bien précise.

Ainsi les personnes âgées constituent-elles le sous-groupe symbolisant la continuité avec le passé, la légitimité historique garante du patrimoine. Leur maintien sur place, qui répond bien sûr à une considération humaine, marque l'élément de stabilité majeur dans une situation de transition. De même les « familles lourdes » d'origine maghrébine resteront sans doute dans le quartier, à la fois parce qu'elles fondent pour l'instant le seul élément du rajeunissement durable du secteur, mais aussi parce que leur intégration aux futures composantes est tout à fait envisageable, eu égard au faible nombre d'habitants qu'elles recouvrent. En revanche, la présence des travailleurs isolés pose davantage de problèmes, car l'objectif recherché de sédentarisation de la population résidente s'allie mal avec la fonction de passage qu'elle évoque et dont témoignent les structures hôtelières et l'absence de cellule familiale.

L'activité commerciale, quant à elle, n'est pas absente des préoccupations municipales. Mais l'enjeu financier qu'elle représente et la moindre prise que peut exercer sur le commerce les outils d'aménagement urbain incitent l'aménageur à la plus grande prudence. On notera cependant une évolution assez nette dans le discours des décideurs tendant à mettre en avant de plus en plus souvent le rôle bénéfique du commerce de gros régional, jusqu'à imaginer pour Belsunce la perspective d'un Sentier marseillais, parallèlement à la chute brutale que connaît le commerce de détail maghrébin depuis deux ans, suite aux restrictions imposées par l'Algérie à ses ressortissants⁸.

Il n'est donc pas surprenant que les mécanismes de réhabilitation aient d'abord des conséquences sur les composantes de la population résidente.

b) Les instruments de la sélection

Si l'on veut bien admettre que le programme de l'aménageur et les outils dont il dispose peuvent dépasser le cadre d'un simple ordonnancement de l'espace habité, deux séries de mesures peuvent être admises comme autant d'instruments au service d'une sélection. Il s'agit d'une part de la politique de relogement et d'autre part de la mise en place d'équipements publics obéissant chacune au même objectif.

La politique de relogement

Le classement de Belsunce en zone ZAD a permis à la ville de Marseille de se rendre propriétaire en quatorze ans d'environ un quart des logements du quartier. Ceux-ci ont permis en grande partie de reloger les habitants expulsés du secteur voisin Saint-Barbe, mais aussi les locataires des immeubles fraîchement acquis dans Belsunce, composés essentiellement de personnes âgées et de familles lourdes en obtenant au passage une meilleure répartition des surfaces selon les besoins de chaque sous-groupe⁹, et permettant ainsi les meilleures conditions pour leur intégration aux futures composantes.

Parallèlement, le cas des travailleurs isolés a été abordé par une politique de fermeture massive d'hôtels meublés dont beaucoup tenaient du taudis. Le relogement de ce groupe à l'extérieur de Belsunce, et notamment dans les périphéries marseillaises posant trop de problèmes (quel élu peut-il encore prendre la responsabilité à Marseille d'accueillir une telle population sur son territoire ?), ainsi que le risque de voir se développer dans des secteurs voisins une infrastructure hôtelière similaire, ont finalement conduit l'aménageur à opter pour une solution transitoire de foyers situés certes à proximité immédiate ou à l'intérieur même du quartier, mais présentant l'avantage de regrouper en quelques lieux une majorité de ces travailleurs. Devenus indésirables tolérés, cette situation a pour conséquence d'accentuer encore davantage leur précarité.

La mise en place d'équipements publics

L'installation au sein même de Belsunce des principaux acteurs publics de la réhabilitation que sont la Mission centre-ville, la SOMICA et la Subdivision polyvalente chargée de veiller au meilleur entretien des infrastructures du centre, semblait déjà indiquer aux habitants du quartier l'enjeu que représente Belsunce. Les premiers équipements sont venus par la suite préciser quels acteurs résidents pourraient participer à cet enjeu.

Ainsi, l'aménagement d'une halte-garderie dans les locaux d'un ancien hôtel particulier correspond de toute évidence à un besoin profond exprimé par les couples avec enfants que l'on cherche à maintenir.

Le futur centre d'accueil pour personnes âgées de l'îlot Fare-Cantini qui prévoit une structure pour personnes dépendantes et d'autres activités de services et de loisirs répond quant à lui au désir de voir ressortir ces gens hors de chez eux afin de se réintégrer à une nouvelle conception du quartier.

La création d'espaces publics (Velten, Providence) ou celle d'un Centre sportif et socio-éducatif de l'îlot Velten viennent dans le même sens réaffirmer cette idée d'entité reconstituée d'où les travailleurs isolés sont exclus de fait.

Les contours de l'aménagement de Belsunce ainsi dessinés pourraient laisser croire donc que l'on s'oriente vers une disparition pure et simple de certains acteurs (travailleurs isolés, commerces de détail maghrébins),

en maintenant sur place les autres catégories plus aptes à servir de réceptacle aux populations attendues voire fantasmées. L'impulsion que donnerait cette courte analyse serait alors schématique et erronée.

D'abord, la ville de Marseille n'a sans doute pas la volonté d'exclure du quartier ce qui constitue l'essentiel de sa composante maghrébine (même si en fait la majorité des commerçants est française bien que d'origine maghrébine). Ensuite, même si tel était le cas, parce que les conditions actuelles de logement ne lui permettent pas d'arriver à ses fins et justifient toujours l'existence de nombreux hôtels meublés. L'émergence du mythe du retour au pays pour beaucoup de vieux travailleurs isolés vient, on l'a dit plus haut, compliquer encore le problème. Enfin et surtout, en raison de la faible mobilisation de l'offre privée de logements (la réhabilitation issue des procédures O.P.A.H., tardant à produire les effets escomptés), les nouvelles composantes auraient aujourd'hui bien du mal à se loger.

Aussi, peut-être encore plus d'ailleurs au centre, la gestion de la crise urbaine à Belsunce est d'abord celle de la transition pour ne pas dire celle de l'incertitude qui elle-même a périodiquement coutume de justifier l'urgence.

NOTES

1. Carreno J. et Hayot A., « Immigration, centralité et rénovation urbaine à Marseille », *Sociologie du Sud-Est*, 2-3, Aix-en-Provence, 1974.

2. Cf. l'étude « Accueil et service aux personnes âgées », élaborée en 1987, qui montre que 30 % de ces personnes âgées vivent dans Belsunce depuis plus de 40 ans.

3. Ainsi le surpeuplement touche-t-il à 50 % les ménages étrangers contre 17 % de ménages français.

4. Cf. « Enquêtes économiques et sociales », SOMICA, 1980 ; Etudes SOMICA Hôtels meublés 1984 et ALPIL SOMICA, 1986.

5. *Op. cit.*

6. Société marseillaise mixte communale d'aménagement et d'équipement.

7. Notamment la faculté des Sciences économiques, l'Hôtel de région et le futur Centre des congrès.

8. Voir notamment : *Le Monde* du 20-02-87 (supplément consacré à Marseille), les propos du directeur de la SOMICA ; *Le Provençal* du 7-1-88, « Le marché maghrébin en chute libre ».

9. Enquête SOMICA, établie en fin 1986, concernant les logements.

LA CASBAH D'ALGER ENTRE REHABILITATION ET REANIMATION

La Casbah an 2000

Djaffar LESBET

*A la mémoire de Turgul Akçura * et S'maïn Saoudi **. Ils auraient aimé survivre à la réhabilitation de la Casbah à laquelle ils ont œuvré avec passion.*

La Casbah est l'un des plus anciens et importants centres urbains algériens. Elle a été durant des siècles le berceau du mode de vie local qui, bien que connu et reconnu, ne fut que peu ou pas décrit jusqu'à un passé proche ; brutalement mise à l'écart, depuis l'indépendance, elle est aujourd'hui menacée par l'oubli. Son architecture, un de ses principaux supports, est en passe de disparaître dans une insouciance inquiétante.

Quelle est la situation actuellement (octobre 1987) ?

Au-delà des descriptifs encensés ou critiques des actions en cours, il est urgent de s'interroger sur ce qu'il faudrait entreprendre pour tenter de sauver ce qui reste ; c'est à ces questions que nous avons choisi d'apporter une contribution. Nous tenterons d'esquisser le contexte particulier qui enserme les actions de réhabilitation. Puis nous évoquerons brièvement les vicissitudes de l'histoire et des mœurs qui ont façonné l'image de la ville. Nous expliquerons ensuite les différentes tentatives de sauvegarde à partir des manques et dysfonctionnements

* Architecte turc consultant UNESCO.

** Directeur de l'Entreprise communale de la wilaya d'Alger.

observés. Nous formulerons des propositions pour (re)concilier les habitants de la Casbah avec leur environnement et rétablir le climat de confiance nécessaire entre eux et les institutions afin qu'ils mènent ensemble le programme de réhabilitation de la dernière heure, avant l'an 2000.

Un contexte particulier

Le projet de sauvegarde de la Casbah bénéficie des conditions matérielles idéales pour une mise en œuvre rapide ; pourtant l'évolution de la situation ne laisse entrevoir aucune amélioration notable. Partant de ce constat, nous exposerons quelques éléments de réponse et en même temps suggérerons un plan d'action qui prendrait en compte l'ensemble des moyens disponibles, souvent négligés ou peu sollicités.

Les arguments en faveur de la réhabilitation sont nombreux. Ils ont suscité bien des études soulignant l'intérêt et l'originalité de la ville. Les administrations de tutelle ont toutes été régulièrement informées des conclusions des chercheurs et experts nommés pour la circonstance. Les organismes internationaux ont également été invités à prendre une part active à la sauvegarde de la Casbah, mais leurs nombreuses recommandations n'ont pas été suivies d'effet. Pourquoi ?

En effet, comment expliquer la lente disparition de cette cité unique, alors que la nécessité de la réhabiliter est une évidence admise par les plus hautes instances du pays, qui ont accordé les moyens financiers à chaque fois que les circonstances l'ont exigé ? Par ailleurs, on note l'absence des éléments perturbateurs classiques (banquiers, promoteurs, etc.) qui transforment les anciens noyaux urbains en zone de haute spéculation immobilière. Les terrains libérés par les démolitions ne font pas l'objet de transactions foncières. Ils deviennent de véritables déchets urbains, des réceptacles d'ordures.

La Casbah fait partie d'une ville dont la croissance est imprévisible et jusque-là peu maîtrisée. Le développement d'Alger a souvent démenti les prophéties des spécialistes les plus avertis. Un an après la célébration du centenaire de la colonisation (1931), Le Corbusier s'inquiétait des conséquences fâcheuses qu'entraînerait une croissance rapide d'Alger :

« Si Alger gagne 100 ou 200 000 habitants où les logera-t-elle ? » Un doublement de la population lui faisait craindre le pire. A l'époque, la ville comptait 246 061 habitants. Un demi-siècle plus tard, sa population a été multipliée par dix. Le pire a-t-il raté le rendez-vous ou est-il si présent qu'il est devenu invisible ? Alger absorbe difficilement le flux des populations qui s'y déversent. Elle ressent de plus en plus durement les effets conjugués d'un accroissement démographique, parmi les plus élevés du monde, d'un vieillissement prématuré du parc logement, dû au manque d'entretien et à une suroccupation critique alimentant une crise du logement aiguë. Par ailleurs, le premier noyau urbain n'a pu résister longtemps à la perte de ses habitants originaires.

La Casbah agonise, les thérapeutes se relaient, leurs diagnostics se recourent, des ordonnances similaires s'entassent sur les bureaux des différentes tutelles administratives, le mal, imperturbable, continue à ronger, sans être inquiété, les restes de cette unique mémoire urbaine. Quels sont les éléments de blocage qui empêchent la mise en application des différentes propositions ? Est-ce uniquement un manque d'expérience en matière de sauvegarde ? Traduisent-ils l'absence d'une volonté réelle de réhabiliter cet ancien foyer de subversion et de résistance ? Et, dans cette hypothèse, les multiples études, toujours recommencées, ne seraient en fait que les alibis de discours contradictoires.

La remise à neuf d'une ancienne cité, l'actualisation de l'histoire d'une architecture, supports d'une culture vivante et d'une personnalité affirmée, sont l'aboutissement d'un processus urbanistique global. Quelle est la place d'une réhabilitation de la Casbah dans la confusion urbaine qui règne sur l'Alger d'aujourd'hui ? Nous savons qu'il est vain de s'acharner sur une métastase en dehors du reste du corps urbain, même si elle apparaît sur la partie la plus représentative et la plus signifiante de la capitale.

Il ne s'agit point de sauver quelques belles maisons dans un quartier vétuste, comme on a tendance à le répéter maintenant que la Casbah est dévastée ; la cité dans son ensemble doit être sauvegardée. Son histoire lointaine et proche plaide pour le maintien de ce témoin privilégié dans la ville de demain.

Une cité légitimante

La ville d'Alger (la Casbah) a été la porte d'accès de l'occupation de l'ensemble du pays. Elle sera, 130 ans plus tard, le dernier port d'où repartiront vers la métropole les derniers colons. Comme jadis le ralliement de la Casbah a été déterminant pour l'installation du nouveau pouvoir. C'est dire le rôle symbolique que revêt la Casbah dans l'histoire du pays ; pourtant, une fois l'indépendance retrouvée, elle ne bénéficiera pas de l'attention qu'elle était en droit d'attendre. La Casbah continue à être perçue comme un espace « exotique » sans plus. Les édifices classés par l'administration coloniale ont vu leur état de grâce se prolonger. Ils ont, pour la plupart, conservé leur fonction antérieure et on continue à leur témoigner les mêmes égards. Finalement, la Casbah est toujours regardée avec les yeux de l'autre. Elle demeure un espace de résistance souvent craint mais pas toujours respecté. Paradoxalement, sa capacité de lutte et son potentiel de résistance d'hier incitent à son affaiblissement aujourd'hui, fût-ce au prix de sa disparition.

Cette représentation chimérique oriente les projets des décideurs et décourage les nouveaux occupants, alors que la Casbah a été, entre-temps, presque entièrement vidée de son contenu, donc de l'essentiel de sa puissance mythique.

Un réceptacle urbain

L'indépendance du pays se traduit également par une déstabilisation de l'ancienne cité. Le départ massif des familles originaires, qui l'aimaient et savaient l'entretenir, à la recherche d'un logement plus vaste², lui cause le plus grand préjudice. Ces départs, loin de permettre la dédensification nécessaire des maisons, vont au contraire laisser libre accès à une partie des ruraux chassés des campagnes et attirés par les lumières de la capitale. Les palais et maisons squatterisés³ cèderont sous le poids du nombre. Ces substitutions de populations ont fait de la Casbah un espace de transition alors qu'elle était celui de la permanence et de l'urbanité durant des générations. La Casbah finit par n'être plus que le reflet des conditions économiques précaires de ces nouveaux occupants. Il s'ensuit une accélération de la vétusté du cadre bâti.

Réhabilitations inestimables

Depuis l'indépendance, près d'un millier de maisons se sont effondrées ou ont été démolies. Il ne restait plus que 1 700 maisons, dont 1 200 seulement antérieures à l'occupation française⁴. En 1987, un millier de maisons sont encore debout et habitées. Parmi elles, environ un tiers est insalubre, le deuxième tiers menace de tomber en ruine ; le reste se compose de maisons bien entretenues ou dans un état d'habitabilité acceptable⁵.

De nombreuses études expliquent en détail les causes techniques de dégradation des deux premiers tiers, mais on ne sait toujours pas comment le troisième a été maintenu en bon état. Nous pensons que la compréhension du mode de fonctionnement et du système de maintenance en vigueur autrefois permettraient d'expliquer, au moins en partie, la dégradation accélérée des maisons.

Dans la période 1970-1986, l'Etat a attribué effectivement près de 2 000 logements aux divers sinistrés de la Casbah (officiellement beaucoup plus) mais sans que ces transferts de population, massifs parfois, aboutissent à la dédensification souhaitée ou permettent le lancement des opérations programmées.

Selon les dernières données (1980) la Casbah *intra muros* abrite 70 000 personnes⁶, soit une population près de deux fois plus importante que celle constatée en 1830⁷, alors qu'il reste trois fois moins de maisons. La Casbah est suroccupée. On dépasse les 4 000 habitants à l'hectare dans certains îlots⁸.

Aux différentes actions engagées, le plus souvent inachevées, qui ont déjà coûté 156 030 824 DA⁹, s'ajoutent les 771 200 dollars US de la contribution UNESCO/PNUD. Ces financements ont servi à rénover à peine une vingtaine de maisons et à mener des actions ponctuelles et disparates.

Pompiers - urbanistes

Les plans d'actions d'urgence se succèdent et finissent par se ressembler tant ils résultent pratiquement tous d'un processus et d'un besoin identiques : faire face à une situation critique en présentant au pied levé un projet chiffré. Cette procédure se déroule chaque fois suivant un scénario semblable : un accident grave, après l'effondrement d'une maison, risque d'être à l'origine de troubles réels ou potentiels, d'où la nécessité d'un plan d'action. Mais pour éviter toute contestation et remise en cause de cette démarche par les techniciens de l'Atelier-Casbah chargé en principe de la réhabilitation, on crée une équipe *ad hoc* composée de techniciens, souvent étrangers au projet (au sens propre et figuré). On l'installe dans un endroit isolé du reste, avec mission expresse de confectionner un plan d'action dont la perspective n'est autre que la production d'un document et d'une série de planches coloriées pour meubler les panneaux d'une exposition qu'on veut la plus convaincante possible à l'intention des plus hautes autorités. L'objectif est de les sécuriser et les satisfaire. Une fois le calme revenu à la Casbah et dans les bureaux, les « techniciens-pompiers » sont de nouveau dispersés. Pour ce qui est des documents graphiques produits, ils regagnent les archives et disparaissent pour la plupart.

Le plan d'action s'avère peu opérationnel. L'Atelier-Casbah, jusque-là maintenu à l'écart, héritera du tout, c'est-à-dire d'un projet illusoire, d'un budget réel, de retombées complexes de techniciens locaux découragés.

Démolitions et rétributions

Aujourd'hui, on peut dire que plus l'engagement de l'Etat s'accroît, moins les habitants s'intéressent au sort de leurs maisons. Des occupants peu scrupuleux ont fait naître et développer des pratiques dangereuses, accréditant l'idée que l'amélioration de leurs conditions de logement passe par la dégradation progressive de la maison qu'ils occupent. Paradoxalement, seules les démolitions ont donné des résultats « positifs » pour les populations en transit à la Casbah : elles ont obtenu des appartements. De même, toutes les familles qui ont pris conscience du chantage qu'elles pouvaient exercer sur les institutions n'hésitent plus à baser leur espoir de relogement sur la destruction de la maison. Les victimes de ces « accidents » paieront parfois de leur vie l'attribution de logement aux rescapés devenus des « sinistrés ». Les interventions extérieures qui s'ensuivent cherchent surtout à éviter les troubles sociaux qui en résultent. Mais en engendrant des réactions ponctuelles contre un processus continu qu'elles ne maîtrisent pas, elles créent des liens entre les séquences d'un scénario devenu classique :

- a) dégradation progressive du cadre bâti ;
- b) effondrement de la bâtisse ;

c) relogement des occupants de toutes les maisons où il y a eu une victime souvent indépendamment de la liste des priorités établies par l'Atelier-Casbah.

Ce processus donne objectivement une prime à la démolition d'un secteur qu'on veut sauvegarder, pénalise les familles qui continuent malgré tout à entretenir leurs maisons surchargées (par accroissement naturel). Ces familles se voient *condamnées à la promiscuité perpétuelle justement parce qu'elles entretiennent leurs maisons.*

Les relogements prioritaires ne devraient être accordés qu'aux familles vivant en surnombre dans une maison parfaitement entretenue. Il faut à tout prix que *la dégradation des maisons cesse d'être payante.*

Le récent effondrement de maisons (rue N'Fissa en mars 1986)¹⁰ a de nouveau apporté une confirmation à la performance du cycle infernal qui s'est mis en place au fil des ans.

Toujours plus

Le dernier plan d'action approuvé en conseil des ministres prévoyait mille à douze cents logements par an pour garantir la dédensification et la maîtrise des opérations. Il évaluait à 1 500 000 000 DA le budget de réhabilitation de la Casbah, soit environ 1 500 000 DA par maison. Ceci dans *la perspective où l'Etat prendrait seul en charge la réhabilitation.* Mais ce plan d'action ne donne aucune indication sur les futurs bénéficiaires de maisons si dispendieuses. Les coûts sont largement sous-évalués. Ils partent d'estimations théoriques et font abstraction des lenteurs de terrain (difficultés). Le dernier programme, dit des 58 bâtisses, auquel l'UNESCO est associée, oppose des coûts plus élevés à partir de cas concrets. En effet, il signale que la remise en état des 20 premières maisons consommerait l'ensemble du budget alloué pour les 58 bâtisses, ce qui mettrait le mètre carré réhabilité à 10 900 DA. Le coût des démolitions est également excessif¹¹.

La démolition d'une bâtisse est payée 600 000 DA¹². La réhabilitation d'une maison est évaluée à 1 919 000 DA (coût théorique, non compris les réévaluations habituelles), tarif excluant presque tous les propriétaires actuels, alors qu'on peut restaurer avec beaucoup moins. A titre d'exemple, la réhabilitation du cimetière des deux princesses a été estimée à 1 000 000 DA. Or, une visite sur les lieux nous a permis de constater que les habitants du quartier avaient entrepris sa réhabilitation et remis en même temps à neuf la petite mosquée attenante. Coût de l'opération : 9 000 DA. Cet exemple montre que des propriétaires et des habitants de la Casbah souhaitent effectivement prendre part à la réhabilitation de leurs maisons, de leur quartier, de leur lieu de vie. Mais, pour l'instant, ils sont maintenus à l'écart¹³. Or, de nombreux exemples dans le monde attestent des échecs répétés de toutes les opérations de réhabilitation ou de restauration de maisons qui ont exclu les habitants des projets.

Jusqu'à maintenant, les sommes engagées ont surtout financé une surabondance d'études souvent inachevées et parfois inexploitées. Les données recueillies ont, avec le temps, perdu beaucoup de leur pertinence et sont donc peu fiables. Elles permettent toutefois d'avoir des informations sur les différentes formes de vétusté et de disposer d'une série de données chiffrées et graphiques sur l'évolution de la Casbah. Par ailleurs, ces nombreuses approches répétées ont permis à certains techniciens algériens de parfaire leurs connaissances¹⁴ des problèmes que pose la réhabilitation d'un patrimoine architectural habité dans un pays en développement, de se confronter à une administration de tutelle et à un environnement politique plus familiarisés à la réalisation de grands ensembles, ignorants et peu sensibles aux questions de sauvegarde.

Les maigres résultats enregistrés à ce jour accréditent l'idée que la Casbah est un gouffre financier. Les deniers de l'Etat ont été dilapidés dans les règles de l'art avec une déférence scrupuleuse pour les circulaires en vigueur. C'est ainsi que personne n'est totalement responsable de l'état critique actuel.

Cette situation de blocage, résultat de la dilution des responsabilités, a souligné la nécessité de créer un office unique chargé de la réhabilitation de la Casbah. On le doterait de l'essentiel des pouvoirs jusque-là éclatés entre les différentes administrations de tutelle¹⁵.

Exemple à méditer et à éviter

En 1980, les habitants de la ville d'El Chlef ont été victimes d'un tremblement de terre ; les sinistrés de la Casbah sont victimes de l'immobilisme administratif et technique qui frappe régulièrement cette partie de la capitale. Mais ces deux catastrophes nationales n'ont pas eu les mêmes répercussions sur le fonctionnement des institutions. Si la première a été à l'origine de leur modification en profondeur, la seconde ne produit pas encore d'effet. Ainsi les phénomènes (accidentels) semblent avoir plus d'effet sur l'adaptation des rouages administratifs que les projets programmés.

En effet, si les maisons préfabriquées, importées massivement pour la circonstance, ont permis de reloger en un temps record tous les sans-abri de la catastrophe d'El Chlef¹⁶, cela n'est certainement pas dû à une simplification du système de montage, mais plutôt à l'installation au milieu des décombres, des services des douanes. Ceux-ci procédaient au dédouanement *in situ*. Eux d'ordinaire si pointilleux ont alors accéléré les procédures, leur interprétation de la législation en vigueur leur étant dictée par la volonté d'abréger le plus rapidement possible les souffrances dont ils étaient quotidiennement les témoins. Cette performance n'aurait jamais été réalisée si le dédouanement des maisons avait suivi les circuits coutumiers à partir d'Alger.

Par ailleurs, l'incertitude qui plane sur le devenir de la Casbah est constamment renforcée par les effondrements et les démolitions de

maisons. Les actions souvent inachevées et parfois contradictoires qu'illustre le quartier de Zoudj-Aïoune dit Lalahoum, entretiennent le doute. En 1982, on a décidé de raser ce quartier (70 maisons furent détruites) après qu'on ait entamé leur réhabilitation. Actuellement encore, seuls le tombeau de Sidi Hellal et une maison dont les propriétaires ont refusé de quitter les lieux restent debout au milieu des décombres, entourés d'engins.

Le laisser-pourrir et la détérioration passive ou active des maisons rendent le rythme des démolitions plus rapide que les rouages administratifs, d'où la nécessité de reconsidérer leur fonctionnement.

Etre proche, physiquement, des problèmes, rend souvent plus sensible, permet de les évaluer dans leur contexte particulier. Il arrive même que des techniciens abandonnent leur poste lorsqu'ils sont confrontés à l'inadaptation du système en vigueur.

Les changements continuent

L'Office d'Intervention et de Régulation d'Opération d'Aménagement sur la Casbah d'Alger (O.F.I.R.A.C.) est né¹⁷ après vingt années de tergiversations. Ce nouvel instrument d'intervention devrait être apprécié à sa capacité de traiter sur place l'ensemble des questions en suspens (humaines, économiques, juridiques, techniques, etc.) résultant des différentes tentatives de réhabilitation, celles-ci exigeant des initiatives suivies de décisions rapides et de propositions de solutions au cas par cas. La direction de l'Office n'a cependant pas été confiée à un cadre expérimenté et déjà en place, mais à une personne étrangère aux problèmes que pose la réhabilitation de la Casbah. Pour remédier à ce défaut et « homogénéiser les connaissances », on a procédé à une valse des anciens et engagé un nouveau staf de direction. La première action a été l'occupation et la transformation d'un ancien palais (Dar El Hamra), situé dans la basse Casbah, en bureaux pour installer la nouvelle direction générale avec un organigramme nouveau et plus sophistiqué que les précédents, augmentant ainsi l'écart entre les bureaux et les tables à dessin. Les autres services continuent de gérer à distance une situation qui ne se règle qu'au corps à corps.

Ainsi ont été à nouveau rassemblés tous les éléments de blocage qui ont conduit l'O.F.I.R.A.C. à suivre le chemin maintes fois parcouru par les nombreuses directions qui ont précédé, sans atteindre l'objectif fixé. L'Office n'est, pour l'instant, qu'une variante supplémentaire dans un processus continu. Son statut lui donne pourtant les moyens d'agir autrement¹⁸.

Réhabilitation par le vide

A la démolition de cent maisons prévue en 1983 succède le plan de destruction de deux cents bâtisses en 1985¹⁹. « Au plan de l'O.F.I.R.A.C. figurent comme principales perspectives : la démolition totale ou partielle d'un premier lot de 100 bâtisses puis d'un second de 210 autres ... le percement de trois pénétrantes carrossables, la sauvegarde du Bastion 23 et de la Citadelle »²⁰. L'exécution de ce programme signifie l'arrêt de mort de la Casbah en tant que lieu vivant. C'est la sauvegarde de quelques vestiges éparpillés sur un site totalement désarticulé et démuní de toute cohérence : ainsi on préservera des îlots de « culture » dans un environnement sans âme. L'idée, régulièrement avancée, de détruire les maisons vétustes afin de concentrer les efforts sur celles en bon état, est non seulement erronée mais hasardeuse ; cette « théorie » est justement à l'origine de la disparition de Sidi El Houari, noyau historique de la ville d'Oran.

Cet engouement pour les démolitions s'explique aisément : la démarche semble donner entière satisfaction à toutes les parties en présence :

Primo : les démolitions de maisons, programmées ou accidentelles aboutissent aux relogements des familles touchées.

Secundo : elles donnent au bureau d'études et à leur commanditaire, l'impression de faire des « projets » directement opérationnels sans que soit mise à l'épreuve leur capacité réelle de mise en œuvre.

Tertio : elles procurent aux entreprises de démolition de substantiels bénéfices pour exécuter un travail qui ne nécessite ni matériel coûteux ni compétence particulière. Il s'ensuit une déstabilisation des maisons mitoyennes provoquant des effondrements en chaîne.

Quarto : elles sont censées réduire d'autant les troubles sociaux potentiels, en même temps qu'elles libèrent l'accès aux véhicules de sécurité (pompiers, ambulance, police, etc.)²¹.

Cet ensemble d'avantages est obtenu au détriment de la réhabilitation du patrimoine architectural.

Joyeux anniversaire

Les maisons de la Casbah continuent de s'effondrer tranquillement. L'approche du 25^e anniversaire de l'Indépendance a remis la Casbah sous les feux de l'actualité. Afin de redorer son blason, elle a bénéficié d'un programme d'embellissement : badigeon à la chaux des quelques grands axes piétonniers les plus fréquentés. L'accent a été mis sur la rénovation des façades sans trop se préoccuper de ce qu'elles cachent. Parmi les rues retenues, figure la rue Sidi Driss Hamidouche ; celle-ci compte encore une centaine de maisons, mais ce lifting superficiel répond aux besoins d'une dizaine d'entre elles seulement. Pour les autres (90 %), ce sont les structures qui sont atteintes. Certaines sont carrément en ruine avec des façades refaites à neuf ; d'autres sont murées. Cette

action d'éclat n'a pas pour autant éclairé les habitants sur les intentions des Pouvoirs publics. On ne supprime pas les causes en fardant leurs effets. Derrière ce décor théâtral, la Casbah s'effrite et agonise. L'aspect positif de cette relance est le nettoyage de certains terrains vagues, servant de dépôts de gravats auxquels se mêlent les ordures ménagères, et leur aménagement en aires de jeux. L'énorme succès que connaissent ces aménagements, si l'on en juge par leurs nombreuses fréquentations, souligne, si besoin est, l'ampleur du manque qui a été partiellement comblé ²².

Les dévastations accidentelles ou organisées ont abouti à un tri douloureux. Les maisons encore debout le sont grâce à l'entretien que leur apportent les occupants, mais elles restent menacées à terme si la situation actuelle devait se prolonger. Les démolitions de maisons mitoyennes les affaiblissent constamment. Or, deux ans après sa création, l'O.F.I.R.A.C. n'est toujours pas en mesure de certifier à un propriétaire désirant réhabiliter sa maison, son maintien sur place par l'engagement de réhabiliter les maisons mitoyennes en mauvais état ²³.

Une analyse de l'évolution des terrains vagues le montre aisément. (Voir cartes 1, 2).

Le vieil adage « la nature n'aime pas le vide » reçoit un cinglant démenti à la Casbah. Aujourd'hui, peuvent encore être sauvées 400 maisons environ en bon état. Mais, partant de ces racines encore vivantes, il est possible d'envisager une nouvelle typologie prenant en compte le passé et le conciliant avec les besoins de l'homme d'aujourd'hui, sans que la rupture entre « l'ancien » et le « nouveau » soit totale. Une transition reste à trouver pour assurer la continuité et la lisibilité de l'espace. Les réalisations de F. Pouillon et de L. Claro restent les meilleurs exemples réalisés à ce jour. Ils montrent ce qui est faisable avec des matériaux de récupération et en s'appuyant sur le potentiel local.

La Casbah n'a pas été faite en un jour, ni planifiée en tant qu'ensemble. Elle est le résultat d'un pragmatisme pluricentenaire. L'important est de garder la même histoire et le même style pour écrire le récit, tout en continuant le texte de ce merveilleux tissu urbain.

Une simple analyse révèle que les maisons ont évolué au fil du temps et que chacune porte en elle (dans sa chair) les signes de l'évolution technique et les traces de « nouveaux » matériaux, mais toutes conservent la même typologie et l'expression identique qui font le charme et l'originalité des maisons de la Casbah.

Programme de (re)conciliation

Les discussions avec les techniciens de terrain et surtout avec les habitants désireux de rester ou de revenir habiter la Casbah nous ont conduits à formuler un certain nombre d'actions prioritaires, faisant participer les habitants aux programmes de réhabilitation de leur maison,

et permettant à l'Etat de se désengager progressivement des interventions légères. Les mesures préconisées appuient certains projets en cours. L'ordre de présentation ne traduit pas forcément les urgences. Ces actions sont concomitantes :

1) Le contenu et l'issue des programmes de réhabilitation doivent cesser d'être un secret. Il faut tout mettre en œuvre pour atténuer, voire supprimer les systèmes qui ont toujours maintenu les habitants de la Casbah « hors jeu ». Ils sont les premiers intéressés. D'où la nécessité de rendre *l'information disponible et surtout accessible au plus grand nombre*.

Des techniciens spécialement dévoués à la réhabilitation de la Casbah, actuellement hors circuit, sont prêts à reprendre part à la mise en œuvre d'un projet ayant des *finalités bien déterminées*.

2) Mise en service des fontaines publiques et des bouches d'incendie pour faciliter le nettoyage quotidien des quartiers. D'autant plus qu'il existe un avant-projet de V.R.D. qu'il suffit d'actualiser.

3) Remise en état du système d'éclairage public. Effacer la peur que l'obscurité fait naître chaque soir dans les rues de la Casbah.

4) Etude du fonctionnement des maisons en bon état afin de vulgariser leur système d'entretien aux autres maisons ; favoriser la relance du badigeonnage bi-annuel des maisons.

5) Octroi de prêts conventionnés ou autres formes de subventions pour inciter les familles propriétaires ou locataires à prendre des initiatives et entreprendre des réparations légères.

Les coûts excessifs des réhabilitations des maisons et la baisse énorme des revenus pétroliers font qu'actuellement l'Algérie vit à l'heure de l'austérité. En raison d'autres urgences, l'Etat ne dispose plus des capacités financières suffisantes pour prendre en charge la sauvegarde de l'ensemble de la Casbah. La suroccupation des maisons est la plus élevée de la ville ; on ne peut donc garantir le maintien de toute la population sur place. *Au moins un habitant sur deux devra quitter la Casbah* pour qu'elle retrouve un taux d'occupation acceptable. Cet ensemble de contraintes fait qu'il est illusoire d'envisager la réhabilitation sans l'appui des propriétaires occupants ou des futurs bénéficiaires des maisons.

6) Installation d'antenne d'assistance technique pour conseiller les matériaux à utiliser et assurer la conformité et la qualité des prestations.

7) Mise en place de dépôts de vente de matériaux de construction et de chaux sur les actuels terrains vagues.

8) Procéder au lancement d'une vaste opération de nettoyage de tous les terrains vagues, et mettre provisoirement à la disposition des quartiers les espaces libérés des ordures et des gravats qui les encomrent depuis plusieurs années²⁴. La négligence renforce aux yeux des habitants l'idée qu'ils sont hors des préoccupations des Pouvoirs publics.

9) Consolidation des maisons mitoyennes d'une parcelle vide, et transformation de ces espaces vides en lieu de récupération de matériaux (rondin de tuya, brique de terre cuite, carrelage, porte ancienne, etc.)

provenant des démolitions en cours, pour alimenter les chantiers de réhabilitation.

10) Installer dans les premières maisons réhabilitées à l'intérieur de la Casbah, les services publics concernés avec délégation de pouvoirs de tous les ministères qui ont ou auront à traiter directement ou indirectement de décisions touchant à la réhabilitation et au devenir de la Casbah (par exemple S.O.N.E.L.G.A.Z., Service des Eaux, « boutique » de droit, etc.).

Les déplacements de ces services ne seront durables que pour ceux qui ont à gérer sur le long terme des projets spécifiques à durée déterminée, et seulement pour les opérations sectorielles qui contribuent à mettre en valeur le site.

Au terme de cette phase urgente et prioritaire comme pour El-Chlef, le devenir de ces services est de réintégrer leur administration d'origine.

11) Création d'un fonds de soutien pour favoriser l'installation d'artisans dans les locaux disponibles. Cela aiderait à relancer les techniques de décoration de céramique, de sculptures sur bois, sur plâtre, et faciliterait la réfection des boiseries intérieures (portes, balustrades, rampes d'escalier, etc.).

Certains vieux artisans sont disposés à transmettre gracieusement leur savoir-faire à des jeunes qui prendraient le relais pour que se perpétue leur art. Les apprentis seraient d'autant plus intéressés qu'on leur donnerait une formation professionnelle en même temps qu'on leur assurerait un marché en plein essor²⁵. Les nombreux terrains vagues et boutiques des maisons réhabilitées accueilleront les premiers ateliers. L'importance des travaux engagés et les besoins croissants en main-d'œuvre qualifiée exigent le renforcement du potentiel local en artisans familiarisés avec les techniques de construction utilisées à la Casbah.

12) Mise en place d'un système d'échange inter-maghrébin en usant des mêmes circuits qui permettent de faire venir des invités de marque et de haut niveau, mais dont les rapports et les recommandations restent souvent théoriques, ne pouvant être mis en œuvre dans les règles de l'art. Les artisans *maalem* des pays voisins, culturellement proches, pourront dispenser un savoir-faire qui est en régression continue en Algérie. Ces corporations aujourd'hui peu sollicitées risquent de disparaître ; les débouchés que leur procure la Casbah, dans un premier temps, les feront renaître, et les besoins des autres villes par la suite, leur offriront un marché à très long terme, leur assurant la pérennité, ceci parallèlement et en complément du chantier-école prévu dans le cadre des échanges avec l'UNESCO.

13) Développement des commerces et implantation de services liés au quartier, car il est indispensable que la Casbah retrouve sa fonction économique.

14) Soulager toutes les maisons de leurs surcharges humaines et matérielles (suroccupation et constructions illicites sur les terrasses).

15) Révision du plan de démolition, programmé en fonction des moyens actuels et à la lumière des nouvelles perspectives d'action. *La réhabili-*

tation de la Casbah consiste à *garder le plus grand nombre possible de maisons, la destruction doit être exceptionnelle*. Elle ne peut en aucun cas être utilisée comme un moyen facile pour éliminer les problèmes techniques qui se posent et encore moins pour prévenir des troubles sociaux. Ce procédé, nous l'avons vu, est dangereux.

16) Faire cesser les injonctions extérieures qui ont tout juste réussi à créer l'unanimité entre ceux qui veulent rester et entretenir leurs maisons et ceux qui laissent pourrir la situation. Il est primordial de casser cette alliance contre nature. Mettre en place, parallèlement, un système permettant de récompenser les efforts des premiers tout en faisant supporter aux seconds les conséquences de leurs actes. La rupture de l'union de ces forces opposées encouragera les initiatives des familles qui œuvrent pour assurer la pérennité de la Casbah.

Ces mesures sont urgentes.

17) Les autorisations de démolition ne doivent être accordées que pour les maisons effectivement irrécupérables et cela après la remise d'un dossier complet contenant les relevés exhaustifs de la maison (plans, coupes, façades, boiseries, décoration, porte, etc.) accompagné d'un album photos, d'un descriptif des matériaux utilisés et de leur état avec la liste de ceux pouvant être récupérés. Ces archives permettront de reconstituer ultérieurement la totalité ou une partie de ce qui n'a pu être sauvé aujourd'hui.

18) Mise en place d'une trésorerie avec un budget plafonné et autonome à même de permettre de lancer rapidement un projet. L'urgence de la situation implique que les services administratifs suivent le rythme des chantiers et non l'inverse.

La volonté d'agir des habitants et des techniciens pour résoudre un problème urgent doit bénéficier d'un soutien financier immédiat. Les circonstances à l'origine de l'initiative risquent de ne plus être réunies lorsque l'autorisation d'agir tarde. On a souvent vu des maisons disparaître entre l'inscription au programme et le début des travaux.

L'avancement de ce programme d'ensemble a pour objectif la réhabilitation de l'environnement de la Casbah parallèlement à la sauvegarde des maisons. Une atmosphère favorable doit accompagner les actions quotidiennes. Il est difficile de croire à des actes lorsque ceux-ci s'accomplissent dans un milieu particulièrement hostile, en dégradation constante, et qui rassemble en permanence tous les signes visibles d'abandon et de démission de la majeure partie des habitants et des services publics.

La Casbah en 2000

Le dernier schéma d'aménagement (en cours) aboutira à de profondes mutilations de certains quartiers et à la disparition d'autres.

Qu'est-ce que la Casbah sans El-Djebel où Sidi Ramdan, la plus ancienne mosquée de la ville restera seule, sur un promontoir dominant la rue Barberousse devenue voie carrossable. Le Zoudj Aïoun sera une

appellation sans support physique, sans image, une onomatopée que Sidi Hellal et la mosquée Ali Bitchine se renvoient en écho. Sousstrara et El Hammamat seront profondément mutilées. Ali Medfaa perdra la moitié de ses maisons sans avoir livré une bataille. Souiquia, quartier si animé, chargé de souvenirs de toutes les jeunes mariées d'Alger, n'évoquera plus rien pour personne. Ce sera un lieu de désolation. Djamâa Sidi M'Hamed Chérif et Djamâa Safir trôneront au milieu de décombres. Bab Ejdid deviendra méconnaissable. Aïn Mezaouqa ne sera plus là. El Koudia, Aouinet Erroumia, Cahouet El Ariche, Nedjma, etc. tomberont dans l'anonymat. C'est l'ensemble de la Casbah qui va disparaître.

Cette situation apocalyptique est devant nous. Elle sera au rendez-vous de la fin du siècle... dans douze ans. Le nécessaire maintien de la Casbah ne relève pas d'une démarche passéiste ni d'un élan de nostalgie. Lorsqu'on regarde ce qui se fait à Alger par rapport à ce qui se défait, force est de constater que la Casbah offre en alternative à la capitale sa palette architecturale ; elle correspond le mieux au(x) mode(s) de vie local, apporte les meilleures réponses au climat, et son urbanisme s'adapte parfaitement à un site particulièrement accidenté.

Certaines « copies » d'hier (la maison du centenaire par exemple) sont entrées dans le patrimoine d'aujourd'hui. C'est pourquoi en réhabilitant les monuments de la Casbah et en rénovant ses maisons, on participe à l'édification du patrimoine de demain.

La Casbah pour qui ?

Une fois le processus inversé, la réhabilitation bien enclenchée, la Casbah sera de nouveau digne d'intérêt. C'est dès maintenant qu'il faudrait prévoir la mise en place d'un dispositif ; par exemple, désignation d'un comité chargé de prendre des mesures de blocage des transactions foncières, de gel des prix, droit de préemption, etc., qui empêcherait la spéculation et éviterait que la Casbah ne devienne la ville des seuls nantis après avoir été un réceptacle d'exclus. Les servitudes qui frapperaient les maisons seraient autant de freins à la spéculation ; c'est un pari difficile, mais qu'il faudrait tenir. La Casbah doit retrouver ses familles aisées et celles aux revenus plus modestes. Elles ont toutes et toujours empli ses maisons, animé ses terrasses, ses rues et ses cafés.

La participation des habitants à la sauvegarde de leur maison doit être stimulée par la perspective d'un meilleur cadre de vie à l'intérieur ou hors de celle-ci. Le relogement doit être une prime à l'entretien.

Pour cela, il faudrait faire un diagnostic des maisons vétustes à l'aide des données existantes, si elles sont encore fiables, repérer celles nécessitant une intervention lourde excédant les capacités des occupants. Estimer celles dont l'état de dégradation présente un danger imminent pour les habitants et procéder à leur évacuation. Les ménages qui doivent être déplacés ne bénéficieraient plus d'un relogement prioritaire

et automatique. Cette nouvelle démarche devrait apparaître, sans ambiguïté, comme une action de sauvegarde des maisons et non plus être une variante supplémentaire d'attribution de logement.

a) Concernant les maisons suroccupées et dont les réparations peuvent être entreprises par les occupants, prendre l'engagement d'une dédensification mais seulement lorsque les services techniques chargés de la réhabilitation estiment que les travaux ont été exécutés dans les règles de l'art et que la maison est de nouveau en bon état. Les pièces libérées bénéficieraient aux familles ayant souhaité rester sur place. Les candidats au départ auraient un logement hors de la Casbah en récompense à leur participation à la sauvegarde de la maison. (Les premiers gagnent de l'espace et les seconds un appartement.)

Dès lors, il faudrait envisager un système efficace qui empêche tout nouveau fractionnement de la maison. Par exemple, un organisme de gestion aurait l'usufruit perpétuel des pièces libérées. Celles-ci ne pourraient désormais être mises sur le marché locatif sans son accord. Cette servitude contraindrait toutes les maisons ainsi « aidées » à retrouver un taux d'occupation acceptable. On peut également envisager la mise en place, pour les maisons situées en zone sauvegardée, d'une taxe d'habitation qui serait proportionnelle au nombre de ménages résidents ²⁶.

b) La maison qui continue à se dégrader serait proposée à une ou plusieurs familles (suivant la capacité d'accueil) habitant dans ou hors de la Casbah, qui s'engagerait à la réhabiliter en respectant le cahier des charges que l'organisme aura établi (mêmes conditions que dans le premier cas). Les occupants qui ont laissé volontairement leur maison se dégrader dans l'espoir de bénéficier d'un logement de l'Etat seront désormais expulsés de la Casbah ²⁷.

Désormais, l'Etat distribuerait moins de logements, l'attribution serait plus juste, permettrait la sauvegarde d'un plus grand nombre de maisons et surtout cela lui donnerait les moyens de maîtriser l'évolution de la situation alors que jusqu'à maintenant, il n'a fait que la subir. Les actions de relogement étaient souvent des réactions ponctuelles et pour la plupart non programmées. La démarche proposée serait moins coûteuse et plus efficace.

Aujourd'hui, la mesure la plus urgente consiste à désamorcer et surtout inverser le processus (consensuel) qui semble s'instaurer : démolition = relogement. Pour que l'organisme chargé de la Casbah soit crédible, efficace et puissant, il faudrait que les mesures qu'il décrète soient incontournables, qu'il puisse disposer des moyens de sa politique, qu'il ait effectivement et exclusivement le pouvoir de désigner le candidat au logement. La commission d'attribution devrait satisfaire toutes les demandes présentées par lui. Cette cohérence est une nécessité vitale pour redonner confiance aux habitants et assurer la réussite du programme.

Le comité *ad hoc* devrait dès les premières réhabilitations tracer le profil des futurs bénéficiaires. La diversité des maisons et leurs différentes capacités permettent effectivement d'avoir des représen-

tants de toutes les catégories sociales qui souhaitent habiter la Casbah en cours de travaux et qui s'engagent à respecter les servitudes propres à une maison réhabilitée. *Les nouveaux loyers devraient permettre d'assurer l'entretien* quotidien, de payer les réparations ponctuelles tout en procurant au propriétaire une rente suffisante pour l'intéresser au devenir de son bien. Hors de cet équilibre économique, les maisons perdent tout intérêt et on retombe inévitablement à nouveau dans le processus qui a engendré la situation actuelle.

Le programme d'action proposé se fonde sur les possibilités locales existantes. Après un début de mise en œuvre et en fonction des premiers résultats obtenus, il faudrait envisager d'autres propositions plus ambitieuses. Les archives de l'Atelier-Casbah regorgent de rapports, recommandations et conventions internationales inappliqués parce qu'on a constamment déconsidéré les capacités réellement disponibles et l'environnement nécessaire à leur mise en œuvre.

Il serait souhaitable et certainement plus profitable à tous, que les experts nationaux et étrangers analysent d'abord le mode de fonctionnement de l'administration locale en matière de réhabilitation, évaluent la place effectivement accordée aux projets en question dont le développement est parmi les priorités du pays, avant d'entreprendre des études longues et coûteuses. Ce sont, en fin de compte, ces prédispositions qui font que les conclusions et les propositions deviennent réalité.

Si on perpétue les simplifications suivies jusqu'ici, la Casbah est inéluctablement vouée à la disparition. Le relogement de sa population sera de plus en plus dramatique, de plus en plus massif et comportera de plus en plus de risques de troubles sociaux. Il faudra alors reloger 60 000 personnes d'un coup et dans les pires conditions ; cela équivaut à la construction d'une ville nouvelle dont le coût serait plus élevé que celui de la Casbah, consommerait une assiette foncière dix fois plus importante, forcément prélevée sur la terre agricole utile ; à tous ces surcoûts, viendrait s'ajouter la perte d'un patrimoine national unique, que ni l'histoire déjà si indulgente, ni les générations futures ne pardonneront. La fin de la Casbah aura des répercussions inévitables sur les autres anciens noyaux urbains du pays.

La Casbah comme tous les autres centres anciens est l'affaire de tous. C'est un moyen efficace pour familiariser, former et sensibiliser les habitants, les techniciens et l'administration aux questions que pose la sauvegarde d'un patrimoine architectural habité par une population démunie. La Casbah est la première étape d'une longue marche vers la réhabilitation de Constantine, Témachine, Gardaïa, Touggourt et autres villes tout aussi rayonnantes.

La Casbah est un exemple qui projettera une lueur d'espoir ou plongera dans le désespoir tous ceux qui, ailleurs, tentent de faire renaître difficilement les fragments d'une architecture algérienne aujourd'hui menacée d'oubli.

Paris, octobre 1987

NOTES

1. Le Corbusier, « Urbanisme de la Ville d'Alger 1931-1934 », in *Œuvres complètes*, Zürich, Editions d'architecture, Artémis, 1964, projet C, p. 176.

2. Sur ce point, cf. Djaffar Lesbet, « Les pièces ou la vie », in *Actes du colloque : Stratégies urbaines dans les pays en voie de développement*, t. II, Paris, L'Harmattan, 1987, pp. 284-312.

3. Pour plus de détails sur cette question, cf. Djaffar Lesbet, *La Casbah d'Alger - Gestion urbaine et vide social*, CNRS-CEGET, 1985. Voir également, « Gestion de salubrité », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 33, mars-avril 1987.

4. Estimation « Plan d'action mai 85 », Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, p. 4.

5. Le dernier « schéma d'aménagement directeur de l'Office d'Intervention et de Régulation d'Opération d'Aménagement sur la Casbah (O.F.I.R.A.C.) », octobre 1986, estime dans l'ensemble à 243 (soit 19 %) le nombre de maisons classées vétusté « A », c'est-à-dire insalubres ou irrécupérables, celles en catégorie « B » représentent 527 maisons (soit 43,3 %), qui sont condamnées à terme et 447 maisons (soit 36,7 %) dans la catégorie « C », nécessitant des travaux de réfection. Il reste encore 466 maisons à recenser (août 1987).

6. Cf. note 4.

7. En 1830 il y avait 40 000 habitants selon Henri Klein, *Feuilles d'El Djazaïr*, Alger, Louis Chaix éditeur, 1932, note 2, p. 30.

8. O.F.I.R.A.C., *op. cit.*, tableau de densité EOO 2 B.

9. 1 dinar algérien = 1,70 franc français environ.

10. Les voisins ont été surpris par la rapidité des « sinistrés ». A peine le mur s'était-il effondré, blessant grièvement deux enfants, que les occupants de la maison étaient dans la rue avec leurs bagages fin prêts pour être évacués... dans un appartement...

11. Evaluation faite à partir du rapport Samir Abdulhac - Dorothee Vauzelles. UNESCO/ ICOMOS, « Revalorisation de la Casbah d'Alger », projet ALG 75/041, p. 8.

12. Estimation Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, juin 1985.

13. Pourtant on a créé une « Association des Amis de la Casbah » depuis le 19 février 1987, mais la non-vulgarisation des statuts ne permet pas de connaître ses objectifs.

14. L'instabilité des effectifs fait que rares sont ceux qui ont eu le temps de mettre en pratique leurs acquis.

15. Pour plus de détails sur cette nécessité cf. Djaffar Lesbet, *La Casbah d'Alger*, *op. cit.*

16. Ville de 155 824 habitants en grande partie détruite par un tremblement de terre le 10 octobre 1980.

17. Cf. décret n° 85-186 du 23-7-1985 paru au *Journal Officiel* de juillet 1985 relatif au statut de l'O.F.I.R.A.C.

18. Par exemple, les terrains vagues peuvent être utilisés pour lancer une promotion immobilière à l'intérieur du tissu ancien, mais hors du cadre chaotique d'aujourd'hui. Soit une source de financement non négligeable qui rendrait l'office partiellement autonome et allègerait les dépenses de l'Etat.

19. « Le plan d'action de mai 85 » accordait 240 000 000 DA pour le financement des chantiers de démolitions prévus pour la période 1986-1988. « Tableau de répartition des crédits du nouveau programme », pages 44 bis.

20. *Algérie Actualité*, n° 1110, 22-26 janvier 1987, p. 4. Selon la carte n° 3, p. 26, c'est l'ensemble de la haute Casbah qui est en état d'urgence.

21. *Algérie Actualité*, *op. cit.*, carte n° 4, p. 28.

22. Les bacs à sable devraient être plus fréquemment changés, sinon ils se transforment lentement en foyers de culture infectieux.

23. L'unité qui devait aider les propriétaires désireux de réhabiliter leurs maisons a traité 26 dossiers en 6 mois, avant d'être dissoute, alors que faire participer les propriétaires à la réhabilitation de leurs maisons allègerait le bureau d'études de l'Etat et permettrait de tester autant de procédés qu'il y a de propriétaires. Le système avec un opérateur unique a plusieurs fois montré les limites de son inefficacité. Une chance de sortir de cette spirale sans fin a été ratée, mais elle reste positive.

24. Nous avons recensé durant le mois de septembre 1986, plus de 100 endroits où les ordures stagnent depuis plus de 48 heures, certains dépôts d'ordures sont là depuis plusieurs années, d'autres ont connu la bataille d'Alger.

25. La mise en place d'un circuit de formation et de production artisanal est une simple ébauche d'idée. Les modalités concrètes de fonctionnement restent à définir. Les premières années de fonctionnement aideraient à formuler d'autres propositions plus pertinentes sur la base d'expériences pratiques. La Casbah doit être considérée comme une école pratique expérimentale.

26. Pour être efficace, cette taxe doit être au moins deux fois plus élevée que le loyer courant. Ainsi une maison surchargée de locataires coûterait au propriétaire plus qu'elle ne lui rapporte.

27. C'est là une mesure extrême, difficilement applicable, mais elle ne peut être contournée en l'état actuel des choses. C'est le prix à payer si on veut enrayer rapidement et définitivement le processus mis en place.



Carte 1 : Situation des démolitions en 1987.
Le temps a eu raison de la Casbah.



Carte 2 : Evolutions des démolitions en l'an 2000.
Avec l'espoir que l'avenir nous donnera tort.

SYSTEME D'HABITAT ET SEGREGATION SOCIALE DANS L'AGGLOMERATION DE TUNIS

Abdelatif BALTAGI

La division sociale de l'espace tunisois apparaît aujourd'hui nettement tranchée. Les écarts entre les secteurs géographiques constitutifs de l'agglomération sont très marqués et se présentent de la manière suivante :

— le Nord de l'agglomération et ses deux banlieues balnéaires (côte nord et côte sud) sont les lieux de résidence privilégiés de la population aisée et d'une partie des couches moyennes. Ces secteurs concentrent en effet plus de 87 % de l'habitat de haut standing de l'agglomération et 55 % de moyen standing ;

— les secteurs « Sud-Ouest » et « Nord-Ouest » sont à mi-chemin entre le moyen standing et l'habitat populaire. Là se concentrent les cités de recasement, les cités ouvrières (79 %) et les quartiers d'habitat spontané (91 %) mais le moyen standing y demeure non négligeable (45 % du total). Le Nord-Ouest se distingue toutefois nettement du lot pour le bas standing, il accueille en effet les plus gros quartiers d'habitat spontané apparus au cours de la décennie soixante-dix ;

— le Centre est dualiste : le Centre-Est correspond à la ville coloniale et accueille une population plutôt aisée proche par ses caractéristiques socio-économiques de celle du Nord, alors que le Centre-Ouest (la Médina et ses faubourgs) est plus proche de l'Ouest et du Sud.

Le clivage Nord-Sud (Nord plutôt riche, Sud plutôt pauvre) est doublé d'un clivage Est-Ouest : l'Est (secteur nord de l'agglomération, les deux côtes nord et sud et centre-est) concentre les standings élevés alors

que l'Ouest de l'agglomération (Nord-Ouest, Ouest, Sud et Centre-Ouest ou Médina) accueille l'essentiel des bas standings.

Le revenu moyen par personne varie du simple au double, l'Est concentrant 50 % des revenus de l'agglomération pour 38 % de la population.

A un niveau plus fin, celui du quartier ou du lotissement, la ségrégation spatiale est parfois même calquée sur les catégories socio-professionnelles.

Ainsi, dans le Nord de l'agglomération, on rencontre une juxtaposition de quartiers habités en majorité par les patrons de médecine (Hilton Nord), un quartier pour enseignants du supérieur (Manar), un quartier pour les juges, etc.

Cette concentration spatiale des « riches » a facilité lors des émeutes du pain en janvier 1984 le choix des cibles des manifestants venant des quartiers pauvres du Nord-Ouest de l'agglomération : le quartier de Manar relativement aisé et qui se trouve dans le secteur nord a été l'objet de la vindicte des émeutiers venant des quartiers d'habitat spontané du secteur limitrophe (le Nord-Ouest).

A cet espace ségrégué sur le plan socio-économique se superpose un espace morphologique caractérisé par des formes et une organisation de l'habitat très différenciées.

Dans les quartiers aisés du Nord de la côte nord et la côte sud, l'habitat pavillonnaire domine, alors que dans les quartiers populaires c'est le règne des collectifs horizontaux à cour intérieure ; les collectifs verticaux (héritage de la colonisation pour près de la moitié du parc actuel) se concentrent dans le centre ville et dans le secteur nord.

Le zoning introduit par les plans d'aménagement est évidemment à l'origine de la ségrégation. Ces plans délimitent en effet les zones où l'on peut entasser les petites maisons, c'est là que les ménages à revenus limités habitent ; ils définissent par ailleurs les zones dites d'habitat isolé où l'on peut construire plus grand et où habitent les ménages moyennement aisés ou aisés. Mais en dehors du zoning qui constitue certes un outil puissant d'une politique de division sociale de l'espace, par quels autres mécanismes et à travers quels acteurs la ségrégation spatiale s'est-elle mise en place ?

On reviendra d'abord à l'histoire pour examiner si la ségrégation spatiale d'aujourd'hui est récente ou, au contraire, s'inscrit dans un processus ancien où interviennent de nouveaux acteurs. On décrira ensuite le système d'habitat tel qu'il a fonctionné depuis le début des années soixante-dix, c'est-à-dire depuis l'accélération du processus d'urbanisation, et on examinera les filières de production foncière et immobilière qui le constituent, ce qui permettra de répondre à la question centrale de cet exposé. Enfin, on cherchera à saisir l'avenir que dessinent les tendances d'évolution : atténuation ou, au contraire, aggravation de la ségrégation spatiale dans le grand Tunis.

L'héritage colonial

Au moment de la colonisation (1881), la ville est fermée sur elle-même, et toute la population y est rassemblée, y compris la population étrangère. L'extension de la ville coloniale débute en 1881. A partir de 1920, de nombreux lotissements s'édifient autour de la ville (France-ville, Mutuelle-ville, El Omrane, Montfleury, etc.).

La prolifération des lotissements conduit la municipalité à élaborer un plan d'aménagement : le plan Chevaux, approuvé en 1933, qui divise la ville en quatre zones : la Médina, la ville coloniale, la zone suburbaine et la zone industrielle au sud de Tunis. Dès cette époque, la ville européenne connaît des coûts fonciers très élevés alors que la Médina est saturée, et que se forment des gourbis péri-urbains par suite du boum démographique et de la crise des campagnes entre les deux guerres. Pour répondre aux besoins en terrains à bâtir, un deuxième plan est élaboré après la deuxième guerre : le plan Zehrfuss qui se caractérise par l'intensification de la spécialisation de l'espace : confirmation du centre des affaires dans la ville coloniale opposant ville arabe et ville européenne, création de groupements urbains, sorte de villes nouvelles à caractère résidentiel, à créer au fur et à mesure de l'accroissement de la population. La construction de la cité El Menzah écrème déjà une population de fonctionnaires à bonne solvabilité et entame le processus d'extension de la ville vers le nord en des zones résidentielles successives destinées aux revenus moyens.

A l'heure de l'Indépendance (1956), l'espace de la ville de Tunis est ségrégué sur un double plan social et ethnique ; il est alors composé :

- d'une trame urbaine traditionnelle (la Médina et ses faubourgs) où loge la majorité de la population musulmane ;

- de la ville coloniale où se situent essentiellement les populations coloniales qui ont également formé des lotissements suburbains, petits modèles de la ville coloniale pour fonctionnaires et militaires ;

- de nombreux « gourbivilles » tels Djebel Lahmar, Mellassine, la Manoubia, etc., qui ont posé et posent encore problème en 1987, même s'ils ne sont plus à proprement parler des gourbivilles.

L'ordre urbain fondé sur les rapports ségrégationnistes de la colonisation ne disparaîtra pas avec elle : 1956 ne représente pas une rupture dans le processus d'urbanisation et rapidement l'occupation des biens libérés après le départ de la population européenne reconstitue dans la ville un espace socialement différencié :

- les habitants aisés (ou *beldis*) de la Médina achètent les villas ou les appartements laissés par les Européens ;

- les immigrés ruraux prennent la place du Beldi dans une Médina surpeuplée, dont le processus de dégradation est déjà entamé.

Après l'Indépendance, d'autres plans ou projets (plan directeur Quaroni De Carlo ou projet Bonifica) accuseront les tendances de développement vers le nord pour des catégories sociales aisées (quartiers Notre-Dame,

Carnoy, etc.) et vers l'est (premiers projets de villes nouvelles sur les berges du lac de Tunis).

Il ressort de ce rappel historique que le balisage social de l'espace était déjà défini au niveau des premiers documents d'urbanisme ; la situation actuelle apparaît comme la continuation et le renforcement de tendances amorcées depuis plus de cinquante ans :

— les lotissements des années soixante-dix et quatre-vingt ne constituent que les extensions des noyaux déjà positionnés (multiplication des Menzah), implantation du lotissement de Notre-Dame dans le prolongement de Mutuelleville et création de nouvelles cités de recasement ;

— les cités de recasement et les nouvelles cités ouvrières se sont créées dans le prolongement des noyaux de cités ouvrières implantés dans le secteur sud.

Le système de production foncière et immobilière

La demande

Avant de décrire le système de production du logement et le mode d'organisation de la division sociale de l'espace, il est nécessaire, pour situer les enjeux, de camper à grands traits la demande de logements et de la catégoriser.

Pour simplifier, on peut répartir la demande potentielle de logements dans le grand Tunis (estimé à un total de 10 000 logements par an) en trois grandes catégories :

— *catégorie inférieure* (coût du logement n'excédant pas 6 000 dinars) : elle correspond aux ménages les plus pauvres dont les gains n'excèdent pas 1,5 fois le SMIG (150 dinars)¹, et qui constituent 40 % de la population ; il s'agit principalement d'ouvriers sans qualification ou de travailleurs du secteur informel sans salaire fixe la plupart du temps. Cette catégorie, comme on le verra, est d'emblée exclue du système institutionnel de production de logement, et la seule possibilité de satisfaction de ses besoins lui est offerte par l'autoconstruction de noyaux de logements dans des quartiers d'habitat sous-équipés et non réglementés, son faible degré d'organisation ne lui permettant pas d'infléchir la politique de l'habitat en sa faveur ;

— *catégorie moyenne* (coût du logement compris entre 8 000 et 18 000 dinars) pour les tranches de revenus comprises entre 150 et 250 dinars par mois qui totalisent 30 % de la population ; cette catégorie de la demande correspond aux catégories socio-professionnelles relativement bien organisées (syndiquées) : ouvriers qualifiés, employés des secteurs public ou privé, instituteurs, etc. ; la pression de cette catégorie de la demande s'est accrue au cours des années soixante-dix avec la montée en puissance de l'industrie tunisoise ;

1. 1 dinar = 8 F.F. environ, soit un SMIG aux environs de 1 200 F.F.

Système d'habitat et ségrégation sociale

— *catégorie supérieure* (coût du logement supérieur à 25 000 dinars), pour les cadres moyens et supérieurs, les membres des professions libérales, etc ; ils constituent 30 % de la population.

Les agents de la production foncière et immobilière

Face à ces différents types de demande, comment se présente l'offre, et d'abord quels sont les principaux acteurs dans la production foncière et immobilière ?

a) La production foncière :

En amont du système de production des logements, se trouvent les agents détenteurs du foncier dans le grand Tunis. La puissance publique est le principal propriétaire foncier. Grâce à la récupération des terres collectives *habous* et à la nationalisation des terres des colons, l'Etat détenait, au début des années soixante-dix, 65 % de l'ensemble des terres agricoles sur lesquelles s'est effectuée l'urbanisation au cours des vingt dernières années, les 35 % restants appartenant à des personnes privées.

Une grande partie des réserves foncières publiques ont été aménagées directement par l'Etat ou cédées à des opérateurs publics agissant dans le secteur de l'habitat ; on a assisté successivement :

— à la création, au cours de la décennie soixante, de lotissements publics directement par le ministère des Travaux publics et de l'Habitat, il s'agit de lotissements de standing situés presque exclusivement dans le secteur nord de l'agglomération (Menzah VI, Notre-Dame) et destinés principalement aux cadres supérieurs de l'Administration (la taille moyenne des lots était importante : 800 m² et le prix moyen bas : 2 D/m²) ;

— à la cession, au cours de la décennie soixante-dix, de près de 2 000 ha de terres au profit du promoteur public, la Société nationale immobilière de Tunisie (SNIT), créée en 1957 pour répondre à la demande de logements populaires, et l'Agence Foncière de l'Habitat (AFH) créée par les Pouvoirs Publics en 1973 pour l'aménagement des terrains à bâtir.

Une partie des terres publiques situées à la périphérie de l'agglomération (dans le secteur nord-ouest principalement) ont été réservées à l'agriculture et ont été données en jouissance à des particuliers. Ces derniers n'ont pas tardé à comprendre les avantages qu'ils pouvaient tirer de l'ambiguïté du statut juridique de ces terrains ; ils les ont frauduleusement lotis et vendus, ce qui a donné lieu à la prolifération des quartiers d'habitat spontané au cours de la décennie soixante-dix.

La répartition de l'offre de terrains à bâtir au cours de la période 1974-1984 fait bien ressortir le rôle prépondérant joué par les opérateurs publics sur le marché du foncier : la SNIT a aménagé 800 ha, l'AFH 827 ha, les lotisseurs privés 855 ha ; soit un total de 2 482 ha.

A cette offre réglementaire, il convient d'ajouter 1 300 ha réalisés par les lotisseurs clandestins sur des terres publiques pour la plupart.

b) *La production immobilière*

La production immobilière se répartit entre trois catégories d'agents :

— les ménages avec 50 % du total des logements réalisés pour la période 1975-1984, la production de cette catégorie se répartit à son tour en deux parts presque égales : la production de logements individuels de moyen et haut standing et la production non réglementaire de logements rudimentaires dans les zones d'habitat dit spontané ;

— les promoteurs publics, avec 45 % des réalisations ; il s'agit principalement de la SNIT déjà mentionnée ;

— les promoteurs privés dont le rôle est très réduit (5 % des réalisations).

c) *Les filières de production et la satisfaction des catégories de la demande :*

En reprenant une à une les grandes catégories de la demande, on peut décrire de la manière suivante les différentes filières de la production foncière et immobilière constitutives du système d'habitat :

— la catégorie supérieure (coût du logement supérieur à 25 000 dinars) a été satisfaite en ce qui concerne le foncier par l'aménageur public (AFH) et par les lotisseurs privés. L'AFH a réservé quasi exclusivement ses opérations à cette catégorie de la demande. Les terrains qu'elle a aménagés ont été puisés dans leur quasi totalité dans les réserves publiques et se situent principalement dans le Nord et sur la côte nord dans le prolongement des premiers lotissements de l'époque coloniale (El Menzah) ; le prix de cession des terrains est très avantageux, c'est un prix « politique » inférieur au prix du marché (en dessous du seuil permettant la reconstitution des réserves foncières) et traduit la poursuite d'une politique de transfert de la plus-value foncière aux profits de groupes sociaux appartenant le plus souvent à l'appareil de l'Etat.

Le produit de base pour cette catégorie de la demande est constitué généralement de villas construites directement par les ménages qui ont recours à des sources de financement variées (Caisse d'Epargne Logement, Crédit bancaire, crédit des caisses sociales, crédit des employeurs), les logements réalisés sont souvent surdimensionnés, et constituent la plupart du temps un produit de prestige.

L'appartement dans des collectifs verticaux constitue un produit accessoire qui n'est souvent recherché que pour le placement (ce type de logement est offert principalement par les promoteurs privés et accessoirement par les promoteurs publics) ;

— la catégorie de demande intermédiaire (coût compris entre 8 000 et 18 000 dinars) ; la SNIT a une position de quasi monopole dans la satisfaction de cette catégorie. Les terrains sont puisés principalement dans les réserves publiques et aménagés par la SNIT elle-même, leurs prix de cession sont faibles.

La production de la SNIT est relativement rigide et standardisée ; deux produits de base en constituent l'essentiel :

- les collectifs horizontaux (dits logements suburbains), surface couverte de 40 m², prix 1984 : 8 000 DT ;
- les collectifs verticaux (dits logements économiques), surface couverte de 85 m² environ, coût 1984 : 16 000 DT.

Les logements sont financés principalement par la Caisse d'Epargne Logement et par un Fonds spécial (FOPROLOS) servant des crédits à des conditions très avantageuses, qui était destiné à l'origine à des couches sociales plus nécessiteuses.

L'examen des localisations des opérations SNIT met en évidence un cloisonnement spatial relativement strict :

- plus des deux tiers de ces opérations ont été réalisées dans les secteurs sud et ouest de l'agglomération ;
- les logements économiques de standing moyen sont plutôt localisés dans le Sud ;
- les logements bas de gamme (suburbain) ont plutôt été construits dans l'Ouest et en périphérie (2^e couronne) ;
- le reste des réalisations se trouve en majorité dans le Nord-Ouest ;
- le Nord a accueilli accessoirement des logements de type économique, mais la SNIT l'a réservé à certaines opérations dites « spéciales » qui sont en fait des opérations de moyen et de haut standing.

Il faut signaler ici que la rigidité de l'offre du promoteur public (SNIT) a poussé une partie de la catégorie des ménages à revenus moyens à s'adresser aux lotisseurs clandestins qui ont loti des terres privées à vocation agricole dans la périphérie nord de l'agglomération (Nord Ariana) ;

— la catégorie inférieure, celle des couches populaires qui se trouvent triplement exclues du système institutionnel :

- elles ne peuvent accéder aux logements réalisés par les promoteurs publics dont les coûts dépassent leur capacité financière ;
- elles sont également exclues du système de financement, et même la formule (FOPROLOS) destinée au départ aux petits salariés, ne les concerne plus à cause des glissements des coûts ;
- elle ne peuvent accéder au foncier, les produits offerts par l'AFH ou par les lotisseurs privés agréés étant hors de leur portée.

La seule possibilité qui leur est offerte pour accéder à un logement est celle des lotissements non réglementaires et de l'autoconstruction de logements rudimentaires sur des petites parcelles.

L'ambiguïté du statut foncier des terrains publics situés dans le nord-ouest de l'agglomération a permis de satisfaire la demande de cette catégorie.

Il ressort de la description préalable un cloisonnement assez strict du système d'habitat dans le grand Tunis :

— un cloisonnement social : chaque catégorie sociale a sa propre filière de production foncière et immobilière ;

— un cloisonnement spatial : la division sociale de l'espace déjà présente au moment de l'Indépendance s'est accentuée et les opérateurs publics l'ont acceptée, et n'ont fait que la confirmer ;

— un cloisonnement morphologique : la différenciation des filières de production a abouti à des formes d'habitat très distinctes.

La prédominance des réserves foncières publiques a joué un rôle dans la confirmation de la division sociale de l'espace. Il était en effet tentant pour les différentes couches sociales de s'organiser en groupes de pression pour obtenir une « part du gâteau » et le bilan de l'urbanisation au cours des quinze dernières années montre que chacune de ces couches a mis en place une stratégie d'appropriation d'une part de ces réserves :

— les couches sociales aisées en ont récupéré une part en s'appuyant essentiellement sur l'aménageur public (AFH) ;

— les couches à revenus intermédiaires ont été en grande partie satisfaites par la SNIT ;

— les couches populaires se sont données une stratégie originale consistant à profiter du statut flou sur les plans juridique et urbanistique de certaines terres publiques pour accéder au foncier ; les lotisseurs clandestins les ont grandement aidées.

Enfin, un constat s'impose : le système d'habitat est dominé par deux formes de production : la forme étatique qui s'est intéressée aux couches aisées et intermédiaires et la forme populaire qui s'est montrée constamment vivace comme l'atteste l'histoire des cinquante dernières années, mais occultée en permanence dans les plans d'aménagement et le plus souvent dans les politiques d'habitat. Elle ressurgit à l'occasion soit d'une poussée d'exode rural, soit d'une relocalisation des populations concernées. Les Pouvoirs Publics, face à cette forme de production, alternent les mesures d'exclusion et les mesures d'intégration (politique de réhabilitation des quartiers sous-intégrés menée au cours des dix dernières années).

En sera-t-il de même dans le futur ? Plusieurs tendances montrent que l'action de l'Etat dans le domaine de l'habitat va être relayée par les aménageurs et les opérateurs privés : la hausse des prix du foncier, l'épuisement des réserves foncières publiques aggravé par les mesures récentes d'interdiction de bâtir sur les terrains agricoles péri-urbains mettent en effet l'Etat dans l'impossibilité de continuer sa politique foncière passée. La seule action publique notable dans ce domaine a consisté depuis quelques années à engager, avec un promoteur privé étranger, l'aménagement des berges du lac de Tunis. L'opération est conçue d'emblée comme une opération de prestige, son coût est même hors de portée des ménages à revenus moyens ; sa localisation dans l'Est de l'agglomération va dans le sens de la ségrégation sociale existante. L'exclusion des couches populaires du bassin de Tunis va s'accroître dans le futur, le promoteur public SNIT envisageant, à cause de l'épuisement de son portefeuille foncier, d'abandonner le créneau des logements ouvriers de type suburbains.

Tunis, octobre 1987.

IDENTITES EN MOUVEMENTS : SEDENTARITES, NOMADISMES ET RECOMPOSITIONS URBAINES

Alain TARRIUS

« Gunnar Havland souligne que, entre nomades Bagarra et sédentaires Fur, il n'y a pas de compétition pour les ressources, alors même qu'ils passent ensemble la saison sèche, parce qu'ils exploitent des niches écologiques différentes ¹. »

Dans nos métropoles, on aperçoit peu de conflits pour l'occupation des sols, entre grands groupes de migrants et sociétés locales, à condition d'enfreindre la division dominante du travail scientifique qui fait que les questions attenantes à la ville et aux migrations, au territoire et au flux, à la sédentarité et au mouvement, sont compartimentées selon des disciplines différentes ². Le partage des territoires urbains peut dès lors être conçu comme juxtapositions de voisinages et superpositions de mouvements à même de définir des « niches éthologiques » différentes, peu concurrentielles. Le temps est loin (a-t-il jamais existé ?) de cette banlieue du vide social où les juxtapositions d'individus suggéraient un univers sans consistance identitaire, sans histoire, en totale dépendance des centres urbains. Ces espaces recelaient des interstices, moments et lieux où la pression des normes sociales et des contraintes économiques foncières s'atténuait dans l'imprécision de gestions politiques et sociales tâtonnantes. C'est là que de grands groupes de migrants, sollicités par la concentration industrielle et son cortège de ségrégations spatiales ont imposé des urbanités nouvelles.

1. De l'accessibilité physique aux proximités sociales

Ces rapports sociaux constitutifs de dynamiques territoriales ont contrecarré la prétention prométhéenne des acteurs de l'aménagement à imposer des socialités tributaires des formes du bâti et de la structuration des services. Les frontières (*borders*), lignes pleines et continues, marques de l'opposition d'un intérieur et d'un extérieur, se sont tant et tant morcelées, raccourcies autour de micro territoires, qu'elles sont devenues limites (*boundaries*) imprécisément spatialisables, tenant plutôt aux mœurs et aux pratiques, et qui signalent la coprésence du même et de l'autre³.

Le déploiement de l'offre de services, habitat ou transports, par référence exclusive aux critères de l'accessibilité physique et économique — objectivation des temps, des distances et des places —, a conduit à une gestion abstraite du corps social. Il s'agit d'une « macroscopisation », d'une « banalisation » d'espaces singuliers qui ne relèvent pas des logiques des grands flux, des approches énumératives, de la mathématisation-modélisation des comportements collectifs.

L'épaisseur des liens sociaux, la conjonction d'histoires fondatrices d'identités durables, par l'interaction mais aussi par la différenciation, sont mises en acte, exprimées, par des pratiques factuelles et symboliques de groupes territorialisés dans le temps et l'espace de leurs migrations. *Les distances sont dès lors mesurées à l'aune des proximités (affinités) sociales, dans un rapport où espace-temps-identité indissociablement liés, subvertissent nécessairement l'utopie de l'objectivation par l'accessibilité physique.*

Nous sommes au cœur de la rencontre entre techniques, territoires et sociétés⁴. La localisation et la nature des logements et des services ont été conçues en fonction de visions hiérarchisées et sérialisantes des groupes sociaux, des différences d'abord économiques qui traversaient ces vastes ensembles de populations. La gestion du bâti, des services — pour « ayant-droit » ou « captif » — a souvent pour projet, sinon pour objet, de pérenniser les pouvoirs des réseaux notabiliaires issus des sociétés locales : une cybernétique urbaine à même de prévoir les évolutions politiques locales est instituée comme analyse du devenir collectif.

Pourtant les années soixante avaient été riches en intuitions et incitations à envisager le lien social, culturel ou ethnique, dans sa dimension identitaire, comme initiateur de socialités urbaines nouvelles. P.H. Chombart de Lauwe, dès 1965⁵, suggérait de telles recherches ; il présentait alors les travaux de l'Ecole de Chicago⁶ et de ses continuateurs comme cadres de référence possibles. A. Girard, pour sa part, signalait on ne peut plus clairement, en 1969⁷, les modalités de regroupement des immigrants comme reproductives de savoir-faire ancestraux et productives de socialités nouvelles. Il fallut pourtant attendre le début des années quatre-vingt pour poser clairement le problème des recouvrements entre formes urbaines et formations sociales⁸.

2. Vers une anthropologie du mouvement

C'est par les dimensions spatiales et temporelles de leurs mouvements que les sociétés locales, les groupes spécifiquement territorialisés parlent, se donnent à voir : leur langage est décodable dans l'espace-temps du déploiement des échanges. Se mouvoir, c'est traverser les hiérarchies sociales, c'est consommer symboliquement et factuellement du temps, de l'espace, c'est manifester symptomatiquement ses places : celles que l'on perçoit, celles que l'on occupe comme celles que l'on désire.

La mise en œuvre des échanges implique l'existence de rythmes de la vie sociale, c'est-à-dire de continuités et de discontinuités propices à l'accomplissement des tâches et qui modifient sans cesse les dimensions des territoires dans lesquels ils s'inscrivent. L'identification de ces rythmes, de leur caractère spécifique à tel groupe ou commun à l'ensemble des populations, désigne le statut endogène ou exogène des pratiques de tel ou tel collectif, suggère des affinités sociales dont l'essence économique ou culturelle contribue à l'affirmation identitaire. D. Mercure proposait cette direction de recherche en 1978, à partir de travaux de G. Gurvitch et W. Grossin⁹. Dès 1979, nous avons abordé l'analyse des besoins de déplacements de proximité en milieu rural dans cette perspective méthodologique¹⁰. Cette démarche introduit à une lecture des modalités temporelles d'usage des espaces par les groupes sociaux à condition de manifester, dans l'ensemble du déploiement méthodologique (recueil, traitement, analyse) l'indissociabilité des continuités-discontinuités temporelles et des contiguïtés-discontiguïtés spatiales. Cet impératif méthodologique s'oppose évidemment à l'usage des techniques énumératives. Nous avons, à partir de cette exploration des pratiques de déplacement, suggéré aux aménageurs les caractéristiques de montages de services de transports adaptés aux particularités sociales, économiques, morphologiques de divers cantons ruraux. De nombreuses expérimentations ont permis d'asseoir cette approche adaptatrice, de saisir l'articulation sociale du rapport offre-demande de transports. En 1983, c'est dans les périphéries urbaines de villes moyennes que nous avons tenté de lire, avec le même outil, les modalités temporelles et spatiales du mouvement de divers groupes sociaux.

Lorsque nous avons plus récemment voulu aborder le problème de l'adaptation de l'offre de services urbains (urbanisme, transports, etc.) dans les tissus périphériques des grandes métropoles, nous avons découvert l'importance des manifestations identitaires dans la constitution des territoires des grands groupes de migrants. Elles ne renvoyaient pas à des processus de sédentarisation mais à une capacité de perpétuer un rapport nomadisme/sédentarité constitutif en premier lieu des divers phénomènes de réactivation identitaire initiateurs d'urbanités nouvelles. L'usage méthodologique précédemment signalé de la notion de rythme de la vie sociale était insuffisant pour rendre compte, au-delà des déplacements quotidiens, des modalités de territorialisation toujours en acte des grands groupes sociaux qui donnent sens à ces espaces.

Trois rapports espace-temps décrivent le mouvement général de ces groupes :

- les grandes migrations et l'histoire de la production des identités groupales : temps des brassages entre générations et des grands par-cours initiateurs d'itinéraires souvent internationaux ;

- les mobilités résidentielles locales, caractéristiques du cycle de vie familial et productrices des territoires locaux de référence ;

- les mobilités quotidiennes, espace-temps collectivement rythmé des échanges généralisés.

C'est la conjonction de ces trois niveaux qui nous a permis de développer le cadre méthodologique d'une *anthropologie du mouvement* à même d'éclairer les logiques de territorialisation des groupes d'immigrants, les actes de recomposition de ces espaces complexes.

Une telle approche exclut la réalisation d'une énième étude des budgets temps ou encore des topologies de l'accessibilité : les analyses des flux de mobilités résidentielles ou quotidiennes, à partir de données numériques, dissocient en les paramétrisant espaces et temps, amnésient l'histoire des hommes et des lieux et masquent l'expression des interactions locales productrices des sens du social. L'articulation sociale de la mobilité était au centre de nos préoccupations et il s'agissait moins de décrire les formes que les significations des mouvements. S'il était nécessaire d'identifier l'ampleur des flux migratoires, il était indispensable d'inclure dans le cadre méthodologique signalé des pratiques permettant le passage à travers le *dépaysement* : *tenter de voir du nouveau dans toute nouvelle perception, infléchir la rigidité des parcours de compréhension, se mettre à distance des logiques urbaines suggérées par les rationalités étatiques de l'aménagement* : édification des multiples frontières administratives, techniques, sociales, avec comme corrélats (à partir de la commande de recherche et de l'attitude non critique d'adhésion des chercheurs aux découpages du social ainsi opérés) le morcellement de la totalité sociale en secteurs, lieux et problèmes présentés comme autant d'objets spécifiques de recherche : ici logements sociaux et deuxième générations, là commerces ethniques et continuités professionnelles, ailleurs exploitation de la force de travail, etc. L'observation des mouvements repousse ces frontières en laissant apparaître le lien entre collectifs ainsi différenciés ; et ce n'est là le moindre intérêt d'une anthropologie du mouvement que de tendre à la reconstitution de l'objet social dans sa totalité.

Les recherches que nous présentons ici s'attachent donc à deux objets. Le premier, méthodologique, consiste à expérimenter un mode de lecture des phénomènes de spatialisation des groupes aux identités affirmées (cultures ethniques, nationales, régionales, professionnelles...), l'autre thématique, situe ce cheminement méthodologique dans l'analyse de trois situations : recompositions urbaines marseillaises à l'initiative des Maghrébins puis des Lorrains (immigration massive vers la sidérurgie de Fos-sur-Mer après 1972). Maghrébins et Lorrains sont au centre des mutations sociales, économiques et idéologiques vécues par la métropole marseil-

laisse ces quinze dernières années : *ici, le fait minoritaire identifie le devenir général* ; dynamiques territoriales (« aménagements et déménagements ») constitutives de la grande périphérie de Tunis. Ce détour par une métropole maghrébine était nécessaire à la compréhension des pratiques de mobilité/sédentarité urbaine des Maghrébins de la région marseillaise.

Les matériaux recueillis au cours de ces investigations sont particulièrement denses. Développer des pratiques d'enquête proches de celles de l'anthropologie culturelle, canaliser la masse des informations dans l'interprétation de conduites sociales collectives, pratiquer pour chaque groupe l'investigation dans ses différentes localisations résidentielles, se déplacer de lieu à lieu, c'est-à-dire, de fait *mimétiser notre projet de recherche*, implique une rigueur méthodologique à même de maîtriser le cheminement vers le sens ¹¹.

Présence sur le terrain, reconnaissance du rapport sensible à l'objet, lecture des éléments d'information et saisie des faits de l'histoire réalisent alors un parcours, un accompagnement ponctué d'allers et retours, qui permet un tri, une négociation, dans l'abondance des données. Le sens ne disparaît pas mais se renouvelle, se réexprime tout au long de ce cheminement. Le recours aux techniques énumératives est alors soumis aux impératifs de la permanence du rapport aux significations. Il s'agit d'une phénoménologie que ponctuent incertitudes et intuitions mais qui tente, sans les éliminer, d'apercevoir les opacités du social, de poser la question de leur fonction ¹². Nous exposerons donc, parmi les résultats de ces trois recherches, ceux qui nous permettent d'identifier des modalités originales de recompositions urbaines :

— réalité du lien communautaire et manifestation de l'identité à travers les échanges permettant la reproduction du groupe ;

— rôle de la conjonction nomadisme (mobilité)/sédentarité : des réseaux sociaux territorialisés aux pratiques autoproductives ;

— nature des recompositions urbaines et rôle de la cécité des responsables de l'aménagement.

3. Ghetto, marge, solitude, archaïsme, ou l'alibi technocratique

La recherche que nous avons menée dans les périphéries tunisiennes afin d'identifier les modalités de rencontre entre l'expansion urbaine, les sociétés locales et les migrants de l'intérieur nous a permis de parcourir les zones situées de 15 à 25 km autour de l'agglomération. Différentes formes urbaines se sont présentées à nous : concentrations de lotissements pour classes moyennes mêlés à des poches d'habitat plus populaire et à des programmes sociaux, dans le nord ; habitat spontané massif à l'ouest avec Ettadhamen, véritable ville nouvelle de cent mille habitants édiflée en dix années d'autoproduction ; au sud-ouest les plaines agricoles de Mornag et la Mohammedia agglomèrent les différents types d'urbanisation. Le dernier recensement date de mars

1984 ; le précédent de mai 1975. La population totale tunisienne a crû, dans cet intervalle, de 5 588 000 à 6 966 000 habitants. En ce qui concerne Tunis, la population du centre ville a décrû de 147 000 à 102 000 habitants permanents, celle de la commune (centre ville inclus) est passée de 550 000 à 596 000, et enfin celle des périphéries de 575 000 à 949 000. Les faits majeurs résident d'une part dans un renversement de la tendance observée depuis 1926 d'un grossissement démographique de la Médina, et ce *malgré la persistance d'un important flux d'immigration*, et d'autre part dans le développement des communes périphériques à l'initiative des migrants de l'intérieur et des habitants du centre ville, primo arrivants ou anciens résidents. Pourtant, *si les étapes des migrations résidentielles dans l'ensemble tunisois ont varié, les logiques de localisation demeurent particulièrement stables.*

De nombreux axes migratoires convergent, en familles étendues, des principales villes des provinces vers Tunis. Ces couloirs territoriaux accumulent, poussent et superposent des populations aux identités durablement établies. Chacune d'entre elles est représentée dans le centre ultime, les souks de la Médina. Chaque ville, chaque portion du territoire dépose là, dans les rues étroites, bruyantes et ombragées de ce labyrinthe commercial, ceux qui représentent au mieux ses savoir-faire artisanaux. Bien sûr, l'histoire, les aménageurs, la nature des sols, les modes d'appropriation, ont tracé des formes urbaines diverses. Mais la ville n'est pas en son centre, les souks, mais dans l'ensemble des couloirs migratoires, jusqu'aux lointaines capitales provinciales : elle réalise une entité territoriale et sociale que nos représentations usuelles de l'espace urbain français ne peuvent percevoir.

Nous avons pu identifier trois modalités principales de migrations résidentielles :

— Par les mariages entre des personnes établies au long des axes migratoires depuis longtemps et des personnes demeurées dans les provinces originelles, activation la plus évidente du lien identitaire, et la plus désignée comme archaïque.

— Par les jeunes salariés issus de familles pauvres (fils de fellahs en particulier) qui travaillent dans la ville de Tunis et s'éloignent de leurs familles précisément localisées durant une période de plusieurs années. Ils habitent alors dans les appartements miséreux de la Médina (centre ville historique). C'est le moment du choix d'une épouse d'origine régionale différente, rupture *passagère* dans le processus de production des migrations et de reproduction de l'identité groupale. Cette rupture *passagère* est source d'une pratique durable des brassages centre-urbains. Après le mariage, les liens sont resserrés avec la famille du jeune homme, qui saisit la première occasion de se relocaliser dans le couloir territorial ancestral.

— Par la pratique technocratique d'attribution d'un logement social construit aux portes de Tunis par la Société nationale immobilière. Ces logements sont attribués au hasard d'un tri par ordinateur, suivant l'occurrence d'une vacance immobilière et d'un ordre chronologique

de demande... au cours des mois suivant leur installation, les habitants échangent leur logement de façon à se relocaliser dans les bons couloirs territoriaux.

Les aménageurs tunisois, répétant en cela les logiques coloniales, affirment que l'identité tunisoise est désormais composite et renvoient dans l'archaïsme ou la marginalité de quelques groupes les reproductions des logiques migratoires ancestrales. Ils ne désignent, pour ce faire, que les migrations professionnelles intra urbaines, signalées dans le deuxième mode migratoire, en oubliant le retour après mariage (mais les relevés statistiques ne leur permettent pas, là, de reconstituer ces trajectoires), ou encore la gestion « équitable » de la répartition des logements par ordinateur. L'immense énergie tendant aux relocalisations et à la répétition généralisée du rapport identité/territoire est ignorée, comme le sont les étroits et importants liens sociaux qui permettent ces mouvements. La modernité impliquerait ici le mimétisme du soi-disant anonymat, des prétendues sérialisations des individus habitant dans nos villes.

A Marseille, à propos des Maghrébins, ce même type d'analyse tient lieu de viatique aux gestionnaires du social, aux aménageurs, à bon nombre de chercheurs et de travailleurs sociaux. L'enfermement dans les cités nord, le misérabilisme de la situation faite à la perpétuelle « deuxième génération », la désignation du « ghetto » centre urbain de Belsunce sont brandis comme autant de preuves de la solitude et de la marginalité de ces populations. Discours lui-même misérabiliste et empreint de la cécité technocratique tunisoise : l'observation du mouvement, mobilités résidentielles, quotidiennes, suggère de toutes autres analyses. Reproduction des logiques migratoires observée à Tunis, et production de socialités nouvelles qualifient le rapport que les Maghrébins entretiennent aux espaces urbains marseillais.

En compagnie de sept étudiants de la deuxième génération (quatre Algériens, deux Tunisiens et un Marocain) nous avons mené une enquête consistant, à partir du quartier Belsunce, à identifier des réseaux d'échanges excentrés. De 37 familles liées aux commerces et résidant dans ce quartier, nous sommes remontés au premier cercle des personnes associées par des relations économiques régulières (se reporter au graphique qui suit). Nous avons ainsi reconnu 838 personnes (169 familles et 107 célibataires) localisées dans la ZUP nord et à Aubagne (179 personnes), à Martigues, Port de Bouc et Berre (231), à Cavaillon et Avignon (136), à Manosque et Digne (114) et bien sûr à Belsunce même. Cet ensemble de 838 personnes renvoyait à un troisième cercle de 5 026 personnes. Nous avons recueilli pour chaque famille, des informations concernant son histoire migratoire, localisé ses proches (familles ou amis immigrés connus avant l'installation en France), et tenté de décrire la nature, les circuits et les rythmes des échanges. Ici comme à Tunis l'utilisation de l'outil généalogique s'est révélée peu adéquate : la mémoire des lieux de résidence se substitue à celle de la succession des générations. Le territoire de la famille étendue, ou d'un groupe d'appartenance, est signalé en substitution à l'ordre des filiations. Nous

avons donc recueilli ce précieux substitut, qui nous indiquait les hommes et les temps du changement de territoire consécutif à la migration. Entre la référence au territoire maghrébin originel et le nouveau territoire délimité dans l'espace provençal, prennent place les cheminements des errances de la solitude des primo-arrivants. Les entreprises sont alors désignées et non pas les lieux de résidence.

Un système organisateur des mobilités résidentielles et quotidiennes de ces populations émergea de l'analyse des informations recueillies.

Quelques données chiffrées, concernant cette population de 6 019 personnes constitutives des trois niveaux de ces « réseaux », défont rapidement un certain nombre d'*a priori* sur la rigidité identitaire et la solitude sociale des Maghrébins présents en France. Nous rappellerons en premier lieu quelques données disponibles, qui permettent une estimation plausible de la présence nord-africaine dans les trois départements désignés par notre enquête.

— Bouches du Rhône : 94 132 personnes dont 66 792 Algériens, 15 332 Tunisiens et 12 000 Marocains. Pour une population globale d'environ 1 730 000 habitants.

— Vaucluse : 16 876 personnes dont 6 640 Algériens, 8 616 Marocains et 1 620 Tunisiens pour une population globale d'environ 430 000 habitants.

— Alpes de Haute-Provence : 1 776 personnes dont 1 228 Algériens, 360 Marocains et 128 Tunisiens pour une population globale d'environ 120 000 habitants.

Bien que nombreuse, puisqu'elle amalgame plus de six mille personnes, notre population témoin ne réalise pas un échantillon au sens strict du terme. Il s'agit de deux niveaux de réseaux constitués à partir de 37 familles de commerçants de Belsunce. Si représentativité il y a, c'est donc par rapport à la « mise en réseau » des Maghrébins provençaux.

Echantillon de départ	1 ^{er} cercle relationnel	2 ^e cercle relationnel
37 familles = 155 personnes	107 célib. + 169 fam. Total : 838 personnes	711 célibat. + 959 fam. Total : 5 026 personnes
Al : 16 fam. = 72 p.	92 f. = 414 p. Al = 412 + 57 cél. Tu = 47 Ma = 12	587 fam. Al = 2 602 = 2 802 p. Tu = 483 + 411 cél. Ma = 128
Tu : 13 fam. = 50 p.	55 f. = 231 p. Al = 55 + 34 cél. Tu = 187 Ma = 23	291 fam. Al = 292 = 1 184 p. Tu = 1 003 + 221 cél. Ma = 110
Ma : 8 fam. = 33 p.	22 f. = 86 p. Al = 9 + 16 cél. Tu = 19 Ma = 74	81 fam. Al = 33 = 329 p. Tu = 82 + 79 cél. Ma = 293

Total Algériens : 3 475 ; total Tunisiens : 1 871 ; total Marocains : 673, soit un total général de 6 019 personnes.

Source : Enquêtes personnelles.

D'évidence, la densité relationnelle (de 155 personnes à 6 019 en deux niveaux relationnels) et les brassages inter-maghrébins (de 20 à 40 % d'autres nationalités associées dès le deuxième niveau) caractérisent cette population. Ces personnes résident majoritairement dans des appartements sociaux en location (57 %) mais aussi bien en milieu rural (21 %), périurbain (37 %) ou urbain (42 %).

Entre juillet 1980 et janvier 1986, 1 312 d'entre elles ont immigré dans les trois départements concernés, en provenance, pour 1 110, d'autres régions françaises. Parmi ces 1 312 personnes, 1 113 ont aménagé dans le département des Bouches-du-Rhône. Dans le même temps, 4 731 déménagements concernaient 3 340 personnes (112 ont déménagé 4 fois... dans un périmètre de 25 km). Pour 967 personnes cette mobilité résidentielle a permis un rapprochement des familles élargies, pendant que 2 212 se rapprochaient d'amis (dont 1 637 affirmant s'être ainsi relocalisés auprès d'amis connus avant l'émigration en France ; on serait donc dans une situation proche de celle qui conduit au rapprochement de familles étendues).

1 235 résidents de Marseille et 2 716 résidents d'autres communes peuvent désigner de 3 à 5 villes ou villages dans lesquels on peut trouver des « colonies » originaires de mêmes régions ou localités maghrébines.

Dans l'ensemble de ces désignations une absence apparaît comme très importante : aucun Français n'a été signalé parmi les personnes associées par des liens d'échanges économiques. En fait nous avons pu vérifier que de nombreuses relations existent ; le cas des revendeurs tunisiens de produits agricoles est très significatif. Nombre d'entre eux achètent à des producteurs de la plaine de Saint Rémy de Provence, directement et hors TVA les produits vivriers qu'ils distribuent ensuite auprès de petits commerçants marseillais. Lorsque l'on interroge ces revendeurs, ils disent acheter les produits « aux Marocains » et désignent ainsi les ouvriers agricoles marocains qui leur ont signalé l'opportunité offerte par leur employeur provençal pour vendre directement les produits agricoles. Ils disent distribuer ensuite ces denrées « aux épiceries arabes », signifiant ainsi la réalité de l'extension des petits commerces vivriers maghrébins par le rachat des vieilles épiceries de quartier. Le circuit suggéré, de la production à la vente, est perçu comme maghrébin, élément efficient de l'ensemble métropolitain maghrébin. Les Provençaux, et autres résidents nationaux, ne voient pas le vaste ensemble des échanges sociaux et économiques arabes, mais des éléments épars ; en contrepartie, les Maghrébins expulsent les biens réels isolats locaux de leurs représentations des socialités nouvelles qu'ils initient.

Ce processus ne va pas sans poser de délicats problèmes méthodologiques au chercheur : les discours recueillis lors d'entretiens sont meublés de dénégations de l'appartenance à des réseaux d'échanges généraux — et c'est nous qui instituons cette notion de « réseaux » comme objet social spécifique de la réalité de la relation avec des « Français », etc. Il est essentiel de doubler nos entretiens d'observa-

tions de situations d'échanges. La dénégation a ainsi, sinon un statut d'objet de recherche, du moins de catégorie d'analyse.

Enfin les Lorrains eux-mêmes n'échappent pas à cette manie de l'ensemble des responsables de l'aménagement, à partir toujours d'études énumératives qui ne peuvent produire rien d'autre que la sérialisation qu'elle ont *a priori* recueillie, de désigner les collectifs migratoires structurés comme ghettoïsés, repliés donc sur eux-mêmes et sans destin. C'est profondément méconnaître les caractéristiques de cette « identité lorraine ».

Quinze années se sont écoulées depuis la grande migration des ouvriers sidérurgistes de la Lorraine vers la plaine provençale de la Crau. Que l'on parcoure ce vaste territoire de Martigues vers Salon ou de Miramas vers Arles, ils sont là, omniprésents, et toujours soucieux d'affirmer leur identité d'« Hommes du Fer »¹³ sous l'appellation exclusive de « Lorrains ». Les Provençaux les distinguent avec la même intensité qu'ils désignent les minorités ethniques et culturelles à haute consistance identitaire, Maghrébins et Tziganes par exemple.

Nous avons rencontré cent-quatre-vingt couples immigrés dans cette région en 1973 autour de la sidérurgie fosséenne. Tous avaient transité par la Lorraine, anciens mineurs ou sidérurgistes, et se réclamaient de cette identité première. Les propos échangés spécifiaient systématiquement les hautes valeurs professionnelles acquises dans l'espace lorrain. Chacun insistait sur la complexité des parcours migratoires, la diversité des origines nationales ou régionales qui ont produit un patrimoine culturel transmissible par la fidélité des liens au minéral. Les héritiers occupent en Provence une halte nouvelle sur les itinéraires planétaires de la métallurgie.

Que son patronyme soit polonais, espagnol, italien, son accent pied-noir et sa syntaxe castillano-catalano-française, chaque interlocuteur a d'abord revendiqué son identité lorraine. Des sous-ensembles d'origine nationale ou régionale n'apparaissaient que comme attributs de cette première qualification. L'ancienneté du séjour en Lorraine ou dans les professions de la métallurgie n'intervenait pas en premier lieu comme élément différenciateur. « Lorrain-Espagnol » ? Tel ouvrier émigré de Biscaye avec sa famille en 1938 et qui a commencé à travailler à la mine d'Angevillers, près de Thionville en 1952 à l'âge de vingt ans, mais aussi tel autre arrivé de Santander en 1971 et embauché sans antériorité professionnelle dans l'usine sidérurgique de Briey.

Cette identité lorraine traverse les générations et les sites planétaires de la métallurgie. L'outil généalogique s'est révélé à même de désigner les composantes de ce groupe ; il a permis la description détaillée des lignées familiales tout en identifiant origines, activités et itinéraires de chacun. Nous l'avons développé sur quatre niveaux : les couples de « Lorrains » immigrés en Provence en 1973 autour de la sidérurgie fosséenne, leurs parents, leurs grands-parents mais aussi leurs enfants.

Lorsqu'ils se désignent, les Lorrains font intervenir six qualificatifs régionaux accolés au terme générique de « Lorrain » : Italien, Espagnol, Polonais, Pied-noir, Français, et, bien sûr, Lorrain.

Ces six désignations nous ont permis effectivement de classer les 180 généalogies que nous avons tracées. Onze compositions familiales types prennent place dans ces six catégories. Par exemple, pour les seuls « Lorrains-Lorrains », quatre compositions familiales ont été observées, selon que les lignées de l'épouse sont lorraines, polonaises, vosgiennes ou italiennes.

C'est la lignée masculine qui confère toujours la seconde identité. Un ouvrier espagnol ou italien qui épouse une Lorraine demeure « Lorrain-Espagnol » ou « Lorrain-Italien » ; par contre le Lorrain qui épouse une Italienne lui confère l'identité de « Lorrain-Lorrain ». Trois générations de présence dans la métallurgie sur le sol lorrain ne suffisent apparemment pas pour devenir « Lorrain-Lorrain ». En effet, les descendants d'immigrés italiens ou polonais des années vingt sont toujours désignés comme « Lorrains-Italiens » ou « Lorrains-Polonais » même si leurs parents et grands-parents se sont associés, par le mariage, à des femmes lorraines. *L'identité conférée aux immigrants est donc parcellaire, contractuellement liée au passage sur le sol lorrain ET au maintien de l'activité métallurgique.* Le centre, le lieu unique de l'adoubement est bien là-bas, sur le sol lorrain, où il n'est nullement besoin de qualifier de « Lorrains » ces immigrés.

Cette désignation valorisante dans la périphérie provençale relève de classiques et immémorables pratiques coloniales. Les compagnons de conquête se voient attribuer une parcelle de l'identité. Aucune des personnes rencontrées n'imagine que l'on puisse, ici, désigner les rares Provençaux embauchés à Solmer ou Ugine comme « Lorrains-Provençaux ». Les « Lorrains-Français » sont un sous-groupe composé de métallurgistes originaires de divers bassins nationaux et qui ont transité par la Lorraine.

Il n'existe pas dans la Crau de « Lorrain-Maghrébin » et, bien que ces immigrés soient nombreux dans le bassin minier, nous n'en avons pas découvert un seul qui ait participé au transfert de main-d'œuvre vers Fos. Les emplois qu'ils occupaient, très peu qualifiés, ont été attribués en Provence à une main-d'œuvre locale sans antériorité sidérurgique. Indigènes provençaux et Maghrébins martiguois se sont disputés les miettes des emplois les plus précaires. Ces ouvriers recrutés sur place sont désignés comme étrangers. Ils ne participent jamais, ici, à la grande cène lorraine, au partage patrimonial. Leur soi-disant « faible fiabilité professionnelle, goût des palabres, irrespect des règlements, centration sur la vie sociale extérieure à l'usine », comme quelques autres images, les assimilent à des tribus aux mentalités et usages archaïques. Les Lorrains ont leurs Indiens. Dès lors l'indigène provençal ou maghrébin est promu étranger sur les nouveaux territoires du fer. Aliénation double pour le Maghrébin qui est d'autant plus objet d'ostracisme sur ses lieux de résidence, puisque c'est ainsi que le Provençal affirme à son tour son identité.

De diverses nations européennes ou régions françaises des ouvriers se sont dirigés vers la Lorraine ; souvent ils étaient déjà métallurgistes, enfants de lignées de mineurs ou de sidérurgistes. Il s'agissait surtout de Polonais, d'Espagnols et de Français du Nord Pas-de-Calais, de Seine-Maritime et du Massif Central. Par contre Pieds-Noirs et Italiens sont, dans notre échantillon, plus souvent issus de milieux agricoles.

Les mariages ont concerné sur le sol lorrain de nombreux primo-arrivants et se sont généralisés pour les deuxièmes générations. La mixité ne s'est pourtant pas établie au hasard des voisinages. Les Lorrains et les Espagnols ont épousé des femmes polonaises et italiennes. Quant aux Polonais ils ont épousé des femmes polonaises ou italiennes. Les femmes italiennes ont le plus largement investi, sur le mode du mariage, les diverses composantes de la société lorraine.

Les unions entre Lorrains et femmes d'autres origines ne se sont pas seulement produites sur le sol lorrain. Ce fait, que nous avons pu relever, indique que *les chemins des grandes migrations européennes vers la Lorraine étaient déjà balisés*. Chaque étape avait aggloméré une colonie lorraine qui revendiquait et perpétuait son identité première. Ces parents, grand-parents ou aïeuls du Massif Central, des Pyrénées, du Calvados, du Luxembourg, ont constitué des lignées familiales lorraines locales dispersées sur les différents points d'étape des grandes migrations.

Les mariages mixtes des Lorrains en dehors de leur région les ont associés aux diverses nationalités qui ont fourni les contingents migratoires.

Sur 180 jeunes de la deuxième génération lorraine, 20 travaillent dans la sidérurgie à Fos et 38 sont partis vers l'Afrique ou l'Australie ; sept d'entre eux travaillent sur des minéraliers qui parcourent les lignes africaines. Niger et Centrafrique, après des passages par le Zaïre, le Sénégal et la Mauritanie, sont les principales destinations. Le travail de l'uranium concerne 27 d'entre eux. En Afrique un jeune Lorrain devient rapidement ETAM, il bénéficie d'un réseau d'accueil attentif, constitué dès les années cinquante. Par contre les enfants de Lorrains-Pieds-Noirs et de Lorrains-Italiens abandonnent massivement les métiers du fer pour travailler dans le petit commerce, l'artisanat, le bâtiment... comme l'avaient fait leurs ancêtres primo-arrivants en Provence.

Un recensement des mariages impliquant des Lorrains et célébré dans les communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre, Fos, Istres, Saint-Martin-de-Crau et Raphèle-les-Arles, entre juillet 1980 et décembre 1985 nous a permis d'accréditer les précédentes observations concernant la divergence des destins lorrains en Provence. Sur 201 mariages de Lorrains-« Polonais, Lorrains, Français » de la deuxième génération, 143 sont contractés avec d'autres enfants de Lorrains et... 19 avec des personnes dont les familles sont installées en Provence depuis au moins deux générations. Par contre sur 125 mariages de Lorrains « Italiens » et « Pieds-Noirs » de la deuxième génération, 10 sont contractés avec d'autres Lorrains et... 93 avec des Provençaux.

Les destins lorrains divergent, dans cette étape : les uns accentuent leur regroupement, autour du noyau « dur » de l'identité, les autres retournent aux peuples méditerranéens.

Mais comment imaginer que les uns et les autres, et à plus forte raison le collectif des primo-arrivants de 1973, puissent déferer aux injonctions des aménageurs et notables, qui les répartissaient résidentiellement, suivant les *a priori* statistico ou politico-« identitaires » : HLM pour les ouvriers, communes à gestion communiste pour les HLM / pavillons pour les contremaîtres et communes à gestion de droite / villas pour les cadres, disséminés sur la Côte Bleue ou sur les Alpilles ? Forts de leur capacité à concevoir et activer des itinéraires planétaires, ces Lorrains ont bousculé ces projets de localisation dans les enclos des hiérarchies socio-économiques ; leurs déplacements traversent l'ensemble des territoires de l'ouest de l'Etang de Berre, quant à leur base résidentielle principale, leur capitale d'étape, ils l'ont établie, toutes professions sidérurgiques confondues, au milieu de la plaine désertique de Crau, loin des espaces aveugles de l'aménagement étatique, à Saint-Martin-de-Crau. Aucun retour vers ces enclos n'est prévisible, contrairement aux déclarations hâtives des aménageurs locaux. La deuxième génération, dans son apparente « dilution », présente en fait deux perspectives d'affirmation identitaire forte ; d'une part ceux qui renforcent le « noyau dur » lorrain, d'autre part ceux qui se fondent dans les populations provençales les moins proches de ce type d'aménagement et de rationalité résidentielle technocratique.

4. Réseaux de référence, territoires de circonstances, ou la ville en strates

Dans les cas qui précèdent, nomadisme et séjournarité sont indissociables. *Les circuits des nomades ne sont jamais ceux du hasard et c'est bien la reconnaissance des chemins qui leur donne force sur un territoire (qu'on y réside de façon éphémère, comme les Maghrébins marseillais, une génération, comme les Lorrains provençaux, ou plusieurs générations comme les Tunisiens migrant vers Tunis).* L'étape, et les mouvements qui la traversent, réalise une entité qui est **centralité**. *Ipsa facto* sont subvertis les projets des aménageurs de désignations de centres urbains : les grands groupes de migrants abolissent la rigidité des lieux par un usage des temps de l'histoire et de la quotidienneté qui les conduit à reconnaître comme centralités les diverses étapes qu'ils instaurent comme voisinages, proximités. Il s'agit d'une culture du migrant-sédentaire réactivée par l'affirmation identitaire.

A Tunis, les familles « d'avant 1947 » sont désignées par leurs origines provinciales et assimilées à celles ayant plus récemment migré. *Il n'y a pas de premier occupant, d'autochtone véritable dans les désignations que les uns font des autres.* Les vastes couloirs migratoires, de l'intérieur du territoire au centre de Tunis sont précisément décrits. Le lieu occupé sur les axes migratoires est toujours celui d'une **étape** et non d'une

implantation définitive : être sur l'axe « logique » dans le bon couloir, légitime l'identité, introduit à tous les échanges susceptibles, par vagues successives d'accès à Tunis, de maintenir cette identité en cas de délocalisation.

Depuis le début des années soixante-dix, le salariat des jeunes dans différents secteurs de Tunis tend à effacer les références à une société locale péri-urbaine ou rurale. Désormais, les migrations centre-périphérie se substituent, sans les annuler, aux parcours résidentiels étalés de la lointaine région vers le centre historique de la capitale. *Les spécialisations qui marquaient les différentes composantes du souk central s'étendent désormais aux lointaines périphéries tunisoises* : axe à forte intensité commerciale des légumes, du lait, de la viande, de l'artisanat, des bâtisseurs, zones secondaires (fortes concentrations d'habitat spontané) d'accueil des nouveaux arrivants, après le classique passage par le centre historique, la Médina délabrée. Cet ensemble de mouvements et de bâtiments autoproduits (transports et urbanisme) a subverti la dérisoire tentative des aménageurs d'édifier une barrière de logements sociaux, sorte de frontière aux immigrations. Cette répétition coloniale urbanistique a produit une zone de redistribution des marchandises et de la main-d'œuvre, du centre vers la périphérie mais aussi de la périphérie vers le centre. Les groupes de migrants vont vers la ville et, se faisant, font venir la ville vers eux. Le groupe de pouvoir, les sahéliens, qui s'est approprié une partie notable du patrimoine foncier tunisois, dispose parmi les décideurs des politiques d'aménagement, de suffisamment d'influence pour marquer l'extension de la capitale d'une empreinte coloniale-régionale qui perturbe ces mouvements de fond, ou du moins les invisibilise. La spéculation foncière, sous couvert d'un urbanisme « fonctionnel », dresse une carte impersonnelle — à coup de zonages — à distance des voisinages historiquement instaurés. Plusieurs lectures de Tunis et des logiques qui tendent à son extension peuvent être pratiquées, peu concordantes. Ville en strates, le l'imaginaire aménageur et des mouvements des sociétés locales.

En Provence, le quartier de Belsunce, dans le centre historique de Marseille, le long de la Canebière, apparaît, à l'image des souks de Tunis, comme lieu d'aboutissement et de naissance des mouvements d'un immense système urbain maghrébin signifié par des réseaux d'échanges aussi divers que spécialisés. Trois périmètres structurent ce système.

La ZUP nord de Marseille, qui agglomère plus de 60 000 logements sociaux, remplit la fonction de relais aux échanges institués entre Belsunce et le deuxième périmètre régional : lieu de redistribution des produits des lointaines périphéries provençales vers l'ensemble des quartiers marseillais. Chacune des formations qui composent ce périmètre provençal possède dans la ZUP ses correspondants, ses intermédiaires avec Belsunce. Les quartiers nord de Marseille fonctionnent comme un réservoir de main-d'œuvre éphémère, comme le creuset des stratégies de tout ordre pour l'extension des influences dans la grande ville.

Le deuxième périmètre comprend en particulier les villes des rives de l'Etang de Berre, où le développement de la sidérurgie a édifié de vastes ensembles d'habitat social très utilisés par les Magnrébins primo arrivants dans la région marseillaise, avant une redistribution suivant des logiques de proximité sociale. Ensuite, le triangle Cavaillon - Saint-Rémy - Carpentras, avec de fortes concentrations de main-d'œuvre agricole marocaine : là viennent s'approvisionner les nombreux et efficaces réseaux maghrébins de distribution de produits vivriers dans Marseille. Enfin, l'espace délimité par Manosque, Sisteron et Digne : la spécialisation dominante est le mouton.

L'ensemble des réseaux qui parcourent ces espaces est très actif et institue des voisinages constitutifs d'une généralisation des échanges de biens, de services, de personnes. Ce vaste ensemble territorial réalise l'univers des références urbaines maghrébo-marseillaises, sur le mode d'une unité résidentielle. Les réseaux s'étendent en continuités spatiales. De Digne on connaît et utilise des parents ou amis à Manosque, puis à Pertuis, puis à Aix, à Gardanne, Aubagne et enfin à Marseille. A première vue on peut donc observer la reproduction de logiques et pratiques migratoires identifiées dans l'espace tunisois. Ainsi sur les 4 731 déménagements que nous avons identifiés dans la population des 6 019 personnes objet de cette étude, 816 sont directement liés aux activités de collecte, de transport ou de distribution des produits vivriers ; les nouvelles localisations se caractérisent par leur dispersion le long des axes de rabattement vers Marseille. Cent-quatre-vingt-sept familles établies sur ces itinéraires possèdent un véhicule break (132 Peugeot...), 92 de ces véhicules sont quotidiennement utilisés pour le transport de fruits et légumes, sans interruption estivale. De trente à cinquante-sept véhicules (selon l'importance de la demande) sont utilisés pour le transport des viandes (les caissons isothermes appartiennent aux propriétaires des chambres froides marseillaises). Soixante-cinq véhicules servent au transport de personnes suivant des rythmes réguliers (12 effectuent des services de ramassage des ouvriers agricoles marocains, en semaine, trois parcourent l'itinéraire Aix-Sisteron, 16 l'itinéraire Martigues-Marseille, et l'ensemble de ces 65 véhicules effectuent des navettes vers Belsunce les samedis et dimanches). Il s'agit de l'autoproduction d'un remarquable système mixte de transport, souple et adapté aux caractéristiques spécifiques des rythmes de la vie sociale maghrébine provençale.

Le troisième périmètre associe Algérie, Tunisie et Maroc sur le mode des migrations alternantes. Les flux de voyageurs en provenance du Maghreb sont importants : près de 30 000 personnes par semaine selon une étude réalisée par la Chambre de commerce de Marseille (ce chiffre concerne l'année 1985 ; il semblerait qu'il ait baissé d'environ 30 % à la suite de diverses mesures concernant d'une part une plus grande facilité d'importation de biens par l'Algérie et d'autre part l'instauration de visas pour l'accès sur le territoire français). Chacun réaliserait de 5 000 à 10 000 francs d'achat avant de repartir et le chiffre d'affaires des commerces de Belsunce pourrait être estimé à environ 3,5 milliards

de francs. Belsunce permet à ces populations de compenser les restrictions officielles aux importations. On imagine aisément le vaste trafic de devises, de pièces détachées, d'appareils électro-ménagers, centré sur ce quartier et réparti en 350 boutiques anodines, aux devantures et rayonnages chargés de tapis, petits objets ménagers, et autres œillets ou lilas de plastique. Les stocks de produits essentiels à l'exportation sont ailleurs, répartis dans le nord de Marseille et prélevés, suivant l'ordre des commandes, par des commissionnaires domiciliés dans la ZUP, stockés quelques heures au premier étage des immeubles délabrés qui accueillent, en rez-de-chaussée, les boutiques de Belsunce.

Les souks de Tunis offrent le spectacle des mêmes brassages, des mêmes logiques de circulation méditerranéenne des hommes et des biens.

Cette structure urbaine s'est greffée dans un premier temps sur les chemins de la précarité économique, de la déshérence du foncier, dans les années soixante, temps de la solitude des immigrés, de la mobilisation outrancière de leur force de travail. Puis les familles se sont reconstituées, les espaces se sont connectés dans une puissante organisation des échanges, des spécialisations.

Cette vaste métropole maghrébine hautement structurée, parcourue d'incessants mouvements, est invisibilisée : la cécité des gestionnaires du social, des aménageurs, de nombreux chercheurs, fait de cette entité une série de « lieux à problèmes », plus ou moins répartis sur les multiples découpages spatiaux en vigueur. Le mouvement, celui qui *lie*, qui conurbe, recompose la métropole marseillaise, n'est jamais perçu dans sa dimension essentiellement structurante.

Le rêve des élus marseillais, le projet explicite de la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille s'intitule : « Marseille porte de Provence, Marseille porte du Maghreb »... la dérision veut que ce projet soit déjà réalité pour les Maghrébins provençaux. Elus et aménageurs préconisent la « reconquête » de Belsunce, et le remplacement de ces « marges » par ces classes moyennes instrument mythique et mystificateur des réhabilitations¹⁴ ; ils s'inquiètent de constater la diffusion des Maghrébins dans d'autres quartiers du centre historique de Marseille. En fait cette vision éradicatrice d'une population par réhabilitation d'un lieu, d'évacuation d'un problème par éviction d'un groupe, est inopérante dans le cas que nous examinons : l'entité maghrébine est suffisamment structurée par ses mouvements et ses étapes résidentielles pour disposer simultanément, si besoin était, de centres multiples. Ainsi pourrait s'instaurer une course à l'éradication des centres maghrébins. Sans fin et sans objet autre que des formations urbaines virtuelles.

Les Lorrains étaient attendus impatiemment, en 1973, dans quelques villes des rives de l'Etang de Berre. Le projet de ville nouvelle avait emporté l'adhésion de municipalités proches de la majorité d'époque, alors que celles de l'opposition avaient refusé d'entrer dans ce regroupement. Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts avaient créé leur SIVOM et développé des programmes de logements sociaux pour accueillir des ouvriers de la sidérurgie, électeurs « naturels » des muni-

cipalités PC. Fos, Istres et Miramas regroupées dans la ville nouvelle, n'avaient ouvert de chantiers de logements sociaux de quelque importance qu'à Miramas, place forte de la CGT (dépôt SNCF de 1 200 agents) perçue alors (et à juste titre) comme accidentellement ralliée à la majorité ; ailleurs le pavillon pour contremaîtres ou la villa pour cadres régnaient. Installés dans un premier temps dans ces unités urbaines prédestinées, les Lorrains ont, à partir de 1975, massivement fui les zones d'aménagement pour autoconstruire leur ville dans la plaine désertique de la Crau, leurs lotissements dans les Alpilles ou sur la Côte Bleue. De telle sorte que ce groupe connaît actuellement la plus grande extension territoriale parmi les populations de l'Ouest métropolitain marseillais. Ses parcours homogénéisent un espace de 1 000 km² environ qui présente une importante diversité de formes urbaines. Trois pôles structurent le territoire lorrain : la zone sidérurgique de Fos pour le travail — et tout autre qu'un Lorrain y est étranger — Martigues, avec ses grands centres commerciaux, lieu éprouvé de la réactivation identitaire par d'incessantes rencontres des épouses des salariés de la sidérurgie — territoire pluriel unique dans la Crau — et Saint-Martin-de-Crau pour l'habitat — lieu du *statu quo* entre Lorrains et sociétés locales. L'axe Lorraine-Afrique, activé dans un sens et dans l'autre à partir de l'Ouest marseillais, situe la colonie lorraine provençale comme étape et centre (à l'identique des formations périphériques tunisoises) sur un couloir spécifique des migrations professionnelles lorraines. Les rythmes temporels qui scandent les usages de ces territoires, les parcours sur ces itinéraires, forment un tout cohérent qui valide les références à la notion de proximité, espace-temps de l'identité lorraine. Le tour de force des aménageurs est, là encore, d'ignorer cette réalité, quinze années après l'édification des nombreux enclos urbains, de faire comme si les populations se répartissaient en « extérieurs » et « intérieurs » de l'aménagement. Comme si nul ne pouvait transgresser ces barrières du calcul administratif et politique local.

L'analyse des mouvements des populations dans l'espace, et de leur histoire, désigne des étapes territoriales, des lieux de l'affirmation identitaire, les contours même des grands groupes de migrants. Cet ensemble de contiguïtés/discontiguïtés (ordre des espaces) et de continuités/discontinuités (ordre des temps) générées par l'activation du lien social spécifique englobe l'ensemble des problématiques de la mobilité spatiale et sociale.

Cette approche révèle la distance radicale entre les lectures des formes et dynamiques urbaines opérées d'une part par la sphère technos-structurelle¹⁵ et d'autre part suggérées par les pratiques de recomposition à l'initiative de telles populations. Les métropoles maghrébine et lorraine, à Marseille, ont le double statut de réalité et d'imaginaire : réalité de l'expression des mouvements du social, qui débordent, traversent, les limites, les contours des ensembles urbains ; statut imaginaire puisque non vu, non reconnu, totalement amnésié, objet de cécité de ceux qui ont le pouvoir de désigner comme manifestement et unique-

ment réelle leur invention d'une ville éclatée socialement parce qu'urbanistiquement, cybernéticiens des murs et des hommes.

Les théories de la croissance urbaine, développées en premier lieu par l'Ecole de Chicago¹⁶ à partir des analyses du développement par aires concentriques, et ses dérivés¹⁷, théorie des secteurs et des centres multiples¹⁸, gagneraient à envisager l'existence de centralités externes à l'unité urbaine considérée et concourant aux dynamiques internes. Sur un grand axe migratoire, chaque étape acquiert le statut de centralité pour les nomades qui le parcourent.

Appréhender ces réalités et lire localement et simultanément les différents niveaux de l'articulation sédentarité/mobilité dans l'espace temps du déploiement des échanges quotidiens, des mobilités résidentielles, des mouvements migratoires, est un préalable indispensable au déploiement de toute politique d'aménagement (transport et urbanisme) adaptée aux populations constitutives de ces tissus urbains.

INRETS, Salon-de-Provence

BIBLIOGRAPHIE ET NOTES

1. Oriol M., « Identité produite, identité instituée, identité exprimée : confusions des théories de l'identité nationale et culturelle », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. LXVI, 1979, pp. 19-28.
2. Marie M., Préface, *L'aménagement à contre-temps : nouveaux territoires immigrés à Marseille et à Tunis*, Paris, L'Harmattan, 1988.
3. Oriol M., *op. cit.*, note 1.
4. Barraque B. et Marie M., présentation du séminaire « Technique, territoire et société », DRI du MELATT, 1986.
5. Chombart de Lauwe P.H., *Des hommes et des villes*, Paris, Payot, 1965.
6. On consultera : Grafmeyer Y., Joseph I., *L'Ecole de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*, Alençon, Ed. Aubier RES, Champ Urbain, 1984.
7. Girard A., Article « migrations » in *Encyclopedia Universalis*, 1969.
8. Les travaux de l'IRESE, université de Lyon II, sont à cet égard, très illustratifs.
9. Grossin W., *Les temps de la vie quotidienne*, Paris-La Haye, Mouton, 1974. Gurvitch G., « La multiplicité des temps sociaux », in *La vocation actuelle de la sociologie*, Paris, PUF, 1963. Mercure D., « L'étude des temporalités sociales. Quelques orientations », *Cahiers internationaux de Sociologie*, LXVII, 1979, pp. 263-276.
10. Tarrus A., Marotel G., « Rythmes sociaux et déplacements de proximité en milieu rural », Rapport Recherche IRT, 1980.
11. Tarrus A., Marotel G., Peraldi M., *L'aménagement à contre-temps : nouveaux territoires immigrés à Marseille et à Tunis*, Paris, L'Harmattan, 1988.
12. Heidegger M., *Acheminement vers la parole*, Paris, Gallimard, 1976, p. 196.
13. Bonnet S., Kagan E., Maigret M., *L'homme du Fer*, Presses Universitaires de Nancy-Edition Serpenoise, 4 tomes, 1975, 1977, 1984, 1985.
14. Peraldi M., Entre logeurs et logés, CERFISE, 1987.
15. Dans le sens où Henri Lefèbvre utilise cette notion.
16. Grafmeyer Y., Joseph I., *op. cit.*
17. Beaucire F., Enquête sur la notion et les pratiques de l'écologie urbaine, Groupe « milieu urbain », PIREN, 1985.
18. Harris C.D., Ullman E.L. « The nature of cities », *Introduction à la géographie humaine*, Paris, Masson, 1982.

LE PUBLIC ET LE PRIVE DANS LES GRANDES ACTIONS DE TRANSFORMATION URBAINE

Liliana PADOVANI

1. Les zones urbaines aujourd'hui : un problème de crise ou de transformation

Mouvements de la population et évolution des habitats

A partir des années soixante-dix, l'Italie a été affectée par une profonde redistribution de la population et des activités : des zones septentrionales vers le Sud, des zones urbaines anciennes vers les centres plus petits.

C'est ainsi que se sont interrompus, au cours de ces dix dernières années, les processus de concentration des activités et d'émigration de la population vers les zones importantes du pays (au début le Nord et surtout le triangle industriel Milan-Turin-Gênes, ensuite les autres communes importantes et leurs zones urbaines) qui avaient touché, de manière continue et progressivement croissante, le territoire national dans les années cinquante et soixante.

L'arrêt de la croissance des principales zones urbaines et le nouveau développement de zones considérées auparavant comme marginales ou périphériques ne sont pas des phénomènes typiquement italiens ; ils se sont vérifiés dans la plupart des pays européens.

Plusieurs facteurs ont contribué à ce processus. Parmi eux l'avènement, dans ces pays de développement avancé, de nouvelles technologies qui ont modifié les modes de production et de fourniture des services. Ces modifications ont entraîné la décentralisation des unités de production sur le territoire et modifié les rapports sur le marché du travail

dans le secteur industriel et dans les services ; elles ont rendu obsolètes et peu productives les grandes concentrations industrielles et inutiles les aménagements territoriaux qui s'étaient constitués autour d'elles.

Les nouveaux moyens de production de biens industriels et de services ont eu des conséquences majeures sur l'organisation de l'espace en ce qui concerne les établissements industriels, tertiaires, résidentiels et sur les réseaux d'infrastructure. Ces conséquences ont, à leur tour, produit des effets sur le rôle et les fonctions des principales zones urbaines.

Par rapport aux autres pays européens où le processus d'industrialisation a été plus précoce, le cas italien présente deux particularités : d'un côté, des mouvements de croissance urbaine particulièrement intenses et violents, dus surtout aux migrations internes au cours des années cinquante et soixante, de l'autre côté, un développement original et vigoureux concentré sur de nouvelles zones.

Ces dernières sont des zones d'économie diffuse, c'est ce que l'on dénomme la « troisième Italie »¹ (régions des Marches, partie de l'Emilie-Romagne et de la Vénétie) où, au cours des années soixante-dix, un réseau préexistant de petits centres a été bouleversé par d'intenses processus de croissance (petite industrie avec un bon niveau de productivité et de compétitivité), basée sur les capacités de promotion et de mobilisation d'entreprises familiales.

L'intensité de ce processus de redistribution dans la décennie passée, est bien illustré par la comparaison entre l'évolution démographique et l'activité du bâtiment dans les zones métropolitaines et dans les communes plus petites : les zones métropolitaines, où dans la période 1961-71 s'étaient concentrés 72 % de l'accroissement national de la population et 40 % de l'accroissement du parc immobilier ne se sont appropriées, dans la dernière décennie, que 27 % de l'accroissement de la population et 17 % de l'accroissement du parc immobilier.

Tableau 1. *Accroissement de la population en Italie (1961-71, 1971-81)*

	Variations			
	1961-71	1971-81	1961-71	1971-81
<i>Aires métropolitaines</i>	2 528 696	569 047	71,8	27,0
— grandes villes	1 180 661	— 206 413		
— « couronnes » métropolitaines	1 348 035	775 460		
<i>Villes moyennes</i>	1 021 725	202 776	29,0	9,6
<i>Petits centres</i>	— 27 443	1 335 564	— 0,8	63,4
<i>Total</i>	3 522 978	2 107 388	100,0	100,0

1. Les deux autres Italies sont les ensembles urbains du Centre-Nord et du Midi, considérés comme des ensembles sociaux et productifs plutôt que comme des subdivisions géographiques.

Tableau 2. *Accroissement des logements en Italie (1961-71, 1971-81)*

	Variations		1961-71	1971-81
	1961-71	1971-81		
<i>Aires métropolitaines</i>	1 268 056	738 001	39,4	16,7
— grandes villes	761 329	318 465	23,7	7,2
— « couronnes » métropolitaines	506 727	419 536	15,7	9,5
<i>Villes moyennes</i>	575 062	489 256	17,8	11,1
<i>Petits centres</i>	1 377 186	3 191 468	42,8	72,2
<i>Total</i>	3 220 304	4 418 755	100,0	100,0

Source : Cresme.

Tableau 3. *Accroissement (moyenne annuelle) de la population par région*

	1962-71	1972-81	1982-84
Nord	231 379	64 322	— 36 130
Centre	91 092	45 665	32 518
Sud	28 411	71 249	114 083
Iles	1 415	29 503	58 591
<i>Total</i>	352 298	210 739	169 062

A l'autre extrémité, nous trouvons des petites communes (en excluant celles qui font partie des zones métropolitaines) qui ont vu leur population baisser pendant les années soixante. Au cours des années soixante-dix au contraire, 63 % de l'accroissement démographique total et 72 % de l'accroissement du patrimoine immobilier s'y sont concentrés.

A la même époque les centres des zones métropolitaines, surtout ceux du Centre-Nord, commençaient à enregistrer une baisse de la population comme des emplois dans l'industrie. Milan, par exemple, qui pendant la décennie 1961-71 augmentait en moyenne de 15 000 habitants par an, perd, dans la décennie 1971-81, 10 000 habitants par an et présente en 1984 un solde négatif de 25 000 habitants. Il faut ajouter qu'à partir de 1975, on enregistre une baisse dans l'emploi industriel. Même les communes de la couronne métropolitaine milanaise, qui augmentaient de 66 000 habitants par an dans les années soixante, commencent à enregistrer des baisses dans les années quatre-vingt, alors que l'emploi dans l'industrie demeure stable.

L'arrêt de l'expansion a été accompagné, dans les pôles urbains principaux, par d'importants processus de transformation : les activités de production diminuent, les activités tertiaires augmentent.

D'importantes zones industrielles sont abandonnées ou sous-utilisées alors que les grands systèmes d'infrastructure et de services (réseaux ferroviaires, aires consacrées aux expositions, marchés, etc), qui avaient

été créés au début du cycle d'expansion urbaine, sont devenus obsolètes, leur réalisation ayant été trop étroitement liée aux exigences de l'époque. Ces systèmes doivent donc être entièrement réorganisés.

Dans le secteur résidentiel, des portions entières de la ville sont appropriées par de nouveaux groupes sociaux qui déterminent le déplacement et la relocalisation des groupes autochtones.

Les processus de transformation des tissus urbains anciens ont toujours existé. Les situations qui sont en train de se dessiner présentent cependant de nouveaux aspects parmi lesquels deux semblent avoir plus de poids : il s'agit souvent de transformations qui touchent des zones et des complexes particulièrement vastes ; elles mobilisent ainsi plusieurs secteurs, plusieurs opérateurs publics et privés et exigent des disponibilités financières considérables ; on est au bout de la phase urbaine marquée par la forte croissance et l'expansion industrielle, mais aussi l'extension continue du terrain urbain (comme en témoigne le développement des systèmes territoriaux à économie diffuse).

Dans ce contexte se situent différentes orientations : certains considèrent le secteur tertiaire avancé comme le secteur gagnant des années quatre-vingt, en reconnaissant la nécessité, de la part des activités tertiaires les plus qualifiées, de demeurer dans les zones urbaines (les emplacements centraux seraient intéressants en ce qu'ils permettent d'accéder facilement aux capitaux, à la population active, à l'information).

D'autres expriment leur perplexité à propos de : a) la capacité réelle du secteur tertiaire à remplacer l'industrie en termes d'utilisation du sol ; b) la création possible de monopoles et de rentes avec toutes les conséquences économiques causées par l'expulsion et l'éloignement d'activités plus faibles ; c) la possibilité de maintenir à un haut niveau la qualité des prestations urbaines offertes par les centres plus importants.

En outre, dans le secteur tertiaire, considéré traditionnellement comme une entité indifférenciée, tout au moins dans le contexte des études urbaines, se dessinent, de plus en plus, un processus de différenciation interne (services de masse, services standardisés, *labour saving*, services concernant l'automation, services relatifs à l'amélioration de la qualité du travail, services traditionnels avec de grandes fonctions de distribution), chacun des services impliquant différentes modalités de déplacement et de localisation sur le territoire. Ce qui rend problématique la définition qualitative et quantitative des zones tertiaires qui demeurent dans les grandes agglomérations.

En résulte un tableau de référence extrêmement complexe pour les opérateurs désirant effectuer des opérations de transformation. Situation délicate où des facteurs qui ne peuvent être négligés interagissent et où se complexifient l'estimation des rapports entre coûts et bénéfices induits par les investissements et leur répartition entre les nombreux acteurs.

En outre, il est difficile de formuler des hypothèses « sûres » quant aux futurs modèles opérationnels et, donc, quant à l'aménagement des espaces et des bâtiments les mieux adaptés pour les contenir. Il est également difficile de faire des hypothèses fiables sur les marges de

risque de chaque opération. De cela, il faut tenir compte, surtout lorsqu'on se trouve dans une phase de changement extrêmement rapide des modalités de développement de fonctions et services urbains.

Tout en créant de nouveaux termes de référence pour les opérateurs et les promoteurs privés, la situation que l'on vient de décrire crée de nouvelles dimensions opérationnelles pour l'administration communale.

On attend de l'opérateur public, un rôle difficile à tenir de médiation et d'orientation se déployant à deux niveaux : d'un côté il doit contribuer à la conciliation des intérêts des sujets et des opérateurs concernés par une intervention donnée, de l'autre il doit garantir une certaine comptabilité entre les intérêts du projet d'intervention et ceux du système urbain.

L'administration communale doit donc tenter de définir une nouvelle philosophie de planification capable d'être en phase avec les processus en cours, avec propositions et réalisations qui, selon des modes, des temps, des niveaux d'incertitude différents, touchent les secteurs urbains.

Evolution de la conception du plan d'urbanisme

La nécessité de redéfinir les fonctions du plan face au problème nouveau et, en quelque sorte, imprévu, de la réutilisation de portions considérables de terrains urbains relativement centraux, fait partie du processus de transformation de la planification urbaine qui s'est dessiné et déroulé au cours des phases de développement traversées depuis l'après-guerre.

Le débat actuel sur la conception de la planification urbaine et sur son évolution se réfère, même si c'est de manière controversée, à trois phases importantes qui regroupent des familles différentes de « plans d'urbanisme ».

Les plans du premier groupe, caractéristiques des premières années de l'après-guerre, sont intéressés principalement à repérer et fournir des terrains à bâtir pour accueillir les grands établissements nouveaux. Il s'agissait d'établissements résidentiels et productifs que le modèle de croissance inégale adopté par le pays concentrait dans les zones urbaines du Nord. C'est la période du développement urbain « sauvage », de la spéculation foncière, de la croissance non-contrôlée et sans infrastructures, des années cinquante et soixante.

En ce qui concerne l'urbanisme, c'est aussi la période de l'absence de plan où les terrains à bâtir sont très vastes ; les besoins sont estimés par excès ; mais les prévisions sont toujours dépassées par un développement rapide, non-contrôlé, consommant beaucoup d'espace, gaspillant les ressources et le capital social fixe. Il suffit de penser aux structures du bâtiment et aux infrastructures inutilisées dans les zones d'émigration de l'Italie du Sud.

Les plans du deuxième groupe, développés dans le climat de réformes urbaines et sociales des premiers gouvernements de centre gauche des années soixante, concernent principalement la redistribution ; ils cher-

chent à garantir des niveaux équitables d'opportunité et d'équipements fonctionnels (services, équipements, habitations standard, etc.) pour tous les groupes de population et d'activités. Ces plans s'expriment moins par des projections de modèles de développement que par des systèmes de normes applicables à la plupart des communes italiennes. Le devoir principal de l'administration est de garantir le respect des normes.

Les plans du troisième groupe, plus récents, révèlent un intérêt pour la qualité de l'environnement. Par rapport aux règlements des plans précédents, ils dénotent un intérêt beaucoup plus vif, bien plus de sensibilité à l'égard de la nature, des lieux et des caractéristiques morphologiques de la zone.

Le point de départ du plan n'est plus une volonté de bâtir la ville sur une base déterministe en commençant par les études des besoins de la population et des activités et en définissant, par conséquent, les services et les équipements qu'il faut associer aux mètres carrés produits par le bâtiment (ce qui s'est passé en pratique avec les plans du groupe précédent même si le discours a été quelque peu édulcoré). Le rapport établi entre les exigences fonctionnelles et l'environnement physique est bouleversé ; le « sens de la question » est modifié, « le projet interroge le bâtiment et lui pose questions et problèmes ». Les études pour le plan commencent ainsi par l'analyse des espaces de la ville, de leurs caractères techniques et formels, de leur connexion, de leur développement et des possibilités qui s'ensuivent.

Poussé par l'intensification des initiatives d'intervention, le plan a pour problème essentiel de diriger les transformations physiques et sociales en cours en consacrant une attention particulière aux rapports entre les lieux et les utilisateurs. Abandonnant l'idée de plan global, le nouveau projet d'urbanisme doit servir à éclairer les rapports entre le tissu spatial et les utilisateurs, entre les intervenants publics et privés, responsables des initiatives. Il devient un instrument permettant l'interaction des différentes dimensions morphologiques, sociales, économiques en jeu et la base d'une négociation entre opérateur public et opérateur privé.

Dans ce contexte, ont été lancées les premières initiatives de transformations de terrains ou de zones de dimensions importantes qui sont devenus ou deviennent disponibles pour une réutilisation.

2. Les opérations en cours dans les principales villes italiennes

Modalités des rapports entre initiative privée et politiques urbaines

Ces dernières années dans les principaux ensembles urbains italiens l'on a promu et partiellement réalisé d'importantes opérations de transformation d'espaces relativement centraux du tissu urbain ou de zones plus périphériques jouant cependant un rôle stratégique dans l'ensemble

urbain. Il s'agit d'opérations destinées en partie ou en totalité aux activités tertiaires, qui tentent de mettre en place de nouveaux types de rapport avec les instruments de réalisation des politiques urbaines et, en général, avec les administrations communales.

Ces opérations permettent un certain nombre de considérations. Une première série concerne l'aspect promotionnel ; dans la promotion, le secteur privé prévaut sur le secteur public :

— Dans le Centre-Nord ce sont les grandes industries, Fiat (Turin et Florence), Pirelli (Milan), Alfa Romeo (Milan - zone de Portello) ou les grandes compagnies d'assurances (Florence) qui proposent, en fonction de programmes de valorisation de leur capital immobilier, des terrains occupés par de grandes usines désaffectées, ou un quota de capital qui doit être légalement investi dans des biens immobiliers dans le cas des assurances ; elles proposent également de grandes initiatives de réutilisation en faveur du tertiaire.

— Dans le Sud du pays, les opérations sont conduites par des opérateurs de transformation immobilière qui interviennent, selon une optique totalement privée (financements, promotion, réalisation et gestion en partie), comme dans le cas de Bari, ou bien suppléent, de la part du secteur privé ou des grandes entreprises de l'Etat, aux incapacités gestionnelles et promotionnelles de la machine publique, comme dans le cas de la municipalité de Naples.

— Dans deux cas seulement, le quartier destiné aux expositions et aux affaires de Bologne (qui s'est développé sur vingt ans et est en train d'atteindre son but), et le Plan directeur concernant la bretelle ferroviaire souterraine de Milan (actuellement dans une impasse), l'administration municipale a pris l'initiative en déployant ses instruments d'urbanisme et ses capacités de gestion.

Un deuxième groupe d'observations concerne les rapports avec le plan d'urbanisme et les politiques urbaines.

— Dans quelques cas s'observe un changement radical par rapport au contenu du plan d'urbanisme en vigueur. C'est le cas de Milan où l'on passe du Plan de réglementation approuvé en 1980 qui voulait contenir le développement de la ville et considérait le tertiaire comme l'un des facteurs de la crise urbaine (forte réévaluation des valeurs foncières aux conséquences négatives pour les fonctions urbaines plus faibles comme l'industrie et le secteur résidentiel), au Projet de Bretelle ferroviaire souterraine, qui attribue, par contre, au tertiaire avancé et à sa concentration dans la ville la capacité d'activer un nouveau cycle de développement enrayant le processus de crise. La réutilisation envisagée du terrain de la Bicocca comme nouveau point de concentration tertiaire, par rapport à ceux prévus par la Bretelle ferroviaire, souligne à nouveau cette tendance.

On rencontre des problèmes analogues dans le cas de Turin où le projet du Lingotto modifie le programme détaillé de décentralisation et de repolarisation tertiaire à l'intérieur de toute la zone soumise aux travaux publics turinois, prévu par les plans en vigueur.

— Dans d'autres cas, on se trouve face à des problèmes de dimensions concernant les activités tertiaires dont les programmes d'implantation dépassent de loin ceux prévus par le plan. Outre Milan et Turin le problème se pose à Florence et Gênes.

— Le cas de Bari reflète une situation où l'initiative privée se charge, en l'absence de politiques urbaines définies, de trouver des solutions au problème de la localisation des fonctions tertiaires (tertiaire public inclus : dans la zone centrale de la ville on offre un siège aux bureaux de la Région, qui cherche depuis longtemps un emplacement pour ses services).

— Le quartier destiné aux expositions et aux centres d'affaires de Bologne est le résultat d'un plan de décentralisation d'activités tertiaires réalisé avec cohérence à tous les niveaux de compétence : en rapport avec le centre historique (Plan du centre historique) et avec la zone destinée aux travaux publics particuliers (Plan de la zone particulière).

Une troisième série d'observations concerne les instruments d'urbanisme proposés. Deux situations peuvent se présenter :

— La définition des instruments de réalisation est relativement facile dans le cas des interventions moyennes et grandes selon les modèles les plus traditionnels des opérations relatives au bâtiment et à l'immobilier. C'est le cas des lotisations conventionnées à Bari ou à Naples ou du Plan détaillé avec la convention de Gênes.

— La procédure pour définir des instruments d'intervention semble, par contre, beaucoup plus problématique dans les cas où les interventions n'ont pas encore commencé sinon avec un permis provisoire pour des usages temporaires (Lingotto).

Dans les cas de conventions comme à Bari et à Naples, le promoteur privé a la charge, selon différentes formules, de garantir la réalisation et la qualité des espaces publics et des infrastructures urbaines, à l'intérieur des deux centres d'affaires (à Naples s'est constitué un consortium de gestion des parties communes et du décor urbain ; à Bari le promoteur en conserve la gestion).

Logiques de comportement

Les expériences prises ici en considération esquissent une situation de mise en difficulté des administrations municipales. Cette difficulté semble liée à trois problèmes principaux.

1) L'incertitude concernant l'ampleur réelle du phénomène tertiaire, et sa capacité effective à provoquer des effets stimulateurs sur l'ensemble de la ville.

Il est acquis que le secteur tertiaire comprend une gamme très vaste de secteurs marqués par des évolutions et des exigences d'emplacement différentes qui sont encore en phase de définition.

Il est possible qu'une offre d'opportunités concernant des prestations de qualité pour l'implantation des activités tertiaires attire des initiatives mais il est difficile d'en prévoir le type, le nombre et les conditions

du rapport entre coûts et prestations. La ville ne produit plus de tertiaire de manière « endogène » : ces activités tendent à se distribuer aujourd'hui, de manière plus étendue par rapport au passé dans les différents types de situations urbaines. Par conséquent, il n'est pas facile de prévoir le type et le nombre d'activités tertiaires qui auront tendance à se situer au centre des principales zones urbaines.

2) *La convergence de deux types d'intérêt.* D'un côté, celui des acteurs qui, propriétaires de grandes parties du parc immobilier (compagnies d'assurances, par exemple) ou de terrains (grandes usines aux marges des grandes agglomérations urbaines, terrains des compagnies de chemin de fer, etc.), voient dans la transformation à destination tertiaire d'intéressantes possibilités de mise en valeur de parts de leur capital immobilier. De l'autre, les intérêts des collectivités locales, préoccupées par la formation de zones potentiellement dégradées et par la dégradation urbaine dans les zones touchées par la fuite des activités productives et par le problème de perte d'emploi ; ces collectivités voient dans le tertiaire une contrepartie à cette tendance et un élément de relance de la ville dans un système de relations élargi.

Ces expectations se heurtent toutefois à des doutes sur les possibilités de réussite de ces transformations qui exigent, en tout cas, de gros investissements aussi bien privés que publics. En dérive une multitude de conduites, soit actives en vue d'accaparer les parts de la demande certainement disponibles, soit empreintes d'incertitudes quant aux engagements à prendre et aux répercussions négatives qu'ils pourraient avoir. L'acteur public est surtout préoccupé par l'extension des terrains susceptibles de se libérer et par le risque que seules les opérations avantageuses du point de vue économique soient réactivées, laissant au secteur public la tâche de prendre en charge la dégradation des zones restantes.

3) Le troisième ordre de problèmes se rattache aux caractéristiques des acteurs privés qui se situent en interlocuteurs des collectivités locales.

Le fait que derrière la propriété des terrains soient présents d'importants organismes privés ou para-étatiques rend les pourparlers particulièrement complexes dans la phase initiale d'actions où convergent des exigences, des stratégies, des contraintes d'ordre institutionnel, ainsi que des objectifs qui reflètent des intérêts qui sont étrangers à ces actions. De plus grandes difficultés pourraient naître de la recherche de médiation entre les intérêts des acteurs concernés et ceux de la ville dans son ensemble.

Milan, octobre 1987

NOUVEAUX CRITERES D'ATTRIBUTION DES LOGEMENTS SOCIAUX :

la loi 6/83 de la région Ligurie

Antida GAZZOLA

Le 28 février 1983 était promulguée, en Ligurie, la loi régionale n.6 relative aux « Procédures, organismes et compétences en matière de construction d'habitat social et de normes régissant les Istituti Autonomi Case Popolari »¹.

Cette loi comporte des aspects essentiels pour le développement des logements sociaux, ainsi que des critères et des dispositions définissant l'attribution de ces logements.

Ce chapitre de la loi a sensiblement modifié les procédures d'allocation qui, auparavant, étaient régies par le D.P.R. 1035 de 1972. Ce dernier, basé sur la notion, typique des années 1950-1960, de « famille en état de besoin », ne correspondait en effet plus à la réalité.

En 1985, le Service « programmation des logements sociaux » de l'Administration régionale charge le Laboratorio di sperimentazione sulla qualità residenziale d'une recherche sur un certain nombre d'aspects de l'application de la loi 6/83 relative à l'attribution de logements dans la province de Savone².

Sur le plan méthodologique, trois sources de données ont été utilisées :

- les données ISTAT³, portant sur les caractéristiques socio-démographiques de la population des zones étudiées ;
- les données communales (incomplètes) sur le même sujet ;
- les données provenant des dossiers de demande d'attribution.

Nous avons complété ces informations par un certain nombre d'interviews de « témoins privilégiés » et de personnes qui avaient obtenu un logement social.

Il faut souligner que la loi 6/83 a pris en considération plusieurs phénomènes apparus en Ligurie au cours des dernières années. Sur le plan démographique, d'une part : évolution de la composition des ménages ; augmentation du nombre global des ménages ; diminution du nombre de personnes par ménage ; augmentation du nombre d'individus âgés de plus de 65 ans ; augmentation de l'âge moyen de la population ; baisse de la natalité. Sur le plan social, d'autre part : nombre de personnes expulsées de leur logement à l'expiration du bail ; défense-protection des handicapés, difficultés que rencontrent les jeunes mariés pour trouver un logement ; problèmes liés à la mobilité territoriale ; existence d'un pourcentage élevé de logements occupés en dépit de leur état d'insalubrité ou de dégradation.

Il faut noter l'existence de plus en plus importante de problèmes économiques liés aux faibles revenus et/ou aux prix des loyers. La loi 6/83 a alors prévu, en utilisant un système d'attribution de points, l'aide aux familles touchées par un ou plusieurs des phénomènes que nous venons d'évoquer.

On a, de plus, favorisé, chaque fois que c'était possible, le maintien des groupes sociaux habitant déjà les quartiers où l'on bâtissait de nouveaux logements.

Parmi les données les plus significatives mises en évidence par l'enquête, nous citerons :

- la majorité des demandes (76,4 %) d'attribution de logement examinées concernent des familles vivant dans la commune où l'offre a été formulée ;

- les familles concernées sont composées, en moyenne, de 2,75 personnes (pour l'ensemble de la Ligurie 2,23) ;

- environ la moitié (48,8 %) des chefs de famille (qui peuvent être les mères, 26,2 %) sont salariés ; 4,8 % des travailleurs indépendants ; 46,4 % des retraités ou chômeurs ; 11,9 % ont des revenus très faibles ; 7,4 % ne disposent que de la pension prévue par l'Etat pour tous les citoyens de plus de 65 ans (en 1985, 3 800 000 liras par an, soit 20 000 francs français) ;

- un nombre très élevé de familles expulsées par leurs propriétaires (48 % des demandeurs à Savona) ;

- 7,7 % des demandeurs déclarent ne pas avoir de logement ou n'en avoir obtenu un qu'à titre temporaire de l'Administration locale (Service d'Assistance sociale) ;

- 8,1 % vivent en cohabitation parce qu'ils ont été expulsés ;

- 16,6 % des familles vivent en surnombre par rapport à la taille du logement ;

- 16,4 % habitent un logement dégradé et 22,8 % vivent dans des conditions de manque d'hygiène ;

- dans 29 % des familles un des membres a plus de 60 ans ;

- 5,1 % de l'échantillon est constitué de couples jeunes mariés ;
- dans 22,7 % des cas, on note la présence d'un handicapé parmi les membres de la famille.

L'enquête a fait clairement apparaître que les principaux problèmes des familles déposant une demande de logement sont ceux-là même prévus par la loi : personnes âgées, handicapés, personnes dont le contrat de location n'a pas été renouvelé, chômeurs, retraités, économiquement faibles, et, enfin, précarité due aux mauvaises conditions de logement (dégradation, insalubrité).

Il apparaît donc que la loi 6/83 a envisagé les situations de besoins réels à partir desquels l'attribution d'un nombre maximum de points permet l'obtention d'un logement.

Il semble possible, en outre, d'isoler, à partir du noyau « fort » d'une loi novatrice et constitutive de nouveaux rapports « avec » les usagers et « entre » les usagers des « éléments » qu'il serait intéressant de cerner, approfondir, étudier.

Les usagers ont eu beaucoup de difficultés à comprendre et à s'adapter aux nouveaux critères tant d'un point de vue formel (les formulaires de demande de logement sont, en effet, peu simples) que pratique.

Lorsque le D.P.R. 1035 était en vigueur, les citoyens avaient appris un certain nombre de ruses : par exemple, formant un véritable « consortium », certaines familles, bien que liées par des liens de parenté lâches, déclaraient cohabiter pour obtenir les points relatifs aux groupes familiaux nombreux.

La loi R. 6/83 a introduit de nouveaux paramètres, rendant vaine toute ruse, ainsi que des modalités différentes et plus strictes pour vérifier les déclarations contenues dans les demandes.

Les nouvelles dispositions ont eu pour effet de donner à la loi une image moralisatrice et aux communes (chargées par la loi de l'ensemble de la gestion de l'attribution des logements), un pouvoir de contrôle très fort. La prévention des abus a été, naturellement, considérée comme un abus par ceux qui auraient voulu en commettre ! En Italie, l'idée qu'une loi est bonne si elle laisse une marge de négociation entre les citoyens et l'autorité est encore très répandue : cela correspond à l'arrière-pensée que l'on doit vivre « en dépit » de l'Etat et de ses lois, comme à l'époque des dominations étrangères antérieures à 1860, en particulier parmi les méridionaux qui constituent la majeure partie des demandeurs de logements sociaux.

Mais il faut souligner que les procédures de contrôle et d'examen des demandes sont très longues (à Savone, environ un an et demi), ce qui pose le problème complexe de la résolution temporaire des difficultés les plus urgentes. De plus, les situations peuvent évoluer, changeant ainsi les motivations mêmes de la demande.

Une autre série de problèmes concerne le groupe social constitué par ceux qui ont obtenu un logement.

Dans notre échantillon, nous avons distingué deux situations extrêmes : le cas d'une grande ville, Savone, comptant plus de 70 000 habitants et le cas d'un village, Cengio, de 4 500 habitants.

Située dans une région où la grande industrie est en crise, Savone présente toutes les caractéristiques d'une économie en crise : pauvreté liée au manque de travail (chômage, réduction forcée du temps de travail) ou au changement de situation économique provoqué par le départ à la retraite, ou, enfin, à un état d'incapacité.

A cette pauvreté économique, il faut ajouter une « pauvreté sociale » liée à un noyau familial souvent très réduit (on note un taux de personnes seules très élevé), à une certaine habitude de rapports sociaux « froids », à la difficulté pour les personnes âgées de se déplacer en ville.

Le groupe social constitué par ceux à qui l'on accorde un logement en fonction des nouveaux critères d'attribution, est donc caractérisé par un nombre important d'individus nécessitant une aide économique et sociale.

Par contre, dans les villages comme Cengio, constituant des zones économiques plus fortes, les motivations des demandes sont différentes. Les familles sont plutôt jeunes et ont des enfants appartenant aux classes d'âge de la scolarité obligatoire, les revenus sont fixes, même si seul le chef de famille travaille. Nous ne sommes donc pas en présence d'un « besoin d'aide », mais plutôt d'un « besoin de sécurité », partant du principe que l'on ne peut être renvoyé d'un logement social si l'on en paie le loyer.

Ce dernier type de locataires cultive soigneusement tous les stéréotypes bourgeois : politesse, propreté, décor.

Pour ces personnes, le logement social n'est pas envisagé comme un « moment » dans leur trajectoire résidentielle, mais comme une solution définitive, dans l'espoir implicite d'acheter l'appartement dans le cas où le IACP décide de le vendre. Le logement social apparaît, donc, comme le succédané de l'habitation rêvée.

Au cours de notre enquête, un des locataires nous disait : « Mes parents ne voulaient pas croire qu'il s'agissait d'un logement social (...) Notre appartement semble, en effet, un logement "comme les autres"... »

Ces phrases sont révélatrices de la représentation populaire des logements sociaux, des aspirations des gens, ainsi que du sentiment d'infériorité dû à la possibilité pour ceux qui ont « besoin de sécurité » d'être confondus avec ceux qui ont « besoin d'aide ».

Il faut encore citer une catégorie d'usagers, les « spéculateurs », qui utilisent le logement social comme un investissement économique, en empruntant le nom d'un parent. Ils composent la partie la plus habile de ceux qui ont choisi une « carrière d'assistance », élevée au rang de stratégie de vie.

La loi 6/83 a donc essayé d'établir une hiérarchie entre les besoins « primaires », directement liés à la survie des personnes, et les besoins « secondaires », liés au désir d'occuper une place « sûre » dans la société et de pénaliser la troisième catégorie, celle des « habiles ».

Critères d'attribution des logements

Il est encore trop tôt pour savoir si la loi répondra aux nécessités sociales. Cette loi, que l'on pourrait qualifier de « juste » dans le sens où elle cherche à résoudre les difficultés les plus aiguës, n'a pu encore éviter l'écueil de la formation de groupes d'usagers homogènes, en fonction des besoins, des caractéristiques socio-économiques, d'une manière encore plus nette qu'auparavant.

Un certain nombre de questions restent, de plus, sans réponse ; quelles seront les interactions entre des groupes homogènes de familles souvent très fragiles ? Quelles seront les réactions des locataires des logements voisins ? Quelles interventions tant sociales que de gestion, pourront être pratiquées pour favoriser l'insertion ? Pourra-t-on trouver le moyen institutionnel, soit au niveau étatique, soit au niveau local, pour coordonner l'action du secteur des « logements sociaux » avec l'action du secteur « d'assistance » de l'Administration régionale ?

Laboratorio di sperimentazione
sulla qualità residenziale

Différences fondamentales entre le DPR 1035 et la loi régionale 6/83

Situations	Points	
	DPR 1035	I.R.6/83
Handicap	—	1
Invalidité	2	1
Famille nombreuse	de 1 à 6	—
Expulsion	de 2 à 3	6
Age avancé	—	2
Tutelle du groupe préexistant	—	de 1 à 2
Logement dégradé	4	de 1 à 2
Conditions de manque d'hygiène	2	de 1 à 2
Logement précaire	4	8
Famille composée d'une personne seule	—	2
Logement surchargé	de 2 à 4	2
Cohabitation	de 1 à 2	6
Bas revenu	de 3 à 5	de 3 à 5
Loyer onéreux	2	de 1 à 2
Logement très éloigné du lieu de travail	3	1 - 2

NOTES

1. L'Istituto Autonomo Case Popolari peut être comparé aux Offices HLM en France.
2. A. Gazzola et al., « La famiglia bisognosa degli anni 80 », Fondazione Labo, rapporto 2/85, Genova, 1985.
3. L'ISTAT correspond à l'INSEE en France.

LA FORMATION DES NOUVEAUX TERRITOIRES URBAINS ET LEUR « CRISE » :

les quartiers nord de Marseille

Michel ANSELME

L'habitude et la rumeur désignent les quartiers nord de Marseille comme quartiers en crise, une sorte de *no man's land* urbain où dominent deux figures archétypales : le délinquant et l'immigré. A lire la presse à dix ans d'intervalle, on est frappé par la similitude du discours : quartiers déjetés dont la gestion coûte une fortune, quartiers difficiles où les tensions de cohabitation sont nombreuses, où le sentiment d'insécurité va croissant, quartiers où, aux dires de certains, l'on n'est plus chez soi, c'est-à-dire entre nous, quartiers enfin où les derniers comportements électoraux des habitants font douter du bien-fondé des politiques urbaines de réhabilitation suivies jusqu'à ce jour.

Or, par-delà les analyses à l'emporte-pièce où dominent impressions et anecdotes, il est nécessaire de faire un retour sur la formation de ces quartiers, sur leur histoire et analyser quels phénomènes sociaux se désignent sous le terme de crise, quels dispositifs institutionnels ont vu le jour pour y répondre.

La thèse que nous voudrions développer ici revient à affirmer que ce qui se joue dans ces quartiers est, pour l'essentiel, l'enracinement progressif de populations dont la légitimité urbaine — c'est-à-dire la légitimité à être là, à faire souche, à marquer l'espace de son sceau — est contestée et que cet enracinement prend des formes particulières, eu égard à la place que ces populations occupent dans l'espace social marseillais.

Situons tout d'abord ces quartiers. Les quartiers nord, c'est un terme générique pour désigner les 13^e, 14^e, 15^e, 16^e arrondissements de la ville. Ils regroupent près de 30 % de la population marseillaise. Mais ces arrondissements sont très hétérogènes. Ils se composent d'anciens noyaux villageois, de zones pavillonnaires dont certaines datent de l'entre-deux-guerres, de cités HLM enfin. Nous laisserons volontairement de côté le 16^e — c'est-à-dire les quartiers des Riaux, de l'Estaque, de Saint-Henri, de Saint-André — car ils s'inscrivent dans une autre histoire. Ce sont des quartiers ouvriers classiques, il faudrait dire usiniers, tant l'interpénétration de l'espace productif et de l'habitat leur a donné une configuration, une personnalité à part à Marseille.

Entre 1962 et 1975, c'est-à-dire en un peu moins de quinze ans, ces trois arrondissements (13^e, 14^e, 15^e) vont connaître un accroissement de population que l'on peut estimer à 60 000 personnes, ce qui représente à peu près la moitié de la croissance démographique que connaît la ville (126 000 habitants de plus). Chiffre d'autant plus important que l'essentiel de ces nouveaux habitants qui gagnent ces arrondissements va se loger dans les cités HLM dont la construction est ininterrompue depuis 1958 et qui surgissent au milieu des délaissés d'anciennes propriétés, en plein champ.

La concentration d'une telle population représente une nouveauté pour Marseille lorsqu'on connaît le caractère relativement épars de son peuplement. Les quartiers nord, on l'aura compris, ce sont donc, dans l'imaginaire des Marseillais, ces cités HLM édifiées entre la fin des années cinquante et le milieu des années soixante-quinze et dont les grands ensembles de plus de 800 logements, situés pour 80 % d'entre eux dans ces trois arrondissements, sont un peu le symbole. Cités et grands ensembles forment une sorte de bande régulière s'étendant sur plusieurs kilomètres.

Une fois le décor planté, il est possible de cerner plus dans le détail les caractéristiques socio-économiques des premiers occupants, à partir d'une série d'éléments tirés des recensements de population et d'études monographiques réalisées à l'occasion d'opérations de réhabilitation. Une première constatation s'impose : c'est la relative hétérogénéité du peuplement mais moins socialement parlant comme on va le voir, que sur le plan ethnique et sur celui de la situation résidentielle antérieure dans l'espace urbain marseillais.

Les années soixante à Marseille ont vu s'interpénétrer plusieurs processus qui rendent compte de la configuration particulière du peuplement initial de ces cités. Le déficit de logement tout d'abord. Se loger à Marseille à cette époque est très difficile. Ce n'est pas spécifique à cette ville mais ici les problèmes sont cruciaux. Déficit de logements et plus encore de logements sociaux. En 1960, Marseille compte moins de 15 000 logements HLM pour une population qui dépasse 750 000 habitants. C'est un parc indigne d'une grande ville.

Liée en partie à ce déficit, existe sur la commune une masse croissante de familles qui logent dans de mauvaises conditions, habitent des loge-

ments dégradés ou de fortune. Les bidonvilles présents sur presque tout le territoire communal, mais plus particulièrement dans les 14^e, 15^e et 16^e arrondissements dans le nord et dans le 9^e au sud, regroupent environ 16 000 personnes. Se loger dans de bonnes conditions est alors une aspiration très forte qui pousse à la mobilité.

Les années soixante se caractérisent également par une série d'opérations d'urbanisme en centre ville qui vont occasionner le déplacement de plusieurs milliers de personnes. A cela s'ajoute enfin l'arrivée massive des rapatriés d'Afrique du Nord dont près de 10 % vont s'arrêter à Marseille. Ces divers événements intéressent des flux de plus en plus importants et hétérogènes.

Hétérogènes tout d'abord sur le plan de la localisation dans l'espace urbain. Gagnent ces cités des quartiers nord des familles issues de l'habitat insalubre du centre ville, d'autres venant des bidonvilles et autres formes d'habitat précaire de la périphérie. D'autres enfin, présents depuis longtemps dans ces quartiers, quittent un habitat devenu inadapté ou inconfortable, bidonvilles également, pour se loger dans ces logements neufs qui surgissent parfois de l'autre côté de la rue. La construction de ces ensembles sociaux des quartiers nord représente probablement le dernier grand mouvement de mobilité à l'échelle intra-urbaine qu'a connu Marseille. Depuis la fin des années soixante-dix, c'est à l'échelle de l'agglomération voire de l'aire métropolitaine que se joue la mobilité.

Or, sans exagérer l'importance de ce que certains ont appelé les villages urbains et leur spécificité, cette sorte de centration, de captation de flux de population en direction d'une partie du territoire communal, a remis en cause le relatif équilibre social et spatial que connaissait Marseille. Pendant longtemps et même encore aujourd'hui, être de Marseille c'est être d'un quartier relativement identifiable. On est de Sainte-Marthe, des Catalans ou de la Pointe Rouge. L'émergence très rapide de ces grands ensembles a bouleversé ces micro-traditions, ces modes d'identification à des micro-territoires. Et la rupture que représente dans ces quartiers la concentration après 1960 de plus de 60 % de logements sociaux que compte la ville est nette. Auparavant les HLM étaient peu ou prou présents dans tous les arrondissements selon des logiques de localisation liées à la date de construction (à la lisière des arrondissements centraux, pour la période de la fin des années vingt et les années trente, en centre ville et en périphérie pour la période de l'après-guerre, etc.). Après 1960, ce sont des situations de cohabitation spécifiques qui émergent dans les grands ensembles.

Population hétérogène également sur le plan ethnique et culturel. Dans le peuplement initial de ces cités, on trouve à côté du vieux fond marseillais souvent issu du centre ville et témoin des vagues migratoires antérieures (arménienne, corse, espagnole, italienne...) les rapatriés d'Afrique du Nord. Parmi les 57 345 rapatriés recensés par l'INSEE en 1968, plus du tiers réside dans les 13^e, 14^e et 15^e arrondissements. Ce terme de rapatriés recouvre une double réalité dont la différenciation se fera rapidement. Il englobe deux types de population : celle d'origine

européenne, l'autre d'origine gitane. Les gitans, pour l'essentiel de nationalité française depuis la fin du XIX^e siècle, feront un détour et une halte plus ou moins prolongée dans les différents bidonvilles de la périphérie. Ils ne gagneront les cités HLM que progressivement.

Dernière composante de la population initiale, les familles de nationalité étrangère notamment maghrébines. Ces populations présentes dès l'origine, forment en 1968 9,6 % de la population totale de ces trois arrondissements et 12,5 % en 1982. Dans certaines cités paupérisées du parc social marseillais, il n'est pas rare de trouver dans les années soixante-dix la moitié voire les deux tiers des habitants issus d'Afrique du Nord (Pieds Noirs, Gitans, Maghrébins...). Ce sont alors des situations de cohabitation très particulières qui surgissent avec des modes extensifs d'occupation de l'espace, des pratiques de voisinage spécifiques, des conflits également.

Dernière hétérogénéité notable, quoique très relative et complexe, celle qui a trait au statut socio-économique. A s'en tenir aux seuls chiffres fournis par l'INSEE, ces arrondissements et plus encore les cités HLM sont au contraire homogènes. Les catégories d'ouvriers et d'employés dominant. En 1968, la catégorie des ouvriers par exemple représente 47 % des actifs dans le 13^e, plus de 51 % dans le 14^e, 58 % dans le 15^e alors même que la moyenne marseillaise est déjà inférieure à 40 %. Quant au pourcentage d'employés, il est lui aussi légèrement supérieur à la moyenne marseillaise dans les 13^e et 14^e (22,6 % contre 21,8 %). A n'en pas douter ce sont des quartiers ouvriers, et d'abord des quartiers et surtout des cités d'habitat ouvrier. Mais par-delà ces chiffres éloquentes en eux-mêmes, en s'appuyant sur quelques monographies de cités disponibles, on peut remarquer l'existence de flux de populations dont les trajectoires sociales et professionnelles et les destins sociaux diffèrent assez fortement de la masse des autres habitants. Il s'agit souvent d'enseignants, de professions paramédicales, de techniciens, auxquels s'ajoutent nombre de fonctionnaires. Ces « couches moyennes » qui ne dépassent jamais quelques pour-cent du peuplement initial sont néanmoins indéniablement présents dès l'origine dans les HLM. Une quinzaine d'années après, alors que sur les trois arrondissements leur poids global aura progressé, passant de 8,7 % à 13,4 %, il a au contraire très fortement décliné dans les cités HLM. Un phénomène d'homogénéisation est actuellement à l'œuvre dans ces cités qui par contrecoup souligne l'hétérogénéité, très relative il est vrai, des années de départ. Cette homogénéisation actuelle se doublant d'un processus de précarisation économique visibles à travers plusieurs indices : l'augmentation du nombre de chômeurs, jeunes et adultes, la raréfaction voire la disparition dans les revenus familiaux des doubles salaires et plus encore peut-être la translation des emplois publics, ouvriers et employés mêlés, en emplois du secteur privé.

De ce premier âge du peuplement de ces cités, qui va s'étendre rappelons-le sur une dizaine d'années, il reste deux traces marquantes, indissolublement liées. La première, réelle, visible sur le terrain, est

l'existence d'une population présente dans les cités depuis leur création. Son poids varie selon les contextes locaux, de cité en cité, mais il n'est pas rare de trouver des ensembles HLM où près d'un locataire sur trois réside dans le groupe depuis son origine. La seconde, imaginaire, effet de discours, a trait aux couches moyennes. Elle fait fonction de mythe, actif, on va y venir, égal toute proportion gardée — c'est un clin d'œil à nos amis algérois — à celui des biens vacants dans l'Algérie des premières années de l'indépendance. On vient de voir brièvement, il faudrait affiner l'analyse, la réalité et le poids de ces couches moyennes, leur disparition progressive au fil du temps. Il n'est pas question ici de se livrer à une exégèse théorique sur leur configuration exacte, sont-ce des groupes, des couches, des classes ? Ni à une analyse précise de leur dénomination. Il importe simplement d'analyser la productivité de ce discours, sa fonction. Car il nous semble être au cœur de la compréhension des processus sociaux à l'œuvre dans ces quartiers, au cœur de l'intelligibilité des recompositions sociales dont ces territoires font l'objet.

Sa productivité tient en une chaîne signifiante simple qui peut s'énoncer comme suit : « Les couches moyennes sont parties, leur départ est synonyme, coïncide avec la dévalorisation de ces quartiers, leur retour sera la preuve d'une amélioration de la situation, mieux, il en est la condition *sine qua non* ». Ainsi énoncer le mythe dit autant qu'il obscurcit. Et ce qu'il cache ou travestit, c'est tout d'abord les conditions du départ. Celui-ci n'est jamais ou que très rarement ramené à des logiques liées aux cycles de vie familiaux ou professionnels de ces populations, mais toujours aux situations de cohabitation dans les quartiers. Ce qui permet de penser que ces couches moyennes ne sont pas seulement parties, mais qu'elles ont fui. Fui une situation qu'elles ne pouvaient plus supporter. La chaîne signifiante s'enrichit d'un terme — la fuite — qui change totalement et les conditions du départ et les conditions du retour et surtout leurs significations.

Car si les couches moyennes ont fui, c'est manière de dire qu'on les a fait fuir. Que d'autres populations qu'elles ont participé de la cristallisation d'une situation que les couches moyennes ne pouvaient accepter, situations faites de violence, de délinquance, de laisser aller...

Se trouvent ainsi désignées comme populations antithétiques des couches moyennes celles qui s'en différencient par un critère central : l'immobilité. L'envers des couches moyennes parties, ce sont les populations qui sont restées. Elles portent un nom dans le discours des gestionnaires et des élus, celui de captif. Ce sont celles et ceux qui sont restés parce qu'ils ne pouvaient partir. Mais cette construction sociale d'un type particulier, faite de deux figures formelles, livre alors tout son sens et toute son efficace. Car si l'enjeu est de faire revenir les couches moyennes, celui-ci se double d'un autre enjeu, tu mais quotidiennement tenté, qui est de faire partir ceux qui sont censés être au principe de la fuite des couches moyennes. Partir ou tout au moins empêcher la venue de populations comparables. Car quel sens cela

aurait-il de faire revenir les couches moyennes si ceux qui avaient participé de leur départ résident encore dans ces cités.

Ne plaisantons pas. Cette liaison couches moyennes/captifs peut s'énoncer encore plus clairement en termes de légitimité/illégitimité. Aux yeux de ceux qui ont en charge la gestion de ces quartiers, et par contrecoup aux yeux d'une partie des habitants de ces cités, les seules populations légitimes sont celles qui précisément sont parties, les couches moyennes synonymes de bons locataires et leurs épigones. Les captifs de ce fait sont renvoyés à leur illégitimité radicale. Sur eux pèse le soupçon de leur usurpation : ils ne devraient point être là.

Tel est l'enjeu des désignations et des configurations à naître dans ces quartiers. A naître car le développement de ces quartiers se poursuivant, l'attribution des logements est prise dans cet espace de significations. Le débat sur la captivité/allongement de la durée d'occupation des uns n'est jamais que le contrepoint, l'autre face du débat sur le départ/la fuite des autres. Que ces professions intermédiaires, ces fonctionnaires qui ont participé du peuplement initial des cités soient partis c'est un fait réel, observable, mais que l'interprétation de leur départ soit celle d'une fuite c'est-à-dire celle d'un départ forcé, non voulu, est pure construction idéologique. Qui va à l'encontre des processus sociaux réels. Si ces couches moyennes sont parties, c'est qu'elles le devaient, au sens où tout dans leur trajectoire sociale, résidentielle, professionnelle et la logique d'ascension sous-jacente qui les caractérise, les portait à quitter ces lieux. Et plus que leur départ c'est leur présence dans ces cités, à l'origine, qu'il aurait fallu questionner. Elle s'explique, on l'a vu, essentiellement par des conditions particulières (crise du logement, déplacements de population, accès à des logements neufs plus adaptés aux situations du cycle de vie familial...).

De même, reconnaître dans la durée d'occupation croissante des logements par certaines catégories de population autre chose que de simples phénomènes de captivité, quand bien même — ce qui n'est pas niable et selon des modalités différentes dans chaque cas — ces groupes feraient de nécessité vertu, accepter d'y voir des processus d'enracinement, permettrait d'analyser et de comprendre les formes prises par les logiques d'appropriation de l'espace, de territorialisation de ces populations, d'en percevoir les stratégies de recomposition, d'en cerner les traits d'évolution. Les penser comme illégitimes c'est s'interdire de comprendre ce qui se passe et se condamner à prendre des mesures ponctuelles, de plus en plus inappropriées.

L'identification sociale de ces populations qui progressivement s'enracinent, font souche, est relativement simple à effectuer. Il s'agit en premier lieu des personnes âgées qui ayant trouvé dans ces cités HLM, dans les années soixante-soixante-dix des conditions d'habitat et de confort bien meilleures que celles qu'elles connaissaient auparavant, ont décidé de finir leur vie dans ces immeubles. Horizon de leur vie sociale, ces ensembles HLM représentent pour nombre de ces habitants le dernier stade de leur carrière résidentielle. Conditions d'autant plus

acceptables, tout au moins supportables, que dans certaines cités, ces personnes âgées ne sont pas isolées mais au contraire, du fait de la prégnance des réseaux familiaux dans le parc social marseillais, y ont souvent de la famille et par suite de la durée d'occupation, bien entendu, s'y sont fait des amis. A cela s'ajoute pour nombre d'entre eux une solvabilité accrue liée au conventionnement qui a permis les opérations de réhabilitation de ces cités.

Il s'agit ensuite des familles étrangères de la « première » génération qui à travers la politique de regroupement familial pour certains et plus sûrement des contingents CIL, quittant bidonvilles et habitat insalubre, ont elles aussi accédé à de meilleures conditions de logement. Et plus particulièrement en ce qui concerne l'espace et la grandeur des appartements (les grands logements étant une denrée rare sur le marché du logement local, tout au moins jusqu'à la construction de ces grandes cités des quartiers nord précisément, où ce pourcentage de grands logements — T5 et T6 confondus — peut atteindre dans certaines cités 25 % du total des appartements). Situation, empressons-nous de le dire, qui introduisit dans ces années soixante un véritable bouleversement du profil démographique de l'espace social marseillais par l'hyperconcentration de logements pour familles nombreuses, dans une partie seulement du territoire communal.

A ces deux catégories, il faut rajouter les populations gitanes cantonnées dans la strate la plus dévalorisée du parc social de ces quartiers (cités d'urgence, de transit, PSR, opération million...) et depuis quelques années une partie de la population française, très fortement précarisée par la crise et solvabilisée pour une large part par les transferts sociaux, APL comprise. Parmi ces populations dites captives, celles sur lesquelles se concentrent ces enjeux de désignation sont les populations étrangères de nationalité ou d'origine simplement, et les populations gitanes, dont le poids relatif dans ces quartiers va croissant. Ce sont elles qui sont au cœur des processus de délégitimation en cours. Et le discours sur les classes moyennes n'est jamais que le moyen de rendre possible et d'énoncer un tel processus.

La crise des quartiers nord trouve dans l'image du captif, celui par qui vient le mal, étranger de surcroît, un principe d'explication téléologique. Et si la crise est réductible à des difficultés de cohabitation entre groupes de populations concurrentes dont les uns sont légitimes mais absents et les autres illégitimes mais présents, on comprend mieux les discours magiques qui périodiquement ressurgissent sur la destruction des HLM et le rasage des quartiers nord. Par là s'affirme l'impuissance à penser les processus sociaux en cours qui font que certaines catégories de population s'enracinent progressivement dans l'espace urbain en fonction des conditions qui leur sont faites et de leurs propres stratégies mais également l'impuissance à agir et à assumer les transformations qui touchent le parc social marseillais dans sa configuration spatiale et sociale héritée d'une période précise, le boum des années soixante. L'homogénéité sociale de ces quartiers, perçue par certains

comme un des principes d'explication de leur crise, de fait conjoncturel est devenu structurel. Introduire une série de modifications en matière de peuplement implique de changer d'échelle. Il ne s'agit plus de ces quartiers mais bien de la ville dans son ensemble.

Il reste maintenant, pour conclure, à dire un mot des situations de cohabitation qui caractérisent ces quartiers et de voir brièvement quelles stratégies déploient les différents groupes. L'homogénéisation sociale en cours ne doit pas empêcher d'interroger les clivages qui travaillent ces populations en termes d'aspirations et plus encore de destin social.

Pour les familles étrangères installées de longue date dans ces quartiers, le véritable enjeu est de favoriser, de réussir l'insertion de la seconde, voire la troisième génération. Leur enracinement et les modes d'occupation de l'espace — émergence de lieux communautaires, de commerces ethniques, recomposition des réseaux familiaux — doivent être perçus comme un espace-temps d'accumulation. La première génération a posé son sac pour permettre à ses fils et filles de progresser, d'aller plus avant dans la société locale. Qu'il puisse exister et existe de fait souvent, un hiatus entre les aspirations des uns (les parents) et les positions acquises par les autres (les enfants) n'empêche point que le modèle d'ascension sociale fonctionne. Et chaque fils et fille d'étrangers qui réussit — ce qui souvent se manifeste par le départ du quartier — en réactive la puissance.

L'enracinement des populations étrangères et gitanes devient alors un mode privilégié pour surmonter les désignations dont elles font l'objet.

Paradoxe que viennent renforcer les modes de régulation actuels du logement social marseillais. Car ceux-ci en rendant de plus en plus difficile pour ne pas dire impossible l'obtention d'un logement pour les étrangers, dans ces quartiers et plus encore dans le reste de la ville, en interdisant toute mobilité résidentielle, synonyme pour beaucoup de mobilité sociale — le logement est plus qu'un toit c'est un bien qui sanctionne une position — renforcent ce qu'ils sont censés contrecarrer, l'enracinement croissant des étrangers. Ces quartiers devenant pour ces derniers un espace privilégié, protecteur contre le fonctionnement du système institutionnel. Un tel décalage a quelque chose de tragique. Il permet, en particulier, de comprendre nombre de conflits « territoriaux » qui ont pour objet l'émergence de lieux et équipements communautaires (lieux de culte, club de jeunes, lieux de femmes, etc.). Alors que la multiplication de tels espaces de recomposition sociale, signes évidents d'une vie sociale forte, en assurerait la banalisation, on assiste au contraire à leur limitation, ce qui aboutit à faire des quelques lieux de ce type des lieux-symboles, vite victimes de leur succès.

Pour les populations françaises qui résident dans ces cités, l'avenir apparaît comme différemment structuré. Il est d'abord profondément dominé par l'enjeu économique et la probabilité ou non de se trouver au chômage. Aussi l'allongement de la durée de séjour, excepté pour

les retraités et personnes âgées, n'y a pas le même sens que pour la première génération d'étrangers.

Surtout pour la partie de la population française très fortement précarisée et qui peu à peu s'appauvrit. Tenant des positions de plus en plus fragiles dans l'échelle sociale, ces habitants ne peuvent pour eux-mêmes ou par enfant interposé imaginer progresser de la même manière. La différence de position entre eux et les étrangers arrivés d'autres horizons sociaux, quel que soit par ailleurs le statut de départ de ces derniers, joue à leur désavantage. Ils sont en concurrence sur le plan des classements symboliques et ne peuvent mobiliser le même type de ressources, notamment familiales.

Les situations de cohabitation qui se forment depuis vingt ans dans les quartiers nord mettent en présence des populations semblables quant au statut socio-économique mais dont les destins sociaux diffèrent notablement. Elles posent des problèmes de régulation spécifiques à ceux qui, gestionnaires et élus, ont en charge la gestion de ces quartiers. Or les dispositifs de gestion, notamment en matière d'attribution, mais également de mobilité intra-urbaine ou de développement d'équipements communautaires, se révèlent de plus en plus inadaptés. Ils sont construits sur l'invisibilisation proclamée d'une partie de la population, au moment même où elle-ci se visibilise de manière croissante et affirme sa volonté et sa capacité — à travers ses enfants, pour certaines futures couches moyennes — à tenir sa place dans la société locale.

Et ce n'est pas le succès indéniable du mouvement de réhabilitation qui a touché ces quartiers qui pourra faire oublier que la vie en société est affaire de relations, d'échanges, de reconnaissance, d'urbanité. Délégitimer une partie de la population qui n'aspire qu'à vivre en paix n'est pas le meilleur moyen d'y parvenir.

CERFISE, Marseille, octobre 1987

GENES EXEMPLAIRE

Bruno GABRIELLI

En matière de politiques urbaines, Gênes a toujours représenté un cas extrême. A la fin des années cinquante, elle a eu très probablement le plan le plus représentatif qui soit des « règles » de la rante foncière. Tout le territoire était déclaré constructible, que ce soit sur des collines, des versants exposés au nord, des lits de torrent ou des bois. Lorsque, dans les années soixante, avec l'arrivée au pouvoir du centre-gauche, s'affirme un regain d'intérêt pour la « planification/programmation », et surtout pour la « scientificité » de cette démarche, Gênes choisit de refaire son Plan régulateur en en confiant l'exécution au plus « scientifique » des urbanistes italiens : G.A. Astengo. Celui-ci, avec une équipe d'urbanistes qui compte notamment R. Auzelle dans ses rangs, tente de mettre sur pied un plan exemplaire, et un tout aussi exemplaire « Bureau du plan », cherchant à imiter le modèle d'organisation mis en place à cette époque à Amsterdam. Mais au moment précis où le centre-gauche entre en crise, Astengo et ses collaborateurs sont remerciés.

Il faudra attendre plus de dix ans, et le retour de la gauche au pouvoir dans les plus grandes villes italiennes, pour voir sortir un nouveau plan. Mais dans ce cas encore Gênes anticipe : la gauche arrive au pouvoir en 1974, et en 1975 le Plan régulateur est déjà prêt, discuté à tous les niveaux, puis adopté par le Conseil municipal en 1976. On affirme avec ce plan la priorité donnée aux décideurs publics, et leur volonté de gérer la ville en mettant en œuvre les programmes sociaux les plus innovants : dans ces quelques années qui précèdent 1980, on réalise à Gênes plus de logements sociaux que dans les trente années précédentes ; et aussi des grands complexes de services urbains, des écoles, des équipements

sportifs, des centres de quartier dans les banlieues ouvrières, et le Centre civique de Sampierdarena qui devient un des symboles de cette nouvelle politique.

Le plan affirme le rôle central dévolu à Gênes dans la région Ligurie et, à l'opposé des idées et projets en vigueur sur la décentralisation industrielle, manifeste une volonté de maintenir et même de renforcer la concentration industrielle à l'intérieur de la zone urbaine. En somme le plan manifeste une manière d'exalter au maximum un trait caractéristique du système politique italien : l'autonomie de l'instance locale, à qui est laissée une grande marge de manœuvre institutionnelle, même si des pouvoirs supplémentaires peuvent encore être conquis chaque jour grâce à l'imagination politique et aux contraintes que l'on peut imposer aux opérateurs privés.

Or la situation change très rapidement, trop rapidement pour permettre de récolter les fruits de la nouvelle politique menée par l'administration communale. Gênes traverse une crise de croissance, le spectre du chômage se profile. C'est une crise de non-développement, et il nous manque des instruments de connaissance, de compréhension et de gestion. Le plan d'aménagement de la municipalité de gauche était bâti sur une logique et des perspectives à l'opposé des tendances qui se concrétisent. C'est alors un instrument quasiment inutile. L'économie génoise est un géant aux pieds d'argile : une industrie lourde, sidérurgie et chantiers navals, de grands établissements. La faiblesse intrinsèque d'un tel système industriel est encore accentuée par le fait que ce sont des activités protégées, en tant qu'industries d'Etat. Le premier effet de ces changements c'est la chute de la municipalité de gauche, advenue dans ce cas précis au même moment dans toutes les grandes villes italiennes.

Les nouveaux processus

Gênes se dépeuple. Dans ces vingt dernières années elle a perdu 140 000 habitants et compte aujourd'hui 710 000 habitants. La déperdition est telle qu'elle n'est même pas compensée par l'annexion de communes périphériques. Malgré cela, la municipalité avait décidé de construire un grand nombre de logements, grâce aux « plans de construction économique et populaire » : de nouveaux quartiers en périphérie, sur les collines, ouvrant de nouveaux fronts d'urbanisation.

La demande pour ce nouveau marché est née de deux facteurs :

— l'augmentation du nombre de cellules familiales (la moyenne des ménages était composée de 2,7 personnes, elle est passée aujourd'hui à 2,23) ;

— la substitution du patrimoine résidentiel urbain en locaux pour le secteur tertiaire.

Mais des déséquilibres surgissent : les nouveaux quartiers, même s'ils sont suffisamment équipés de services, apparaissent pour ce qu'ils

sont : des ghettos marginalisés et privés d'identité urbaine qui accentuent la segmentation sociale déjà fortement marquée dans l'organisation de l'espace urbain génois.

Gênes perd des emplois, le chômage des jeunes y est en augmentation constante ; pourtant les conflits sociaux sont eux aussi en baisse. La classe ouvrière génoise, qui était déjà dans le passé la plus ancienne de toute l'Italie, ne représente plus aujourd'hui cette force qui en 1960 avait provoqué la chute du gouvernement de centre droit du ministre Tambroni. Les conflits sociaux sont en diminution parce que les besoins et les problèmes se localisent dans une grande diversité de situations, de sorte qu'ils augmentent les réactions catégorielles et la défense des intérêts corporatifs. L'industrie licencie des ouvriers mais « la Caisse d'Intégration » (l'équivalent de nos ASSEDIC) les prend en charge et crée la possibilité de revenus « au noir ».

La coalition de gauche au pouvoir a eu besoin de sélectionner les opérateurs pour obtenir les meilleures conditions possibles dans la négociation avec les Pouvoirs Publics. La loi du marché et l'administration publique réduiront donc les trois cents constructeurs génois qui existent dans les années soixante, petits, moyens et grands, à quatre ou cinq grands promoteurs/constructeurs aujourd'hui.

Comme on dit, l'appétit vient en mangeant : les nouvelles conditions imposées par l'évolution du marché rendent les entrepreneurs agressifs. L'entrepreneur privé devient agressif parce qu'il dispose d'importantes capacités d'investissement immobilier et peut ainsi contraindre un opérateur public craintif, incapable de réagir, et de ce fait inerte, privé de toute capacité de décision. De plus, aux entrepreneurs privés « purs » est venu s'ajouter un nouvel opérateur : la structure des coopératives, maintenant contrainte — mais peut-être l'a-t-elle cho'si ? — de jouer de la compétition, exactement comme un entrepreneur privé. Ce sont ces coopératives qui utiliseront en grande partie les quelques 40 milliards de liras que le Comité pour la construction destinait à la réhabilitation du centre historique de Gênes.

Je proposerai ici une première liste d'interventions qui transforment ou transformeront la ville dans les années à venir, puis quelques réflexions qu'elles peuvent inspirer.

Tout d'abord les interventions en cours : au Corte Lambruschini dans le centre-ouest de la ville ; à San Begnino ensuite, limite ouest de l'enceinte portuaire, entre la ville et Sampierdarena, un des quartiers les plus peuplés de la commune. Dans ces deux cas, il s'agit de projets de centres directionnels et commerciaux. Leur création date d'une convention-cadre approuvée par la municipalité, lorsque la peur de la crise industrielle fit changer radicalement l'opinion du pouvoir sur le tertiaire. Même si les deux centres directionnels dépassent de beaucoup les normes fixées par le plan, les frais imposés par les contraintes d'urbanisation aux promoteurs sont énormes mais révélateurs des profits qu'ils attendent d'en tirer ; jamais on n'a payé aussi cher pour une opération publique, et jamais plus on ne payera aussi cher. Un troisième

centre directionnel est en train d'être terminé en plein centre-ville qui vient compléter un ensemble commencé dans les années soixante-dix et projeté bien plus tôt.

On peut penser que trois centres directionnels suffisent dans une ville comme Gênes. Au contraire la demande, émanant de promoteurs, va croissant, certainement en dépit des risques inhérents à ce type de projet. En manque de zones adéquates, le promoteur privé se propose pour réaliser ce type de constructions sur des sols publics. Les demandes de ce genre sont nombreuses, mais la plus grande part vise les emprises ferroviaires. L'idée par exemple de construire un grand centre directionnel sur la zone ferroviaire de Terralba a mobilisé tous les groupes privés qui investissent beaucoup en ce moment sur des projets non programmés. Il faut souligner ce fait car il est emblématique de la période que nous traversons. Les projets de toutes sortes pleuvent aujourd'hui sur Gênes, émanant de toutes parts. On propose par exemple de construire un grand parking au centre-ville et là encore c'est sur le projet qu'investissent les promoteurs.

Même chose encore pour un des projets les plus prestigieux, de par le consensus général qui l'accompagne, que la municipalité a mûrit pendant de longues années et qui semble maintenant en voie de réalisation : la transformation du Vieux Port en zone urbanisée (base de loisirs, port de plaisance, Palais des congrès) ; mais c'est encore un groupe privé qui en prend l'initiative, avec ici des prétentions à la conception architecturale, provoquant des conflits non encore réglés entre opérateurs publics, le consortium du port, la mairie, et opérateurs privés. Dans ce cas il s'agit donc d'une maîtrise d'ouvrage qui aboutirait à une privatisation de services publics (un port de plaisance ou autre...).

Mais l'exemple le plus éclatant de ces procédures nous est fourni par la polémique qui s'est déclenchée lorsque le pétrolier Garrone, propriétaire de raffineries et de dépôts de carburants, a publiquement proposé un plan de restructuration de tout le secteur des dépôts pétroliers de la ville. Il proposait la destruction de 80 % des cuves installées et leur remplacement par des centres commerciaux, des espaces verts, des équipements sportifs, un centre de recherche, un autoport, des aires de loisirs et des bureaux en quantité.

Le promoteur privé se substitue à l'autorité communale et au plan d'aménagement, se plaçant au-dessus des règles ; dans cet exemple on ne connaît pas les possibilités réelles de construction, on ne sait pas non plus s'il existe un consensus de tous les propriétaires des dépôts pétroliers. Il est difficile de dire s'il s'agit d'un programme de faisabilité, ou s'il s'agit plutôt d'un ballon d'essai envoyé aux Pouvoirs Publics, ou bien, comme c'est le plus probable, une tentative pour obtenir le monopole du transport et du stockage des produits pétroliers, en faisant miroiter aux concurrents la possibilité de profits financiers dus à la hausse de la valeur foncière de leurs terrains. La demande des promoteurs immobiliers concernant la construction de centres directionnels ou commerciaux est en croissance exponentielle. La dernière en date

émane d'une société qui veut construire une tour de 350 mètres à Rivarolo, en plein cœur d'un quartier ouvrier en déliquescence.

Tous comptes faits, si l'on construisait tout ce qui a été demandé, on assisterait à la plus impressionnante baisse du marché que l'on puisse imaginer, tant l'offre dépasse la demande. Car il convient d'ajouter à ces initiatives privées, celles que prennent les entreprises publiques pour revaloriser leur propre patrimoine. Tout d'abord le Consortium autonome du port qui, comme une entreprise privée, a l'intention de revaloriser ses biens immobiliers, et pour lesquels il dresse plans et projets. Ensuite l'industrie publique telle l'Ansaldo (et bientôt sans doute l'Italsider) qui projette de construire un pôle tertiaire pour entreprises publiques à Sampierdarena, ce qui entraînera l'abandon des sièges centraux de ces entreprises et augmentera alors la part du tertiaire sur le marché.

Tel est, brièvement posé, le cadre.

Quelques réflexions nécessaires

Ce qui se passe à Gênes se passe aussi dans d'autres villes. Ce qui veut dire que l'on assiste à la naissance de phénomènes nouveaux que les opérateurs — tous les opérateurs : privés, publics, techniciens et intellectuels — n'arrivent pas en réalité à maîtriser. D'abord au plan de la connaissance, c'est-à-dire au plan des instruments de quelque nature disciplinaire qu'ils soient, mais qui sont bien *in fine* des instruments de gouvernement. Ensuite au plan de l'évaluation des opportunités, de ce qu'il convient de faire ou ne pas faire, et ce qui est le plus important, de l'estimation des conséquences. Je n'ai pas l'intention de surévaluer ou de mythifier les processus en cours, mais j'ai l'impression qu'ils constituent des changements dont la portée et les conséquences peuvent être identiques à ceux qu'a impulsés la révolution industrielle du siècle dernier. Tout ceci se passe en plus, comme nous le savons, très rapidement.

J'ai l'impression que nous n'y sommes pas préparés, et surtout que nous continuons à raisonner comme si tout cela n'était pas vrai, comme si nos critères d'analyse des crises urbaines et notre système de gestion de la ville ne risquaient pas d'être irrémédiablement et définitivement dépassés.

Pour conclure je poserai quelques questions :

1) Quelles conséquences peut avoir ce nouveau cours des choses sur la physionomie de la ville et son image ?

Je pose la question en connaissant ses limites : je ne voudrais pas en effet qu'elle soit interprétée comme une question purement académique qui n'intéresserait que les architectes et les urbanistes. Le visage et l'image de la ville sont des effets, c'est-à-dire le reflet de processus économiques et sociaux, et constituent, en termes culturels mais aussi

matériels, ce type de faits qui forment ce qu'on appelle l'identité urbaine. Les centres directionnels et commerciaux donnent à Gênes un nouveau visage qui en efface l'identité et en banalise l'image jusqu'à ce qu'elle se confonde avec ce modèle de la ville américaine répandu sur la terre entière. Aujourd'hui Moscou comme Bangkok, Calcutta ou Hong Kong, Mexico, Paris ou Londres montrent la même image qui efface leur identité. Nous parlons ici de la ville méditerranéenne, et donc de l'identité historique et culturelle de la Méditerranée. En préciser la signification et l'importance pourrait constituer une première approche des caractères originaux et singuliers de ces villes, un programme de travail utile pour confirmer des valeurs précisément (et non artistiquement) identifiables. Il est possible que les plans de réhabilitation de Naples aient mis à jour ce type de problèmes et il me semble dès lors que de tels buts ne sont pas seulement affaires d'architectes. Coudre du tissu urbain au lieu de créer de nouveaux quartiers constitue une opération qui a à voir avec les modes de vie de la communauté urbaine et le fonctionnement de la complexité urbaine.

2) La question des modalités de gestion, et de la crise des modalités de gestion qui renvoie à une crise plus grave encore : celle de la demande confrontée au malaise, et donc crise de la dynamique des conflits.

J'ai l'impression qu'on est en présence d'un courant négatif, en face duquel il faudrait essayer de construire quelque chose comme un courant positif. Changements économiques, désagrégation du tissu social, incurie institutionnelle : tout cela se tient en un cercle vicieux. Pour rompre avec une telle situation il faut à mon avis commencer par la connaissance. Connaître, c'est-à-dire évaluer et donc concrétiser ce que cherche une attente générale que la société exprime aujourd'hui de façon diffuse : définir les règles du jeu en ayant une conscience claire des conséquences qu'impliquent les prises de décision.

Toutes les opérations dont on a parlé à propos de Gênes sont menées sans évaluation des conséquences. On ignore tout des réactions, urbaines, sociales, économiques, que ces opérations peuvent impliquer.

3) Je voudrais en concluant attirer votre attention sur une question plus marginale eu égard aux précédentes.

Aujourd'hui les promoteurs immobiliers, contrairement à ce qu'ils faisaient dans le passé, proposent des interventions à risque, et de plus, sans qu'on le leur demande, avec une dimension d'espace public. Au sens où dans chaque opération ils se déclarent disposés à céder des biens et des services importants à la communauté. Une telle situation constitue une sorte de limite imposée à notre jugement critique. Et si dans le passé une évaluation basée sur des présupposés éthiques pouvait suffire, il est aujourd'hui nécessaire de construire des instruments plus complexes, des critères et des modalités d'évaluation plus articulés. Les changements en cours nous obligent en ce sens à employer des outils capables pour le moins de juger de la qualité de ces opérations.

GERER LA COMPLEXITE URBAINE

Le cas de Naples

Fabrizio MANGONI

Je commencerai par deux citations littéraires qui, plus que des chiffres ou des données statistiques, serviront à faire passer quelque chose de profond sur Naples et sa complexité : le mythe de Naples, c'est la fascination qu'y exerce l'idée de perfection, un désir d'accomplissement qui rend insatisfaisante n'importe quelle proposition, mais tout en même temps une acceptation apparente de n'importe quelle catastrophe. Ces références littéraires permettront, je l'espère, de retrouver, y compris dans les considérations techniques qui vont suivre, quelque chose de ces intuitions.

La première référence est empruntée à un auteur français de bandes dessinées, Moebius. Dans une exposition récente il a présenté un scénario sur Naples. Il y représente un homme d'une autre planète qui rêve de visiter Naples. Il achète un billet et s'embarque sur l'aéronef. Lorsqu'il débarque, il découvre une ville bien différente de celle qu'il imaginait : une planète hostile avec un plan opprimant et horrible, une chaleur insupportable. Il commence à se déshabiller, sans trop d'illusion ; mais à la fin, totalement nu, il s'avance sur le balcon et voit finalement la ville, le Vésuve, le golfe.

La seconde référence donne une image assez proche de la réalité et de tous les stéréotypes les plus traditionnels de Naples véhiculés par les cartes postales et surtout les tableaux du XVIII^e siècle.

Il s'agit de ce que Raffaele La Capria, un écrivain napolitain, a défini comme « l'harmonie perdue », au sens de nostalgie pour quelque chose qui s'est interrompu. C'était, dit La Capria, le temps d'une Harmonie visible entre Nature et Culture, l'harmonie du *Genius loci*, solaire et méditerranéenne, dans laquelle tout était en accord, Vico, les grands philosophes et Pulcinella, l'Europe et les idées de Lumières avec la dernière chansonnette. Ce n'était pas le Paradis, puisque la misère, les ruelles étroites, le peuple et les injustices étaient toujours là. Puis l'Harmonie s'est défaite, toute tentative pour la restaurer est demeurée vaine ; s'en sont suivies la nostalgie et une énorme désillusion.

On peut remarquer que beaucoup de villes ont connu une rupture de leur équilibre avec l'avènement de l'ère industrielle. La Capria dit qu'il y a des villes qui ont accepté le changement. Pour elles cette harmonie n'était pas l'essence même des choses, une raison d'être. Paris, New York, Londres ont atteint les Temps Modernes ; mais Naples a été abandonnée par l'histoire, comme Athènes, Constantinople, Alexandrie.

On peut retrouver des bouts de cette Harmonie, des fragments de la grande désillusion, dans de nombreux lieux de la ville, qui appartiennent en réalité à l'esprit de la population ; peut-être dans ce désir qui est le sien d'un projet de changement d'ampleur, allant de pair avec une acceptation de catastrophes énormes, dans ce mélange pervers de petits équilibres et bénéfices sociaux et individuels, et de forte dégradation de la situation collective.

Je pense qu'il peut maintenant être utile de décrire synthétiquement l'évolution historique de la ville.

Il faut noter d'abord une phase de continuité qui dure jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Si on garde l'idée de l'Harmonie perdue, on peut penser que la rupture au plan urbanistique se situe au début du XIX^e siècle, et au plan politique à la mi-XIX^e siècle, lorsque la ville cesse d'être la capitale d'un empire industriel méditerranéen ; enfin, au plan économique, la rupture intervient un peu plus tard, lorsque la révolution industrielle à peine amorcée est brutalement interrompue.

On ne peut pas envisager le problème napolitain séparément du problème plus général de l'aire métropolitaine, mais dans ce cas précis il s'agit moins d'une aire métropolitaine que d'une conurbation.

Adossées à Naples, se sont développées de véritables villes moyennes, comptant de 100 à 200 000 habitants ; ce sont des villes nées de la réunion de petits centres et qui ont les mêmes dimensions que la plupart des villes du centre-nord de l'Italie, comme Bergame ou Piacenza par exemple, mais qui, à la différence de celles-ci, n'ont pas les caractéristiques urbaines, le rôle économique, résidentiel ou fonctionnel, qui fait la force des villes moyennes du centre-nord. En conséquence, l'armature urbaine de l'aire métropolitaine est profondément différente, et surtout plus fragile que, par exemple, celle de Milan ou Turin.

Ces villes moyennes de l'hinterland napolitain ont été bouleversées ces dernières années par des processus de croissance urbaine particulièrement tumultueux, et touchées aussi, pour certaines, par des processus

d'industrialisation accélérée et d'expansion du travail noir ou semi-noir. Une telle croissance est advenue sans contrôle et s'est superposée à une trame et à une organisation urbaine héritée de l'époque où ces villes étaient des centres agricoles, sans être compensée par les processus d'immigration ou de transfert de population dont a bénéficié le chef-lieu : les 500 000 habitants de la zone côtière orientale, les 200 000 de la cité aversine, les 300 000 de la conurbation nord de Naples, expriment des carences en logements, en services urbains, mêmes les plus élémentaires, et un droit à des conditions de vie meilleures, au moins aussi graves que ceux des zones dégradées de Naples.

En examinant sous l'angle démographique les rapports entre le chef-lieu et sa périphérie, on peut distinguer trois phases entre 1951 et la période contemporaine. Entre 1951 et 1961 une première phase au cours de laquelle on note un fort accroissement de la population du chef-lieu, avec un taux de croissance annuel plus important que celui de la périphérie ou que celui de la province. Entre 1961 et 1971 une seconde phase au cours de laquelle le chef-lieu a perdu de son attractivité, tandis que les communes périphériques connaissent un important et brutal mouvement de croissance, en particulier dans les villes immédiatement adossées à Naples. Enfin une troisième période entre 1971 et 1981 au cours de laquelle la population du chef-lieu reste stationnaire, à cause d'un solde naturel à peu près équivalent au solde migratoire des départs vers les communes périphériques.

Ces dernières années, dans le cadre général d'une croissance démographique soutenue, on assiste à un léger tassement du taux de croissance de certains centres urbains périphériques, tandis que le mouvement de croissance atteint une seconde ceinture de communes suburbaines. Néanmoins il importe de noter que beaucoup de communes de la première ceinture autour du chef-lieu croissent encore au rythme soutenu de 4 à 5 % l'an.

Voilà donc une particularité de l'aire métropolitaine napolitaine : tandis que d'autres zones métropolitaines italiennes connaissent une tendance à la stabilisation de leur population, avec une baisse tendancielle des taux de croissance et des processus de redistribution internes à la zone métropolitaine, Naples au contraire est encore, pour de nombreuses années, touchée par une croissance continue assez forte, et des processus de concentration des populations, sinon dans le chef-lieu, du moins dans les communes de la première ceinture périphérique.

Il importe enfin de rappeler que l'insuffisance des services urbains, même les plus élémentaires, rend cette zone totalement dépendante du chef-lieu. Soit alors une situation qui se caractérise par l'absence d'articulation des rôles et fonctions urbains typique des autres aires métropolitaines.

Globalement, ce tumultueux processus de croissance a plus que doublé l'extension du territoire urbain (plus de 150 %), pour une augmentation démographique de 69 %. La superficie de territoire urbanisé est passée de 3 996 ha en 1951 à 9 992 en 1981.

La densité moyenne d'occupation est tombée de 259 habitants à l'hectare en 1951 à 174 en 1981. On peut donc dire que l'urbanisation récente se caractérise par de faibles densités et par un fort taux de consommation d'espace. Un taux qui est passé de 38,64 m² par habitant en 1951 à 57,16 m² en 1981.

Pendant la période contemporaine le patrimoine résidentiel a augmenté de 279 000 unités (plus de 126 %), pour une augmentation du nombre des familles de 234 000 unités (plus de 102 %).

Dans les dix dernières années de la période considérée, l'augmentation du parc de logements est particulièrement importante. Si on estimait à 70-80 000 unités le manque de logements, en 1981 on a enregistré une augmentation atteignant les 100 000 logements, de telle sorte que l'on peut aujourd'hui considérer que, dans beaucoup de zones, le rapport du nombre d'habitants par pièce a atteint un taux satisfaisant. On peut dire en somme que, par des moyens individuels, coûteux, et parfois illicites, la crise du logement a été réglée. Ce qui par contre est apparu c'est une « crise urbanistique ». Des quartiers entiers sont sortis de terre sans la moindre infrastructure viaire et sans les plus élémentaires des services.

Les processus de déconcentration industrielle du chef-lieu et de la première ceinture ont bien sûr constitué un facteur d'accélération du processus d'urbanisation de la périphérie napolitaine, surtout dans les années soixante à soixante-dix.

Mais les phénomènes de croissance démographique et d'urbanisation de ces dix dernières années ne peuvent plus seulement s'expliquer en référence aux mouvements de l'appareil industriel, dans la mesure où il donne des signes évidents de crise. Une substantielle augmentation du secteur tertiaire, même si elle est encore insuffisante, peut constituer une explication partielle de cette croissance.

Il faudrait aussi inscrire parmi les causes de cette poussée de l'urbanisation, du moins dans certaines zones, la diffusion d'activités clandestines ou semi-clandestines touchant certains secteurs de l'industrie et du commerce qui trouvent dans le tissu urbain des facteurs favorables de localisation et d'expansion.

On peut dire aussi que la concentration elle-même est dans une certaine mesure un facteur de concentration, non seulement de par son contenu démographique (couples jeunes, etc.), mais aussi de par les occasions de travail supplémentaire qu'offre la construction du parc résidentiel.

Enfin il importe de prendre en considération les possibilités offertes par la présence « pathologique » dans l'aire métropolitaine napolitaine de formes diffuses d'assistance au chômage, sur lesquelles nous reviendrons.

Contrairement à toutes les grandes villes d'Italie qui enregistrent une stagnation de leur population, Naples et son aire métropolitaine continuent de croître, on l'a vu, et continueront jusqu'à l'an 2 000.

Dans les villes du centre-nord de l'Italie on pense, surtout grâce à la réduction des problèmes quantitatifs, l'urbanisme en termes de qualité. A Naples aujourd'hui, le solde est lourd, aussi bien au plan quantitatif que qualitatif. Il importe donc d'affronter ensemble les deux termes.

Dans un second temps, on examinera les mouvements internes à la ville proprement dite.

Quand on parle du centre historique de Naples, on ignore généralement que c'est le centre ancien le plus étendu de tout le pays, et depuis toujours le plus peuplé. On parle donc d'une réalité complexe, elle-même se transformant en profondeur. Sous les apparences d'un laisser faire et d'une permanence des liens sociaux, souvent justifiés comme une volonté de sauvegarder le patrimoine architectural et protéger les classes sociales les plus pauvres, en fait plus de 140 000 personnes (entre 1961 et 1981) ont quitté le centre historique. Il s'agit sans doute des fractions sociales les plus fragiles, et très certainement d'une population jeune ; en fait il est probable que ceux qui sont partis sont ceux qui avaient le moins de raisons de rester dans le centre...

Dans le même temps le parc de logements s'est profondément modifié, avec une augmentation sensible du nombre de pièces et une réduction du nombre des logements. Logements réunis, immeubles surélevés, ou d'autres types de restructurations menées souvent en dépit des règles de sécurité et de respect de l'environnement, ont changé l'aspect de portions entières du patrimoine architectural du centre ancien.

Le nouveau tertiaire lui-même s'est concentré dans certaines zones, sans qu'une évaluation et une programmation des effets urbanistiques de cette concentration ait été menée.

A une amélioration tendancielle des conditions d'occupation (consécutives au mouvement de migration vers la périphérie évoqué plus haut) correspondent des formes de dégradation des conditions d'habitat dans certaines zones. Actuellement, tandis que certains quartiers sont quasiment « vidés » de leur population (y compris comme effet du tremblement de terre), d'autres au contraire sont encore suroccupés.

Les politiques urbaines de l'après tremblement de terre ont concerné directement et indirectement le centre-ville. S'il y a eu beaucoup de fonds engagés pour des « restaurations », il n'ont pas nécessairement impliqués un retour systématique des familles expulsées. En outre, les réalisations du Programme Extraordinaire concernent pour une part importante les habitants du centre. On peut estimer à trente ou quarante mille le nombre d'entre eux qui se transféreront en périphérie et dans l'hinterland napolitain. Un transfert qui nécessite de fait une double politique : accessibilité, moyens de transports, emplois et conditions d'habitat doivent être meilleurs dans les zones de transfert, et parallèlement le patrimoine résidentiel du centre doit être réutilisé d'une façon cohérente.

Quand on parle de complexité urbaine à propos de Naples, le terme évoque l'intrication de plusieurs facteurs sur un mode diffus, plus diffus que dans d'autres villes italiennes. Il y a d'abord une complexité fonc-

tionnelle, constituée de la superposition sur le même lieu de fonctions résidentielles, de services, tertiaires et productifs. Ce fait génère des problèmes, par exemple sous forme de trafic et de confusion, mais c'est aussi une ressource ; dans le cas de l'industrie « immergée » notamment.

Il existe une identité solide entre lieux et habitants que certains ont défini comme une sorte de supériorité de la naturalité du fait urbain et de la réalité démographique. Selon une étude du CENSIS, 80 % d'un échantillon de personnes interrogées sont nées dans la commune ; on a parlé de Naples comme d'une « métropole familiale ».

C'est un des problèmes principaux pour l'aménagement du territoire que cette identité, ce lien très fort entre lieu et habitants, ce sens de l'appartenance qui réunit une grande partie des habitants des différents quartiers de Naples.

Il y a même des quartiers où ce sens prend valeur de mythe, comme par exemple dans le quartier de la Sanità sur lequel je travaille actuellement. Ce quartier est la ville des morts du temps des Grecs, et il y a toujours un culte de ces très anciens morts. Mais on y trouve aussi une importante activité industrielle officielle, de fabrication de chaussures en l'occurrence. On compte actuellement trente mille personnes officiellement employées dans l'industrie et travaillant dans le centre de Naples.

Un autre aspect de la complexité urbaine c'est la coprésence dans le même quartier de couches sociales différentes. C'est une des caractéristiques de Naples que cette juxtaposition des riches et des pauvres dans le même lieu, et de zones parfois très dégradées à côté de zones commerciales et tertiaires très importantes. Ce qui fait que dans le centre aussi, du moins certaines parties du centre, les besoins en équipements et services sont importants.

Gestion de la complexité donc, opposée à une hétérogénéité ingérable, tel peut être le résultat d'une juxtaposition des éléments et non de leur intégration ; il faut trouver des solutions et des stratégies capables de modifier l'état actuel des choses, mais essayant de conserver un certain niveau de complexité en éliminant des solutions simplificatrices et banalisées. Telle est la difficulté...

Sans intervention de la puissance publique, la réhabilitation coûterait trop cher ; mais il n'est pas possible d'envisager une réhabilitation entièrement menée par l'instance publique dans un centre comme celui de Naples. Il y faut donc un dosage politique. On doit faire des choses publiques et des choses privées, on doit créer des activités tertiaires et réorganiser les activités industrielles présentes au centre de la ville.

Par exemple à la Sanità, lorsque les industries de la chaussure se sont transportées en banlieue, elles ont eu beaucoup de problèmes parce que la rupture avec l'habitude de travailler dans son quartier entraîne une déqualification professionnelle. Cette complexité est donc liée à la plurifonctionnalité de la ville.

Vue sous cet angle, la complexité peut être considérée comme une ressource pour le futur. S'il est vrai qu'il nous faut affronter une troisième phase d'industrialisation, dans laquelle la ville, mais une ville

vivable, complexe, riche de possibilités de contacts humains, est une ressource pour le futur, alors la complexité au sens de polyfonctionnalité représente une occasion, la gestion de la complexité un instrument, pour s'opposer à une réalité urbaine trop rigide, résistante au changement.

On peut sous cet angle trouver un bon exemple de cette résistance au développement, aussi bien pris au sens d'innovation technologique que sous l'angle des investissements, dans les modalités politiques mises en place à Naples en matière de lutte contre le chômage. Une politique qui a des implications profondes dans les comportements sociaux, les comportements politiques, dans l'usage des ressources. Il s'agit d'un système lié à l'émergence locale de mouvements de chômeurs organisés, à qui a été garanti un salaire social, non de pure assistance, mais en échange de travaux socialement utiles, qui a créé un mécanisme d'intégration de revenus, en échange de la paix sociale. Le fait que les travaux d'utilité sociale ne se fassent pas ne compte pas. Les entreprises de construction, les partis politiques (chaque parti a sa section de chômeurs) gagnent économiquement et politiquement sur cette médiation qu'ils assurent.

Pour assurer la permanence de ce flux financier considérable que l'Etat fournit, il a toujours été, et d'une certaine manière il est encore, indispensable que soit constamment proclamé l'état d'urgence, auquel le choléra, le tremblement de terre et les tensions sociales donnent de temps en temps une confirmation. Mais ce processus induit une position de « profil bas » en matière de politique, dans les choix urbanistiques, une prolifération des activités clandestines, richesse et précarité à la fois. Il génère une culture de l'équilibre entre misère et opulence, qui entre autre chose représente le plus grand facteur de résistance au futur.

Le système institutionnel qui devrait guider l'action d'une planification globale et l'intervention des Pouvoirs Publics est assez complexe, mais cette fois dans le sens de complication plus que de complexité, de confusion et d'inadéquation aux problèmes posés. Partons des institutions et de leurs fonctions :

L'Etat a un rôle de direction et de coordination, mais il intervient aussi directement avec ses organismes propres (Chemin de fer, Electricité, Ponts et Chaussées, Société à participation étatique), et l'Agence pour le Mezzogiorno. Les régions ont un rôle de planification urbanistique et territoriale pour des interventions à grande échelle. Les communes ont devoir de gestion, d'intervention et de planification urbanistique.

Il y a des formes de regroupements communaux (les Unités sanitaires locales), et dans les grandes communes des conseils de circonscription qui ont un rôle essentiellement consultatif. L'absence d'ajustement des divers pouvoirs sur une échelle territoriale commune, la confusion entre structures au niveau de la planification et de la gestion, la prolifération d'organismes politiques et techniques autorisés à formuler un avis sur les actions de l'administration, ont fini par invalider toute participation

à l'action et ont créé un entrelac inextricable de pouvoirs et de compétences.

Il est donc logique que lorsqu'on a dû affronter le problème de la reconstruction, on a pensé qu'il était nécessaire de constituer un nouveau pouvoir extraordinaire, une sorte d'agence qui retotalise tous les pouvoirs. Son expérience est globalement positive, même si beaucoup de critiques sont possibles, en particulier sur l'articulation des niveaux administratifs et politiques.

Mais le fait important est qu'indirectement, cette concentration de ressources et de pouvoirs a entraîné une certaine démobilitation, sans doute préparée par une démotivation antérieure, du système administratif ordinaire, ce qui a renforcé son inefficience. Ce système politique a favorisé la constitution de lobbies interpartis, en mesure « d'arracher » (au sens positif) des fonds au gouvernement central, de les confier au pouvoir extraordinaire et aux entreprises qui en réalisent les programmes, pour étendre progressivement le champ d'intervention de la reconstruction.

Il est difficile de juger ce processus en termes de valeurs positives ou négatives. Aujourd'hui on tente de fermer les instances extraordinaires, mais rien n'est fait pour en transférer les éléments positifs et les expériences accumulées vers l'administration ordinaire.

Comme dans d'autres villes, de nouvelles forces s'organisent pour intervenir sur les transformations de l'urbain ; des associations de constructeurs ont constitué une agence pour l'intervention dans le centre historique. Ils ont appelé leur initiative « le règne du possible » et organisé une grande manifestation dans laquelle les éléments spectaculaires ont pris le pas sur la définition des contenus.

On a demandé à tous les présidents d'université, aux professionnels et aux journalistes, de rédiger le catalogue de leurs idées, même opposées, et le tout a fait l'objet d'un livre. Comme on dit, il y a de la place pour tous...

D'autres groupes ont constitué leurs rapports autour de projets portant sur la création d'infrastructures. Lignes de chemin de fer, autoroutes urbaines, voies rapides surélevées, qui risquent alors d'être réalisées sans coordination ni synergie collective. Ceci parce que le plan est tenu par la logique du projet qui réalise des intérêts précis, déterminés. Il suffit de multiplier les projets pour multiplier les bénéficiaires. 10 000 milliards à dépenser en infrastructures, sur une période de trois ans dans toute l'aire métropolitaine, peuvent changer les conditions économiques de biens des entreprises, des professionnels, des bureaucrates et des hommes politiques. C'est là une des raisons qui explique les dures difficultés que rencontre la mise en place d'un discours de cohérence, de programmation, même à court terme. Mais 10 000 milliards mal dépensés ou de façon inadéquate peuvent sceller négativement le destin de la ville.

La faculté d'Architecture a voulu opposer sa propre capacité de programmation à la logique de l'intervention au coup par coup. A l'occasion de son cinquantenaire elle a confié à des groupes de professeurs

et d'architectes locaux et étrangers la réalisation de projets sur des parties de la ville. Mais il s'agissait d'un exercice où il manquait des objectifs de départ et donc des critères de jugement quant à leur réalisation. Chacun a refait à sa façon, en projet, un morceau de la ville, faisant la démonstration, et encore pas toujours, de sa capacité à faire des projets. Au bout du compte une telle procédure risque de confirmer la logique du projet contre celle de la programmation et du plan.

Les grandes entreprises, FIAT, IRI, ENI, ont lancé des études pour « réhabiliter » l'aire phlégréenne. Soyons bien clair : il n'y a rien de mal à ce que le capital privé risque ses propres finances pour intervenir dans un processus de transformation urbaine. Le problème est de savoir qui décide des interventions ; il y a risque d'emprise sur les processus décisionnels.

Prise dans cette dynamique contradictoire, Naples s'avance vers l'an 2000. Son originalité tient à mon sens dans sa « culture urbaine » qui n'est pas forcément la culture des urbanistes. En arrière-fond de la complexité, il y a quelque chose auquel nous avons fait allusion plus haut, qui tient peut-être à la naturalité du rapport entre lieux et habitants. A Naples on a la nette sensation que même dans la décadence, dans son extériorisation progressive du destin type assigné aux autres métropoles occidentales, quelque chose de profondément culturel se maintient, se conserve, s'adapte si on veut, mais ne se perd pas. C'est peut-être en évoquant cela que l'image de Moebius prend valeur mythique, c'est dans cet imaginaire que beaucoup ont trouvé une raison de rester à Naples en renonçant à s'enfermer dans une combinaison spatiale et à chercher une autre planète.

Naples, octobre 1987,
Faculté d'Architecture

RESUMES/ABSTRACTS

What Is to Be Called Social in the Urban Crisis?

Michel PERALDI

Remarkable changes have taken place during recent years. Urbanistic discourse can no longer be grounded merely in political or technical abilities; for existential keys now have to be sought in order to make it understandable and to create the conditions for agreement. The question of identity has never weighed as heavy in debate about urban policies. Nowadays, the city is to be interpreted as a synthesis of symbolic universes. The increasing difference between «city-dweller» and «citizen» produces not silence but polyphony. Hence, an inquiry from within must be made to understand the whole serving as a reference mark that bestows meaning on the city, regardless of how sprawling or multiform it be.

Knowledge and Action: Naples in the Late '80s

Giovanni LAINO

Since the observer is part of the world he observes, the legitimacy of his research, its credibility and coherence cannot be assessed only with norms of scientific value. Although it is necessary to use the resources of science to shed light on the conflict surrounding urban formations, conflict that concretely transforms space, it is even more urgent to propose projects that would help change the living conditions of the most oppressed, underprivileged classes. The observer thus becomes a development agent who proposes pilot projects and draws up strategies for urban renewal that are integrated, *i.e.* taking into account not only the technician's or city-planner's viewpoint, and acting positively upon redevelopment policies at the local level.

Barcelona, Decentralization and Citizen Participation

Alfons SEGURA

Although decentralization is not the only means of solving the problems of large urban areas, it is necessary in order to develop certain expensive services, whether for the general public or for specific subpopulations. During an experiment in decentralization carried out in Barcelona (Spain) over the past few years, the active participation of the population was sought, mainly through independent associations.

The Urban Crisis and Downtown Development: Belsunce Quarter of Marseilles

Jean-Christophe BAUDOUIN

The urban crisis in Marseilles has highlighted the center of the city, its development and «reconquest». This has been deemed to be urgent to the point of overlooking the serious problems of the large urban developments already implanted in the northern suburbs. The decision has been made not to hand Belsunce Quarter over to housewreckers, as has happened in nearby neighborhoods. City-planners are thus forced both to manage a situation wherein various actors have diverse, conflicting interests, and to look for long-term structural solutions by selecting among these actors. Nothing is less simple.

The Algiers Kasbah: Between Rehabilitation and Recovery

Djaffar LESBET

Owing to the abandonment of local know-how, the lack of control over imported technology and, especially, the absence of clearly defined objectives, the complexity of everyday life in the Algiers Kasbah has eluded the numerous projects proposed during the past 20 years for saving this most significant part of a young capital undergoing renovation. Forsaken by its inhabitants, the Kasbah has been subjected to the vacillations of public authorities. Effective intervention calls for evacuating the inhabitants, but this sort of action has more to do with the *raison d'Etat* than with respect for the architectural and urbanistic value of buildings. Because of these vacillations, a destructive cycle has set in that menaces what is left of this historical quarter. Building up confidence between inhabitants interested in the future of their neighborhood and public authorities is necessary in order both to launch a program for saving the Kasbah and to stop demolitions being undertaken for reasons of «safety».

Housing and Social Segregation in the Tunis Urban Area

Abdelatif BALTAGI

Social segregation in Tunis is conspicuous: forms of housing are differentiated on the basis of an obvious occupational segregation. The segregative process is contemporary with the recent development of this metropolitan area, but it is also historical, going back to the early days of colonization. By examining the conditions of real estate production, light is shed on the parts played by the State and various social classes (each of which plays its role as a function of its influence within the State) in the contemporary process of segregation.

Moving Identities: Sedentariness, Nomadism and Urban Recomposition

Alain TARRIUS

A spatiotemporal approach to interactions between major migrant groups, as well as between them and autochthonous populations, reveals the radical difference in the interpretations of urban dynamics and forms by, on one hand, the technostructure and, on the other, the populations themselves. The Lorraine and North African « metropolises » at Marseilles are both real and imaginary: real because of the relations and movements that cross and go beyond the contours of urban concentrations; imaginary because they are part of what is not thought about, of what is unknown, hidden by those who monopolize discourse about the city and qualify as real only their own invention of the urban sphere.

Public and Private in Major Programs of Urban Transformation

Liliana PADOVANI

In recent years, the conditions of urban development have changed completely for a key reason, namely, large urban areas have stopped growing because the conditions of production have been modified. Large facilities opened up in recent years now stand useless whereas others are needed. With the leading role on the city scene, big firms, owing to the impact of their interventions, are forced to take into account overall urban problems. Given these circumstances, municipalities now have a different role to play in urbanism.

New Criteria for Allotting Public Housing: A 1983 Law of Liguria (Italy)

Antida GAZZOLA

A 1983 regional law in Liguria (Italy) supports the development of public housing and defines the criteria for allotting the housing units thus produced. This law is «just» in that it tries to distinguish between «primary» needs directly related to the individual's or household's survival, and «secondary» needs related to the desire to have a «sure» place in society; it is also «just» in that it attempts to reject «cunning» applicants who have chosen «careers on welfare» or who speculate on public housing.

Forming New Urban Spaces and Their «Crisis»: The Northern Quarters of Marseilles

Michel ANSELME

Habit and rumor have designated the northern quarters of Marseilles as being a sort of urban no man's land in «crisis», where two archetypes — the delinquent and the immigrant — reign. However what is really happening there is that populations are gradually settling down but that their urban legitimacy, *i.e.* their legitimacy for being there, for taking root and marking space in their own ways is being challenged, because of the place these populations occupy in the Marseilles space.

Exemplary Genoa

Bruno GABRIELLI

What is happening in Genoa is also occurring in other cities: new phenomena are taking place that all actors, private and public, technical and intellectual, do not manage to control either in terms of knowledge (about the «tools», from whatever discipline, that are ultimately the means of government) or in terms of assessing opportunities, evaluating what should or should not be done and, most importantly, weighing the consequences. The current urban processes are giving rise to changes whose scope and consequences may be as far-reaching as those that spurred on the Industrial Revolution. We are not prepared for this, for we continue reasoning as if it were not so, as if our criteria of analysis and our system of management did not risk becoming irretrievably obsolete.

Managing Urban Complexity: The Case of Naples

Fabrizio MANGONI

The urbanistic consequences of urban complexity are seen not only as a conjunctural fact resulting from a process of uncontrolled urbanization and population but also in relation to an urban culture and identity specific to Naples. Given the political, economic and démographic changes which have made this city unique as a metropolis among urban areas in Italy, how is this complexity modern and exemplary? Are the means of management and intervention, which have been set up during the past decade, capable of handling this situation? Can they be turned into a resource for the future?

EGYPTE : DROIT, ECONOMIE, SOCIETE.

Bulletin

LE SOUDAN ET LA VALLEE DU NIL

Jean-Claude Vatin : Présentation.

John Waterbury : National sovereignty and steps toward supranational management of water resources in the Nile basin.

John Waterbury : L'Ethiopie, la grande inconnue.

Habib Ayebe : Le bassin du Nil à l'épreuve de la sécheresse.

Madani Mohammed Ahmed : Economie politique du développement agricole au Soudan.

Madani Mohammed Ahmed : The political economy of development in the Sudan.

Jamal Arif : Réflexions sur le développement socio-économique de l'agriculture soudanaise dans le contexte de la coopération dans la Vallée du Nil.

Marc Lavergne : Exode rural et croissance urbaine au Soudan.

Robert Collins : Le Sud-Soudan, 1850-1956 ; Perspectives.

Gérard Prunier : Chronologie du conflit sud-soudanais.

Hassan Ahmad Ibrahim : Historique des relations égypto-soudanaises.

RUBRIQUES

Commandes et Règlements : CEDEJ - Bulletin

MRC - Ambassade de France au Caire (Egypte)

37, Quai d'Orsay - 75007 PARIS

Tél. 703 641 - 717 856 - Télex 93088 CEFEC UN

Vente au numéro : 60 F.F.

Abonnement (deux numéros par an) : 100 F.F.



Peuples Méditerranéens

MEDITERRANEAN PEOPLES

SOMMAIRES

N° 34 - Janv.-Mars 1986. CULTURES POPULAIRES

Clara Gallini : *La somnambule merveilleuse. Réflexions sur la culture populaire*. Daniel Vidal : *Œuvre du pauvre et temps de l'équivoque dans le jansénisme convulsionnaire du XVIII^e siècle*. Mohamed Hocine Benkheira : *Jouer du rite : remarques sur l'islam populaire urbain dans l'Algérie indépendante*. Moncef Gouga : *Les communautés ibadites au Maghreb : réflexions sur leurs rapports au pouvoir, à la sexualité et à la mort*. Sami Alrabaa : *Arbitration discourse in folk-urban Egypt*. Mohamed Dernouny : *Aspects de la culture et de l'islam du Maghreb médiéval. Le cas de l'hérésie bergwata*. Malek Chebel : *Mythologies maghrébines contemporaines*. Djafar Attari : *Transformations de la religiosité populaire iranienne*. Biancamaria Scarcia Amoretti : *La vile de l'imam comme modèle : un phénomène historique ou contemporain ?*. Zouhaïr Dhaouadi : *Femmes dans les zaouïas : la fête des exclus*.

N° 35-36 - Avril-Sept. 1986. FIN DU NATIONAL ?

I. *Approches théoriques* - Yann Moulier-Boutang : *Du double visage de la catégorie de transnational*. Laënnec Hurbon : *La production des dictatures dans le Tiers-Monde*. Hele Beji : *La métamorphose nationale : de l'Indépendance à l'aliénation*. André Corten : *Solvabilité politique et demande alimentaire, fonctions étatiques nationales et transnationales*. René Gallissot : *Transnationalisation et renforcement de l'ordre étatique*. Nourredine Abdi : *Transnational occidental et transnational technobureaucratique*. Abol Hassan Bani-Sadr : *Avec les multinationales, l'indépendance économique a-t-elle perdu son sens ?* Serge Latouche : *Les déboires du Nouvel ordre économique international et la transnationalité économique*.

II. *Dimensions* - Carmel Camilleri : *Transferts de représentations et besoins*. Mustapha Nasraoui : *Le modèle transnational de la modernité et l'évolution des besoins en milieu ouvrier tunisien*. Ahmed Henni : *Transnationalisation de la rationalité et totalité électronique*. Michel Orlol : *Le transnational est-il concevable comme volonté et comme représentation ?* Nirou Eftekhari : *La transnationalisation des processus financiers à partir de la politique monétaire et financière américaine*. Maurizio Catani : *Le transnational et les migrations*. Christiane Veauvy : *Paysans et transnationalisation de la culture en France*. Mohamed Hocine Benkheira : *De la musique avant toute chose*. Christine Fauré : *Les droits de l'homme, le transnational et la question des femmes*. Martine Paoli-Elzingre : *Femmes, nature, progrès. Cosmos, société, individu réunis dans l'ordre mécaniste*. Khalil Zamiti : *La condition féminine et l'irruption du transnational dans l'étatique : le désir, l'Islam et l'Occident*.

III. *Etudes de cas - Tahmouresse Rhorrane-Nejade : L'Iran et le transnational. Khalil Zamiti : Médiation étatique en transnational et notion d'arbitraire en sociologie. René Gallissot : La transnationalisation à l'œuvre sous le modèle de l'Etat-national. Yildiz Sertel : La mondialisation de l'économie, l'Etat-nation et la recherche d'une stratégie alternative. Jean Piel : Dépassement transnational de l'Etat-nation ou permanence d'infra-nationalités cosmopolites. Le cas des pays andins. Wanda Dressler-Holohan et Michel Giraud : La permanence du national. A propos des sociétés antillaises et corse. Dany Bebel-Gisler : « Passé inachevé de l'esclavage », Etat français, transnational et lutte de libération nationale en Guadeloupe. Paul Vieille : Du transnational au politique-monde ?*

N° 37 - Oct.-Déc. 1986. VILLES TOURMENTEES

Henri Lefebvre, Catherine Regulier : *Essai de rythmanalyse des villes méditerranéennes. Guy Leonard : La diffusion de la couleur. Casablanca-Maroc. Jean-Charles Depaule : Pourquoi les fenêtres ? Les pratiques de l'ouvert et du clos au Caire. Jade Tabet : Beyrouth et la guerre urbaine : la ville et le vide. Roger Naba'a : De l'utilité de certaines rumeurs en temps de guerre. Adieu Beyrouth. Charles Bonn : L'ubiquité citadine, espace de l'énonciation du roman maghrébin. Monique Gadant : Alexandrie, le voyage de l'Occident. D'après « Le Quatuor d'Alexandrie », de Lawrence Durrell. Traki Zannad : Les Berbères de Chinini. Guy Leonard : Deux places historiques. Casablanca, capitale économique du Maroc. Michel Peraldi : Marseille : couleurs de crise. Paul Vieille : L'urbain et le mal de modernité. Burhan Ghalioun : L'urbain en Méditerranée.*

N° 38-39 - Janv.-Juin 1987. CORSE. L'ILE PARADOXE

I. *Le passé du présent - Fernand Etori : Peuple, nationalité, nation : pour une réévaluation de l'histoire de la Corse. François de Lanfranchi : L'héritage des Corsi. De la préhistoire à l'histoire. Jean Jehasse : Etat et région corse durant l'Antiquité. Pierre Rossi : Drame féodal en Corse. Jean-Marie Arrighi : Le clan. Renouveau et permanence. Francis Pomponi : L'impiego comme relation des élites corses à l'Etat.*

II. *A la recherche d'un sens - Gérard Lenclud : Clanisme, Etat et société : à propos d'un ouvrage de J. Gil. Claude Olivesi : Corse : une redéfinition de l'articulation à l'Etat. Anne Codaccioni-Meistersheim : La Corse, l'en-vie, la mort. Dominique Bosseur Salini, Marie-Jeanne Nicoli, Francesca Lantieri : L'île, figure-paradoxe. Nicolas Secondi, Jean-Pierre Santoni : La question du père : éléments clés pour une « analyse » du problème corse. Jacques Thiers : Idéologie diglossique et production de sens. Jacques Fusina : La question de la nouveauté dans la poésie corse actuelle. André Nicolai : ...Et mourir de plaisir ?*

III. *Quel concret pour la Corse ? - Michel Biggi : Le commerce en Corse. Naissance et mutation d'un « nouveau premier secteur » économique insulaire. François de Casabianca : Y a-t-il une place pour un développement des zones montagneuses en Méditerranée ? Ghjermana de Zerbi : Arpiu di ghjumenta un tomba cavallu ou De la difficulté d'une voie/voix féministe corse. Danièle Maoudj : Mes deux montagnes : de Tizi-Ouzou à Zonza. Jean-Pierre Bonnafoux : La Corse, les Corses et l'Etat. Alberto Merler : Evolution de la classe politique dépendante en situation de complexité sociale accrue. Paul Dalmas-Alfonsi : Propos sur l'ethnie corse. Wanda Dressler-Holohan : Le mouvement social corse. Evolution des paradigmes.*

N° 40 - Juil.-Sept. 1987. L'IRAK, LE PETROLE ET LA GUERRE

Abol Hassan Bani-Sadr : *La guerre Iran-Irak. Une guerre contre une politique-monde. Robert Springborg : The Gulf war and political stability in Iraq. Nirou Eftekhari : Le pétrole dans l'économie et la société irakienne. Zouhaïr Dhauadi : Pétrole, guerre et culture... de/pour l'Etat irakien. Marion Farouk-Sluglett, Peter Sluglett : From gang to elite : the Iraqi Bath's party's consolidation of power, 1968-1975. F. Mahdi : Les limites du développement : remarques sur l'Etat et la société en Irak. Pierre Martin : Les chi'ites d'Irak : une majorité dominée à la recherche de son destin.*

Alain Roussillon : *L'Egypte dans le regard des sciences sociales. 1. L'Etat tel qu'en lui-même.* Abd Al-Bâsit Abd Al-Mu'ti, Târiq Al-Bishri, Ali Al-Dîn Hilâl, Husâm 'Isa Sayyid Yasin : *L'Etat : transformations et devenir.* Ghislaine Alleaume : *La naissance du fonctionnaire.* Tewfik Aclimandos : *Les militaires égyptiens. Esprit de corps et révolution.* Mercedes Volait : *Composition de la forme urbaine du Caire.* Mostafa Abd El-Aal : *L'Egypte. Un lieu ou un rôle ?.* 2. *Revanches de l'informel.* Mona Abaza : *La paysanne égyptienne et le « féminisme traditionnel ».* Bernard Botiveau : *Faits de vengeance et concurrence de systèmes de droit.* Galila El-Kadi : *L'articulation de deux circuits de gestion foncière au Caire.* Ragui Assaad : *L'informel structuré. Les zabbâlin du Caire.* Nadia Khouri-Dagher : *La faillite de l'Etat dans l'approvisionnement alimentaire des citadins : mythe ou réalité ?.* François Ireton : *Des agricultures égyptiennes.* 3. *Remaniements dans la superstructure.* Amr Helmy Ibrahim : *Les censures de la pensée stéréotypée.* Gudrun Krämer : *The change of paradigm. Political pluralism in contemporary Egypt.* Nouvelle. Muhammad Mustagâb : *Le pont d'Al-Begheyli.*

BULLETIN D'ABONNEMENT/ SUBSCRIPTION FORM

Nom/Name :

Adresse/Address :

Code postal, ville, pays/city, postal code, country :

Souscription d'un abonnement de un an à : **Peuples Méditerranéens**

Subscription for one year to : **Mediterranean Peoples**

☐ de soutien/supporter rate

☐ ordinaire/normal rate

à partir du numéro/beginning with number

Mode de règlement/Payment

- ☐ • Chèque bancaire à l'ordre de **Peuples Méditerranéens**, adressé à **Peuples Méditerranéens**, B.P. 1907 — 75327 PARIS Cedex 07.
- Bank cheque to the order of **Mediterranean Peoples**, addressed to **Mediterranean Peoples**, B.P. 1907 — 75327 PARIS Cedex 07.
- ☐ • Virement à notre banque : Banque Nationale de Paris, Avenue de Breteuil, 75015 PARIS 30004/01924/00254660/92.
- Transfer to our Bank : Banque Nationale de Paris, Avenue de Breteuil, 75015 PARIS 30004/01924/00254660/92.
- ☐ • Facture/Invoice.

Conditions d'abonnement/Subscription rate : (Francs Français/ French Francs)

France et étranger/France and other countries : Individus/Individuals : 210 FF, Institutions/Institutions : 275 FF.

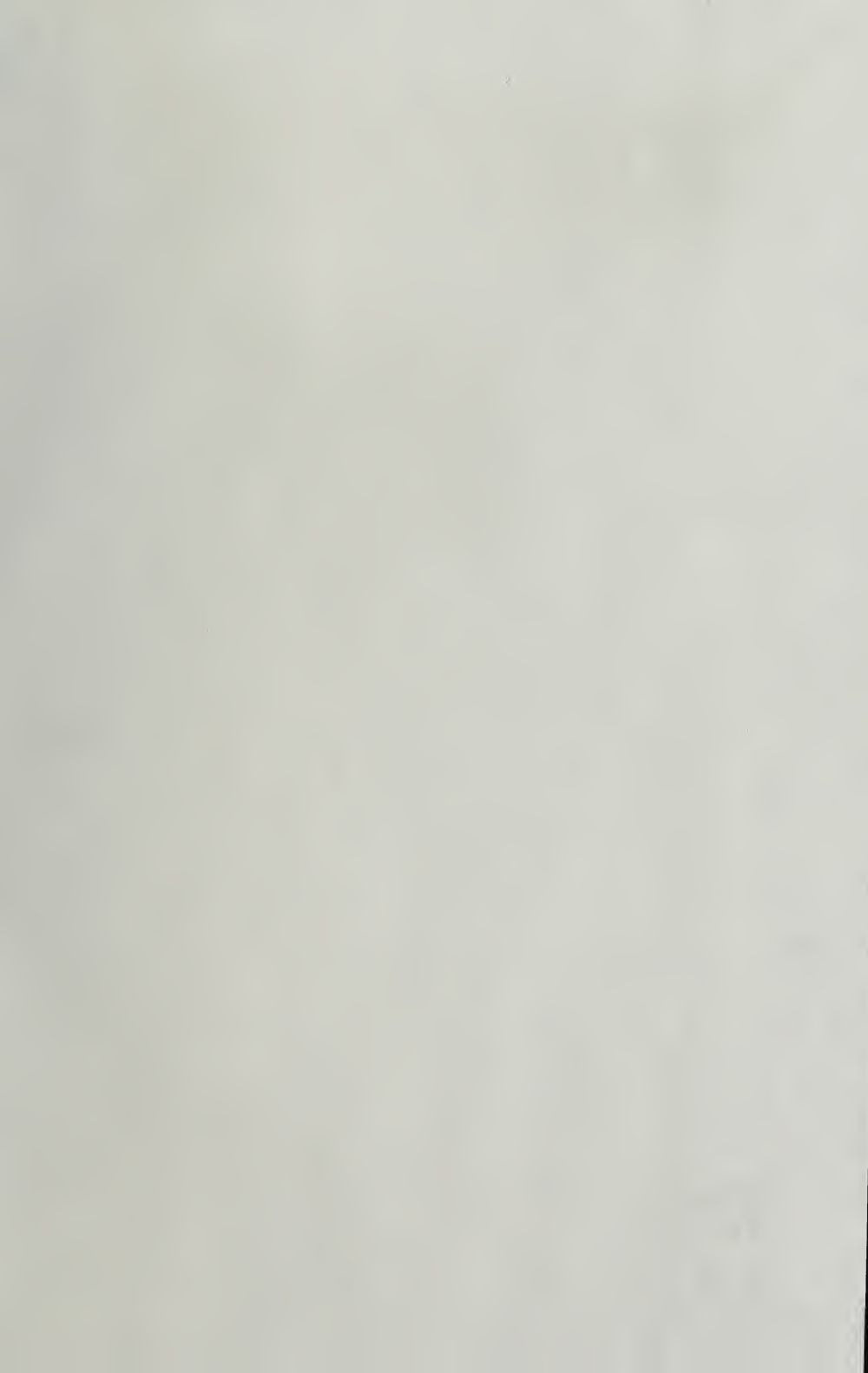
Abonnement de soutien/Supporter rate : 350 FF.

Les abonnements partent du numéro en cours au moment de l'ordre. Les « abonnements permanents » à renouvellement annuel automatique sont acceptés. Ne sont pas admis : les abonnements pour une période de moins de 12 mois, les abonnements pluriannuels, les abonnements rétroactifs, les annulations en cours d'abonnement. Les numéros antérieurs de la revue sont délivrés dans la mesure des disponibilités au prix courant du numéro. Tout paiement par chèque non domicilié en France doit être augmenté des frais bancaires. / Subscriptions start with the issue out at the time of the order. Permanent subscriptions, with automatic yearly renewal, are welcomed. The following are not accepted : subscriptions for less than twelve months or for several years at a time, back-dated subscriptions, and cancellation of prices. Payment by check drawn on a non-French bank should be increased to cover banking charges.

7200-S08
PB-24
C
BT

Directeur de publication : Paul Vieille
N° d'inscription à la commission paritaire : 60085
Dépôt légal : juin 1988

Achevé d'imprimer le 30 juin 1988 dans les ateliers de
l'Imprimerie Quotidienne à Fontenay-sous-Bois





REVUE TRIMES

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA

909.09822P462

C001

PEUPLES MEDITERRANEENS PARIS

43 1988



3 0112 025192938

Il règne aujourd'hui, en matière de pensée urbanistique, une certaine confusion. Rien ne le manifeste mieux que de voir s'installer de l'indécision, des hésitations, des questions sans réponse sur des champs où, pendant longtemps, a régné l'assurance d'une pensée technocratique certaine de maîtriser les conditions de l'ajustement entre une forme urbanistique et un paradigme économique dominant. Cette confusion et ces flottements soudains ont des effets positifs : celui de définir de nouveaux cadres expérimentaux, celui d'ouvrir des champs neufs de coopération, celui plus général de rabaisser les prétentions à tenir la ville sur un modèle, et un seul, de technicité. Au temps bercé par les prétentions universalisantes d'une pensée technocratique qui voulait appliquer à Naples, Alger ou Marseille les mêmes schémas d'urbanisation, succède une tentative de repenser les cadres cognitifs et techniques des interventions dans un différencialisme qui, avec ses excès et ses amnésies propres, est attentif aux modalités locales.